



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Commissions parlementaires

Commission permanente des institutions

Étude détaillée des projets de loi

- 233 — Loi concernant les immeubles situés au
3470 et 3480 rue Simpson à Montréal (2) et
15 — Loi modifiant diverses dispositions législatives (4)

Sous-commission des institutions

Étude détaillée du projet de loi 19 — Loi électorale

Le mercredi 19 décembre 1984 - No 6 - A

Président : M. Richard Guay

QUÉBEC

Table des matières

Projet de loi 19 - Loi électorale	
Étude confiée à la sous-commission des institutions (voir deuxième partie de ce fascicule)	CI-183
Projet de loi 233 - Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal	CI-183
Remarques générales	CI-183
Étude détaillée	CI-188
Projet de loi 15 - Loi modifiant diverses dispositions législatives	CI-192
Loi sur les services de garde à l'enfance	CI-192
Loi sur la protection de la santé publique	CI-196
Loi sur les services de santé et les services sociaux	CI-207
Loi sur la Commission des affaires sociales (suite)	CI-211
Loi sur les services de santé et les services sociaux (suite)	CI-211
Dispositions transitoires et finales	CI-216
Loi sur les services de garde à l'enfance (suite)	CI-218
Articles en suspens	CI-226
Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales	CI-229
La représentation du Québec à l'étranger	CI-231
Loi sur le Conseil du statut de la femme	CI-232
Loi sur les mines	CI-232
Loi modifiant la Loi sur les mines	CI-233
Loi sur le régime des eaux	CI-233
Loi sur la vente du métal brut	CI-234
Loi sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, des enseignants et des fonctionnaires	CI-234
Loi sur le Service des achats	CI-235
Loi sur la Société de développement industriel	CI-236
Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	Cf-236
Loi sur la fonction publique	CI-236
Dispositions transitoires et finales (suite)	CI-237
Retrait de certains articles	CI-243

Intervenants

M. Denis Vaugeois, président
M. David Payne, président suppléant
M. Harry Blank, président suppléant

M. Pierre-Marc Johnson
M. Herbert Marx
M. Guy Chevette
M. Pierre-J. Paradis
M. William Cusano
M. Patrice Laplante
M. Germain Leduc
M. Roland Dussault
M. Gilles Rocheleau

- * M. Jean-H. Gagnon, Place 3470 Simpson Inc.
- * M. Jean-Claude Scraire, Caisse de dépôt et placement du Québec
- * Mme Stella Guy, Office de garde à l'enfance
- * M. Jean-Claude Deschênes, ministère des Affaires sociales
- * Mme Laurence Deniers, idem
- * M. Claude Gélinas, ministère de la Justice
- * M. Jean Hamel, ministère de l'Énergie et des Ressources
- * M. Robert Gagnon, idem
- * M. Benoît Gingras, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mercredi 19 décembre 1984

Étude détaillée des projets de loi 233 et 15

(Onze heures quarante-deux minutes)

Le Président (M. Vaugeois): La commission se réunit ce matin pour étudier le projet de loi 233, Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal. Elle a également à étudier le projet de loi 19 sur les ajustements à la loi électorale.

Projet de loi 19

Étude confiée à la sous-commission

Puisque nous avons convenu que nous pourrions peut-être procéder à l'étude de ce dernier projet de loi au niveau d'une sous-commission, je vous propose qu'on aborde tout de suite la question du projet de loi 19 et le secrétaire va vous faire lecture d'une proposition qui nous permettrait de former la sous-commission.

M. le secrétaire, voulez-vous lire, s'il vous plaît, cette proposition?

Le Secrétaire: Alors, conformément à l'article 146 des règles de procédure, que la commission des institutions fasse exécuter le mandat qu'elle a reçu de l'Assemblée à l'effet de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 19, Loi électorale, par la sous-commission des institutions et que M. Bertrand (Vanier), M. Rochefort (Gouin), M. Côté...

Le Président (M. Vaugeois): Charlesbourg.

Le Secrétaire: M. Côté (Charlesbourg), M. Blank (Saint-Louis) et...

Le Président (M. Vaugeois): Et M. Tremblay...

Le Secrétaire: ... M. Tremblay (Chambly) soient membres de cette sous-commission, et que M. Russell Ducasse agisse à titre de secrétaire.

Le Président (M. Vaugeois): Est-ce que cette motion... Ils choisiront un président entre eux. Cela fait cinq.

Est-ce que cette proposition est acceptée? Cela va.

Vous êtes autorisés à vous réunir immédiatement, messieurs.

La commission va reprendre l'étude du projet de loi 233.

Pour que cela soit clair, vous me permettrez de donner la liste des membres de la commission.

M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), M. Laplante (Bourassa), M. De Bellefeuille (Deux-Montagnes), M. Dussault (Châteauguay), M. Blouin (Rousseau), M. Blank (Saint-Louis), M. Levesque (Bonaventure), M. Mailloux (Charlevoix), M. Marx (D'Arcy McGee), M. Payne (Vachon), M. Rivest (Jean-Talon), Mme Saint-Amand (Jonquière), M. Côté (Charlesbourg) et M. Vaugeois (Trois-Rivières).

Il y aura peut-être des remplacements en cours de séance. Nous verrons.

Projet de loi 233

Le projet de loi privé 233, Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal.

Il y a des amendements qui ont été préparés et qui sont à la photocopie. Alors, on va suspendre deux minutes.

(Suspension de la séance à 11 h 47)

(Reprise à 12 h 11)

Le Président (M. Vaugeois): À l'ordre, s'il vous plaît! Mesdames, messieurs, nous allons reprendre la séance. M. le ministre, il semble qu'on ait préparé quelques amendements au projet de loi que nous avons entre les mains. Est-ce que vous pourriez nous expliquer où nous en sommes, à cet égard?

Remarques générales .

M. Johnson (Anjou): M. le Président, avec plaisir. Alors les procureurs des différentes parties impliquées ont entrepris des pourparlers à la suite de notre commission d'hier. Ils en sont arrivés à trouver un consensus quant à ce que devrait ou pourrait contenir le projet de loi.

Nous croyons, pour notre part, que c'est significatif d'un bon climat entre les parties et que le cheminement prévu dans ce projet de loi, tel que maintenant faisant l'objet du consensus que j'évoquais, offre un certain nombre de garanties quant à la

possibilité d'une solution sur le fond pour les usufruitiers à l'égard des créanciers hypothécaires et autres personnes impliquées.

Cependant, nous n'avons pas la certitude que ce projet de loi, s'il est adopté, permettra la solution de fond qui est évoquée et qui est nécessaire pour la satisfaction des usufruitiers.

Dans les circonstances, la prudence normalement devrait nous amener à peut-être envoyer les parties l'une à l'autre pour qu'elles tentent de trouver un règlement sur le fond et nous pourrions envisager de revenir devant l'Assemblée nationale à cette commission entre les deux périodes de session, au mois de février ou autrement après la période des fêtes.

Cependant, si nous faisons une telle chose, le problème de base qui se poserait pour les usufruitiers, c'est qu'ils seraient exactement dans la situation juridique que nous connaissons, et donc qu'ils pourraient trouver des obstacles importants sur le plan du financement des transactions qui permettraient de mettre fin à ce problème.

Il faut être conscient aussi que si nous adoptons le projet de loi, le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, par la voix de son sous-ministre, M. Chappelaine, a évoqué hier le caractère du précédent, les difficultés que cela pourrait poser, la mise en cause explicite par ce projet de loi du moratoire dans un cas particulier; tout cela est suspendu à un règlement dont nous n'avons pas la certitude qu'il interviendra.

Compte tenu de la nature extrêmement technique de ces dispositions, qui ont fait l'objet de discussions entre nos juristes et les représentants des parties, je crois qu'avant de prendre notre décision finale, nous devrions entendre les représentants des parties qui sont ici, ce matin, pour qu'ils nous situent généralement dans la problématique que je viens d'établir, peut-être la corriger si elle leur apparaît incorrecte ou la compléter si elle leur apparaît incomplète. Je crois que nous serons mieux en mesure de prendre notre décision à la fin de ces exposés.

M. le Président, pourrais-je me permettre de vous suggérer de donner la parole peut-être à Me Gagnon.

M. Marx: M. le Président, juste un instant, s'il vous plaît!

Le Président (M. Payne): Quelques remarques préliminaires, M. le député de D'Arcy McGee.

M. Marx: Merci, M. le Président. Quand nous avons discuté de ce projet de loi, hier, je pense que le sentiment de la commission était d'intervenir et de, comment dirais-je? recommander l'adoption du projet de loi.

Mais à la fin, nous avons demandé aux personnes impliquées d'essayer de s'entendre sur un projet de loi. Aujourd'hui les avocats des personnes impliquées demandent à l'Assemblée nationale d'entériner une entente dans un projet de loi. Donc, on ne bouscule personne, étant donné qu'il y a une entente. Comme le ministre vient de le dire, ce sera intéressant d'entendre les avocats des personnes impliquées.

Le Président (M. Payne): Me Gagnon.

M. Gagnon (Jean-H.): Disons que l'entente qui est intervenue, tout d'abord, si je vais à l'entente, vise essentiellement à régler le problème d'opposition du créancier en deuxième hypothèque, sur sa protection. On a inclus un élément de protection, et les deux ministères concernés ont également clarifié et ajouté au niveau de la protection des locataires actuels, auxquels on ne pourra pas opposer les articles du Code civil prévoyant l'éviction par de nouveaux propriétaires; ils ont également ajouté, ce qui n'était pas du tout inclus dans le projet d'hier, la notion de protection des acquéreurs des appartements, en prévoyant des règles d'information, un droit de résiliation, un délai minimum de réflexion. À ce niveau, à l'égard de ces usufruitiers, le projet de loi, tel qu'il apparaît après les modifications qui vous seront soumises, répond à la demande essentielle des usufruitiers de la même façon qu'il le faisait au départ. On ajoute des règles de protection pour des tierces personnes ce qui, pour nous, n'en change pas la valeur et l'utilité dans le cadre du règlement qu'on veut faire du problème.

Donc, le projet de loi modifié répond à la demande, répond à mon avis exactement au principe de la demande d'hier et nous place dans la même situation que si le projet avait été adopté sous une autre forme. Effectivement, comme l'honorable ministre de la Justice l'a mentionné, le règlement n'est pas garanti parce que pour faire ce règlement, il faut encore certaines négociations avec les créanciers pour obtenir des consentements, avec les nus-propriétaires, les propriétaires de l'immeuble, et possiblement avec d'autres institutions financières.

Disons que le projet de loi, dans sa forme actuelle, nous donne l'outil légal et indispensable pour entreprendre ces négociations et les négociations ne pourraient pas être entreprises, surtout si on parle d'institutions financières, sans que le projet de loi soit adopté. Donc, le principe, la possibilité de le remettre, nous empêchera de négocier, en tout cas avec toute personne qui n'est pas déjà immédiatement intéressée dans le problème. La solution pour nous, c'est l'adoption du projet de loi dans sa forme actuelle qui

répond, comme je l'ai dit tantôt, à la demande qu'on a formulée hier en assurant des mécanismes de protection pour des tiers impliqués. Dans ce sens-là, en tout cas, cela répond à la demande qu'on voulait présenter à l'Assemblée nationale.

Le Président (M. Payne): Me Scraire, avez-vous des commentaires?

M. Scraire (Jean-Claude): Non, enfin, simplement pour rappeler, au nom de la Caisse de dépôt et placement du Québec, que les intérêts immédiats de la Caisse de dépôt et de placement du Québec n'étant pas mis en péril dans ce dossier, notre position était relativement plus facile, mais que notre attitude a consisté à essayer d'amener les principales parties à s'entendre et à favoriser cet accord. D'autre part, au niveau des perspectives de règlement possible, la caisse pourrait être appelée à faire un certain nombre de choses elle-même, et elle est d'accord pour procéder en ce sens-là pour favoriser le règlement de fait à la suite de l'adoption du projet de loi.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, j'aurais deux questions là-dessus, que je pose aux deux parties, aux deux représentants, Me Gagnon et Me Scraire. S'il n'y a pas d'entente financière, qu'est-ce qui arrive aux usufruitiers? Deuxièmement, quel avantage a le principal créancier de régler? Cela va m'aider à mieux comprendre ce qui peut se passer après le projet de loi.

M. Gagnon (Jean-H.): Le principal étant, j'imagine, le deuxième...

M. Johnson (Anjou): Oui.

M. Gagnon (Jean-H.): Celui dont les intérêts sont... Qu'est-ce qui arrive s'il n'y a pas d'entente financière? Au pire, s'il ne devait pas y avoir d'entente, ni avec les propriétaires, ni avec les créanciers actuels, ni avec une source extérieure de financement pour payer les créanciers avec lesquels on ne pourrait pas s'entendre, les usufruitiers vont tout perdre littéralement, comme si le projet de loi n'avait pas été adopté, à défaut d'entente complète à tous les niveaux. Sauf que le projet de loi, comme je le dis, autant sur le plan légal en créant une situation connue des institutions financières - la copropriété par rapport à l'usufruit - que sur le plan pratique et financier, en augmentant, une fois les processus complétés, la valeur totale des indemnités par rapport à la valeur de l'immeuble, nous donne la marge de manoeuvre pour négocier qu'on ne pouvait même pas pratiquement avoir parce qu'on a un immeuble financé littéralement à 100%, si l'on parle d'un seul bloc. Donc, sur le plan légal, cela nous donne l'outil indispensable, le

mécanisme qu'une institution va accepter. Sur le plan pratique, cela nous donne la marge de manoeuvre financière pour négocier un financement, compte tenu du niveau d'endettement.

L'avantage pour le principal créancier, le premier, c'est que ses chances d'être payé sont beaucoup plus fortes, parce qu'à l'heure actuelle, son recours à lui, le deuxième, c'est la dation en paiement, donc, de reprendre l'immeuble, alors qu'il sait très bien que la valeur de cet immeuble ne dépasse pas... Le montant de son hypothèque est peut-être inférieur, donc, il peut soit perdre, soit arriver égal. Je dois ajouter cependant, pour être honnête vis-à-vis de la commission, qu'il y a possiblement pour lui un second avantage; c'est que si à un certain moment les usufruitiers sont mal pris face aux créanciers, face au propriétaire et face à d'autres institutions financières, effectivement, il n'est pas impossible que les usufruitiers doivent négocier avec le deuxième créancier hypothécaire une situation de règlement en vertu de laquelle il aurait un avantage additionnel: il bénéficierait d'une partie des retombées économiques du projet de loi en considération du fait que l'usufruitier règle le problème, comme je le dis, à la limite dans le cas où après avoir fait tout le tour, il nous apparaît impossible de le régler. L'augmentation de la valeur nous donne également une marge de négociation avec lui et il y a un avantage potentiel pour lui. Son avocat n'est pas ici, mais je pense que dans cette alternative, les avantages sont: 1) d'être payé et 2) en dernier ressort, de pouvoir être une des personnes qui vont bénéficier économiquement du projet.

M. Johnson (Anjou): Maître, si vous permettez que je continue là-dessus. Est-ce qu'il n'est pas exact que l'hypothèque du deuxième créancier, c'est 4 186 575 \$, alors que l'évaluation municipale était de 6 960 000 \$?

M. Gagnon (Jean-H.): Non. La deuxième hypothèque est une hypothèque... Il y a la première hypothèque de la Caisse de dépôt, qui se situe actuellement, avec les intérêts, dans l'ordre de 4 275 000 \$. La deuxième hypothèque est une hypothèque de type qu'on appelle "blanket", une hypothèque couverture qui couvre la première et la portion qu'ils ont investie eux-mêmes, dont le montant total avec les dettes accumulées et les charges accumulées, première et deuxième inclusivement, parce que c'est ce qu'on appelle une "blanket", un parapluie, se situe approximativement... Nous, on l'évalue à 7 800 000 \$, mais Me Lachapelle nous disait hier qu'elle pouvait être un peu plus élevée que cela, cela pouvait se situer à peu près à 8 000 000 \$.

M. Johnson (Anjou): À combien?

M. Gagnon (Jean-H.): 8 000 000 \$.

M. Johnson (Anjou): 8 000 000 \$? Bon! Mais est-ce que la différence entre les deux, ce n'est pas le profit? Parce que dans la mesure où...

M. Gagnon (Jean-H.): Parce que la différence entre les deux, pour autant qu'ils sont concernés...

M. Johnson (Anjou): C'est cela.

M. Gagnon (Jean-H.): ...en très grosse partie, c'est le profit qu'ils ont fait, oui, entre l'achat et la revente. Mais l'achat et la revente, il faut dire qu'ils ne sont pas ceux qui nous les ont vendus à nous autres. Je crois qu'il y a eu une confusion hier là-dessus. Ils ont acheté tout seuls et ils ont revendu à une compagnie qui n'avait pas d'usufruit à ce moment-là, qui s'appelait Place 3470 Simpson Inc., et effectivement leur hypothèque, c'était un solde de prix de vente. Oui, c'était un profit en très grande partie.

M. Johnson (Anjou): D'accord. Donc, en d'autres termes, c'est bien plus... Ce n'est pas tellement la motivation, dans la mesure où on peut sonder la motivation financière du deuxième créancier hypothécaire. Ce n'est pas tellement de récupérer son argent - parce que non seulement il l'a récupéré, mais il a fait un profit déjà - c'est de s'assurer qu'il va chercher un profit encore plus grand. Et je me permets simplement de poser comme interrogation que, dans la mesure où il n'a plus d'insécurité quant à sa mise de fonds initiale, je ne suis pas sûr qu'il ait une motivation a priori très grande pour chercher un règlement.

M. Gagnon (Jean-H.): C'est-à-dire, non... Ce fameux profit qui est un profit d'une vente antérieure à la nôtre, ils vont l'avoir de toute façon, que le projet de loi soit adopté ou non; ils vont l'avoir par la dation en paiement de l'immeuble qui, à peu de choses près ou à très peu de choses près, vaut sur le marché - il y a eu des évaluations de faites récemment - entre 8 000 000 \$ et 8 200 000 \$. On lui doit, avec son profit, 8 000 000 \$. Il peut l'avoir soit par dation en paiement, soit par poursuite personnelle également parce que ce sont des endettements qui sont dus. Donc, ce profit est gagné et il va l'avoir de toute façon.

Le projet de loi lui permet effectivement d'améliorer ses chances de l'avoir en argent plutôt que de l'avoir en immeubles qu'il va devoir revendre. Il peut effectivement avoir un certain intérêt, si on

est mal pris, à aller chercher une part de profit. Je ne le nie pas. Effectivement, je ne peux pas nier - même qu'ils en ont parlé hier - qu'en dernier ressort ils récupéreraient une partie du profit. Je dois dire que, par rapport aux usufructiers, pour nous autres, il ne s'agit pas de faire des profits. Il s'agit de régler notre problème et cela le règle.

Effectivement, s'il y a un profit additionnel, c'est très loin d'être certain que ce sont les usufructiers qui vont le faire. Mais cela règle le problème. Le but pour lequel on est venu en commission était de régler notre problème et non de faire un profit. Il se peut qu'il y ait un profit fait **par des personnes autres qui soient les usufructiers** ou une compagnie ou une entreprise complètement différente qui entrerait dans le dossier pour régler notre problème en considération d'une partie de ce profit-là. Oui. Quand je dis que cela donne une marge de négociation financière, c'est ça.

M. Marx: Comme je comprends toute cette affaire, pour rendre cela dans des termes très simples, c'est que vous avez déposé un projet de loi privé pour protéger 85 usufructiers. Le projet de loi tel qu'amendé fera cela aussi, mais avec certaines autres garanties et protections pour ces personnes et pour d'autres personnes.

En ce qui concerne le profit, une fois que l'Assemblée nationale adoptera le projet de loi 106, il y a un règlement en ce qui concerne les conversions des immeubles en condominiums, ce sera la même chose. Tout ce qu'on fait effectivement, c'est qu'on accélère le processus. On va maintenant faire pour ce bâtiment ce qu'il serait possible de faire pour d'autres bâtiments, une fois que la loi et les règlements seront adoptés. C'est ça?

M. Gagnon (Jean-H.): Oui.

M. Marx: Je suis d'accord pour qu'on adopte le projet de loi, c'est-à-dire qu'on entérine l'entente des personnes qui sont venues devant la commission.

M. Blank: Je suis d'accord avec le député de D'Arcy McGee. On fait maintenant ce qu'on aura le droit de faire d'ici six mois, un an, quand le projet de loi du gouvernement sera adopté. C'est seulement cela. Dans le livre vert sur l'habitation, il y a un projet du gouvernement qui a fait son lit en disant qu'il donnerait le droit de convertir des bâtiments en condominiums. C'est exactement cela.

M. Johnson (Anjou): C'est le projet de réforme du Code civil, exactement.

M. Blank: C'est ça. Tout ce qu'on demande aujourd'hui, pour cette bâtisse, c'est de le faire aujourd'hui et non d'attendre la loi. Dans les circonstances, on demande qu'on donne priorité à cette bâtisse.

M. Marx: Pour les 85 personnes, parce que tout cela...

M. Johnson (Anjou): Pour les 85 personnes...

M. Marx: ...les 85 personnes...

M. Johnson (Anjou): C'est ça. Maintenant, je voudrais qu'on se comprenne bien, pour reprendre l'expression du député de D'Arcy McGee, c'est le High Court of Civil Justice. Il faudrait vraiment, quant à moi, si on doit adopter ce projet de loi avec les amendements, nous avons l'unanimité, c'est ce que je comprends, non seulement des deux parties mais de tous les membres de la commission des deux côtés de la Chambre. Il faut être bien conscient que, finalement, ce qui peut arriver, c'est que la personne dont on parle depuis tout à l'heure, quant aux profits qu'elle pourrait faire, pourrait être dans une situation où elle réalise un profit de 5 000 000 \$, 6 000 000 \$ ou 8 000 000 \$, si cet immeuble devient déclaré en copropriété indivise. La plus-value sur le marché va être considérable. Je demanderais à Me Gagnon de me corriger, si je me trompe.

Il faudrait être bien conscient, si tel est le cas - et je demanderais à Me Gagnon de me corriger, le cas échéant - on est conscient de ce que cela représente. Mais ce qu'on veut c'est régler le problème des 85 personnes et par ailleurs attendre la réforme du Code civil qui s'en vient sur ces questions. Me Gagnon, peut-être que j'ai dit quelque chose d'inexact, corrigez-moi. (12 h 30)

M. Gagnon (Jean-H.): Oui, c'est une erreur qui a été également énoncée hier. La plus-value de cet immeuble, considérant les restrictions et plus particulièrement les restrictions à l'égard des droits des locataires qui sont insérées dans le projet de loi, qu'on avait nous-mêmes insérées en partie - disons, qu'on ne le remet pas en question - je pense que Me Scraire pourra compléter là-dessus, c'est son domaine plus que le mien encore - la plus-value n'est pas, en toute logique et en toute probabilité, d'un ordre de grandeur de 4 000 000 \$ ou 5 000 000 \$. La plus-value réelle de cet immeuble, compte tenu plus particulièrement de la situation des locataires qui vont pouvoir y rester, à des loyers qui, comparativement au prix du marché dans cette région, ne sont pas des loyers extrêmement élevés... La plupart des appartements ne pourront pas être vendus

tant que le locataire y sera ou ils seront vendus à un prix nettement inférieur à la valeur d'un condominium libre, sur le marché libre. Mes estimations personnelles, après avoir vécu ce problème pendant un an et pour en avoir parlé aux Institutions financières, la valeur de cet immeuble sur le marché, dans sa situation et avec le projet de loi, passerait de quelque chose comme 8 100 000 \$ à 10 000 000 \$. L'ordre de grandeur maximal est dans cette marge; c'est 20% et non pas 40% ou 50%. Me Scraire pourrait peut-être compléter.

M. Scraire: Je pense que dans l'ensemble on peut partager cette évaluation. Il y a un profit à faire, mais il y a beaucoup d'incertitude et beaucoup de travail pour faire le profit.

Le Président (M. Vaugeois): Vous n'avez pas tenu compte des frais pour passer à 10 000 000 \$ non plus.

M. Gagnon (Jean-H.): Les montants en cause, effectivement, peuvent s'élever, mais les probabilités sont qu'il y ait un profit de cet ordre.

M. Blank: C'est plus facile de vendre un condo si le propriétaire peut mettre les locataires dehors pour y entrer. Ici, il y a une restriction. Les seules personnes qui ont intérêt à acheter ce sont les locataires en place. Comme l'avocat le dit, les prix des loyers ne sont pas tellement élevés et cela ne paie pas les locataires d'acheter cela en condo. On a un problème semblable aux Port-Royal Apartments, c'est un mélange des deux. Les gens n'achètent pas parce que le prix du loyer est bas.

C'est la même chose ici, les seules personnes qui auront un très grand intérêt à acheter ces condos, ce sont les locataires qui y sont, car l'intérêt financier n'y est pas.

M. Marx: On protège les locataires.

Le Président (M. Vaugeois): D'accord. M. le ministre.

M. Johnson (Anjou): D'accord, on protège les locataires en vertu du projet de loi.

Un dernier commentaire avant qu'on passe à l'étude article par article et aux amendements, M. le Président. Au bout de la ligne on sait aussi comment la technique de désintéressement peut se faire à l'égard des locataires, le propriétaire réalisant un profit d'une certaine importance ou anticipant un profit d'une certaine importance, peut décider de désintéresser individuellement les locataires pour un montant forfaitaire.

M. Blank: On a la Régie du logement

pour cela.

M. Vaugeois: Cela se fait sur une base volontaire.

M. Johnson (Anjou): Cela se fait sur une base volontaire. On vous offre... On dit: Pourriez-vous paqueter vos petits, s'il vous plaît, et partir, voici 8504,32? Il n'y a rien qui empêche les gens de faire cela. Au bout de la ligne, on se retrouvera avec un immeuble qui aura été l'équivalent carrément d'une cassure du moratoire, tout simplement, et l'érection en condominiums de cet établissement.

M. Vaugeois: Mais on peut dire là-dessus, M. le ministre, que cela va dans le sens de ce qu'on se prépare à faire comme législateurs.

M. Johnson (Anjou): Oui, c'est aussi la liberté des personnes qui sont impliquées dans la transaction.

M. Vaugeois: Oui.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, on pourrait peut-être procéder à l'étude article par article, dans les circonstances.

Étude détaillée

Le Président (M. Vaugeois): On peut demander au secrétaire de nous en donner lecture avec les amendements.

Le Secrétaire: Nous avons reçu une proposition d'amendement de l'article 1 qui se lit ainsi: "L'article 1 de la loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal est remplacé par le suivant: Malgré les articles 51 à 54 de la Loi sur la Régie du logement, sont autorisés à enregistrer une déclaration de copropriété visée aux articles 441b à 441p du Code civil sur les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal les propriétaires à la date de la signature de cette déclaration et les usufruitiers de ces immeubles dont la désignation cadastrale est la suivante: le lot no 2217 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine, division d'enregistrement de Montréal, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances portant les numéros civiques 3470 et 3480 rue Simpson, Montréal. Cette désignation remplace celle mentionnée en annexe en raison du dépôt, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, des plans et livres de renvoi."

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le commentaire que nos juristes font sur l'amendement... Oui, Me Gagnon?

M. Gagnon (Jean-H.): Oui. Il y a une erreur sur les articles mentionnés à la

quatrième ligne. Il s'agit de 441b à 442p et non pas 441p.

M. Johnson (Anjou): C'est donc 441b à 442p. C'est bien ça? Correction d'office, M. le Président.

Je vous fais ici le commentaire de nos juristes. L'amendement qui est proposé vise, premièrement, à préciser qu'il s'agit bien des propriétaires le jour de la déclaration de copropriété; deuxièmement, il vise à permettre l'enregistrement de la déclaration de copropriété sur l'immeuble tel qu'il est connu actuellement. Les lots 1731-1, 1731-2, 1726U-2, 1726U-3 et 17261-2 ont en effet été remplacés le 7 novembre 1983 par les lots 2217 et n'existent donc plus. Est-ce que ça va? Est-ce que l'amendement est adopté, M. le Président?

Une voix: Adopté.

M. Marx: Avant d'adopter l'article 1, est-ce qu'on adopte le préambule?

M. Johnson (Anjou): Non, c'est à la fin qu'on fait ça.

M. Marx: D'accord.

M. Johnson (Anjou): L'article 1 tel qu'amendé est-il adopté?

M. Blank: Adopté.

M. Johnson (Anjou): Article 2, M. le Président.

Le Président (M. Vaugeois): J'appelle l'article 2.

M. Johnson (Anjou): Est-ce qu'on laisse le secrétaire en faire lecture?

M. Marx: Oui.

Le Secrétaire: Article 2. "Les droits des locataires actuels des immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal ne seront pas affectés par l'autorisation mentionnée à l'article 1 de la présente loi, sauf que ces droits s'exerceront contre le propriétaire du logement pour lequel un locataire possède son bail à compter de la vente du logement.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, l'amendement a pour effet de remplacer cet article par le suivant...

Le Président (M. Vaugeois): Allez-y, M. le ministre, vous l'avez.

M. Johnson (Anjou): Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant...

Une voix: Après.

M. Johnson (Anjou): Je m'excuse. L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant: "Le propriétaire d'un logement situé dans l'un de ces immeubles ne peut exercer ni directement ni indirectement le droit prévu par l'article 1659 du Code civil contre une personne locataire à la date de la sanction de la présente loi." Le nouvel article 2 vise en fait à protéger les locataires actuels contre l'éviction. Est-ce que ça va?

Le Président (M. Vaugeois): Est-ce adopté?

M. Johnson (Anjou): L'article 2 est adopté tel qu'amendé, M. le Président?

Une voix: Oui.

M. Johnson (Anjou): Article 3.

M. Blank: Cela ne couvre pas une situation où le propriétaire est actuellement un résident de cette bâtisse-là. S'il prend un nouveau locataire, il perd les droits aussi.

M. Johnson (Anjou): Je m'excuse, pourriez-vous répéter?

M. Blank: À mon avis il y a quelques usufuitiers qui deviennent propriétaires qui résident actuellement dans cette bâtisse.

M. Johnson (Anjou): Oui, il y en a six, je crois.

M. Blank: Si, à un moment donné, ces gens-là décident de louer leur appartement et veulent revenir deux ou trois ans après, ils n'en ont pas le droit.

Le Président (M. Vaugeois): Êtes-vous d'accord avec ça, Me Gagnon?

M. le ministre.

M. Johnson (Anjou): La réponse de nos juristes là-dessus est la suivante, M. le Président. L'article vise les locataires actuels. Donc, la situation que vous décrivez ferait que ce sont les dispositions générales du Code civil qui s'appliqueraient.

M. Blank: D'accord.

M. Johnson (Anjou): D'accord? Est-ce que ça vous va?

M. Blank: Oui, d'accord.

Le Président (M. Vaugeois): On est tous d'accord là-dessus.

M. Blank: Contre une personne locataire

à la date de la sanction. D'accord.

Le Président (M. Vaugeois): D'accord. Tel qu'amendé, ça va?

M. Blank: Adopté.

Le Président (M. Vaugeois): L'article 3, M. le Secrétaire.

Le Secrétaire: L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant...

M. Marx: L'article 2 est adopté?

Le Secrétaire: L'article 2 est adopté tel qu'amendé.

L'autorisation mentionnée à l'article 1 cessera d'exister et deviendra caduque si la déclaration de copropriété visée aux articles 441b à 442p du Code civil n'est pas enregistrée avant le 31 décembre 1985 sur les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal avec le consentement de la majorité en nombre des usufuitiers qui détiennent sur ces immeubles des droits d'usufruit à la date d'entrée en vigueur de la présente loi."

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le commentaire que nous faisons est que l'amendement proposé vise à établir que la déclaration de copropriété pourra être enregistrée du consentement de la majorité des usufuitiers, afin d'éviter qu'un seul usufuitier puisse faire obstacle à ce projet.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Vaugeois): Adopté. L'article 4. Attendez un peu, l'article 3.2.

M. Johnson (Anjou): L'article 3.1, M. le Président.

Le Président (M. Vaugeois): Alors, l'article 3.1.

Le Secrétaire: Insérer après l'article 3 ce qui suit: "3.1 Les droits des créanciers existant le jour de la sanction de la présente loi et les procédures judiciaires et les actes institués par ceux-ci à cette date ne sont ni affectés, ni modifiés par la présente loi et, malgré l'article 441j du Code civil, le consentement à la déclaration de copropriété ainsi que son enregistrement n'auront pas pour effet avec leur consentement..."

Une voix: Sauf.

Le Secrétaire: ...sauf avec leur consentement, de diviser l'hypothèque, le privilège ainsi que tout droit réel que détiennent à cette date les créanciers sur ces immeubles, et ce, malgré le fait que l'on

aura déterminé la valeur relative de chaque fraction de copropriété à la déclaration de copropriété."

M. Johnson (Anjou): Le commentaire, M. le Président. L'amendement vise à protéger les droits des créanciers actuels et à enlever l'obligation pour ceux-ci de diviser leurs privilèges ou hypothèques sur les fractions de copropriété.

Le Président (M. Vaugeois): Cela va. Est-ce que l'article 3.1 est adopté?

M. Blank: Adopté.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Vaugeois): Adopté. Alors, l'article 3.2, M. le secrétaire.

Le Secrétaire: L'article 3.2: "La mise en vente d'une fraction avant ou après l'enregistrement de la déclaration de copropriété..." Je m'excuse, je reprends la lecture: "La mise en vente d'une fraction de copropriété avant ou après l'enregistrement de la déclaration de copropriété dans les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal doit se faire par la remise d'une offre de vente à l'acquéreur éventuel."

"L'offre de vente doit indiquer le nom et l'adresse de l'offrant et de l'acheteur éventuel, le prix de vente, la date de livraison et les droits réels qui grèvent la fraction, un état estimatif des prestations annuelles ou certaines charges qui doivent payer les propriétaires, un état des contrats relatifs à l'administration des immeubles, un état des réparations majeures qui doivent être faites aux immeubles, les sources de financement du projet et les derniers états financiers relatifs à ces immeubles. Une copie de la présente loi doit être annexée à cette offre de vente."

M. Johnson (Anjou): Alors, en fait, les articles 3.2 à 3.5 que nous allons voir sont des amendements qui ont pour but de protéger les acquéreurs éventuels.

M. Blank: Adopté.

M. Marx: Adopté.

Le Secrétaire: Article 3.3: "L'acquéreur d'une fraction peut, dans les dix jours de l'acceptation de l'offre de vente, résilier celle-ci en avisant l'offrant par écrit."

M. Blank: La loi d'un vendeur itinérant.

Le Président (M. Vaugeois): L'article 3.3?

M. Blank: Adopté.

Le Président (M. Vaugeois): L'article 3.3, qui est: "L'acquéreur d'une fraction peut, dans les dix jours de l'acceptation de l'offre de vente, résilier celle-ci en avisant l'offrant par écrit." Cela Va? (12 h 45)

M. Blank: Oui.

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Vaugeois): D'accord, l'article 3.3 est adopté. Pour que ce soit bien clair... Je n'ai pas entendu la phrase complète à la fin, je vais la relire. Cela se lit à la fin: "...un état des réparations majeures qui doivent être faites à l'immeuble, les sources de financement du projet et les derniers états financiers relatifs à ces immeubles. Une copie de la présente loi doit être annexée à cette offre de vente."

M. Blank: Oui, cela va aller.

Le Président (M. Vaugeois): Oui, mais dans la lecture qu'a donnée le secrétaire tout à l'heure, certains mots, selon mon entendement, avaient sauté. Je veux que ce soit clair. Les articles 3.2 et 3.3 sont donc adoptés.

M. Blank: Article 3.4.

Le Secrétaire: "La vente ne peut avoir lieu dans un délai inférieur à 15 jours de l'acceptation de l'offre de vente et l'acquéreur ne peut renoncer à ce délai."

Le Président (M. Vaugeois): Cela va, M. le ministre?

M. Johnson (Anjou): Même chose, M. le Président.

M. Blank: Oui, adopté.

M. Johnson (Anjou): Adopté.

Le Secrétaire: Article 3.5: "Les articles 3.2 à 3.4 cessent de s'appliquer le 31 décembre 1986."

M. Johnson (Anjou): Article 3.6.

Le Secrétaire: Article 3.6: "Une copie conforme du dispositif et de l'annexe de la présente loi doit être enregistrée en même temps que l'enregistrement de la déclaration de copropriété. Cet enregistrement se fait par dépôt."

M. Johnson (Anjou): Il s'agit de l'amendement qui vise à obliger l'enregistrement de la loi afin de protéger

les tiers.

M. Blank: Adopté.

M. Marx: Adopté.

Le Secrétaire: Où est-ce qu'on est rendu?

Le Président (M. Vaugeois): On va revenir sur l'article 3.2 parce qu'il y avait des problèmes de concordance. Le deuxième paragraphe de l'article 3.2 se lirait comme suit: "L'offre de vente doit indiquer le nom et l'adresse de l'offrant et de l'acheteur éventuel, le prix de vente, la date de livraison et les droits réels qui grèvent la fraction, un état estimatif des prestations annuelles ou certaines charges que doivent payer les propriétaires, un état des contrats relatifs à l'administration des immeubles, un état des réparations majeures qui doivent être faites aux immeubles, les sources de financement du projet et les derniers états financiers relatifs à ces immeubles. Une copie de la présente loi doit être annexée à cette offre de vente." Il y a donc des pluriels partout. Cela va?

Une voix: Oui.

Le Président (M. Vaugeois): On est rendu à 4.

M. Johnson (Anjou): L'article 4, M. le Président.

Le Secrétaire: L'article 4: "La présente loi entre en vigueur le (inscrire ici la date de la sanction de la présente loi)".

Il y a une annexe: "Cette loi est modifiée par l'addition après l'article 4 de ce qui suit: "Annexe - article 1. Désignation du lot 2217 du cadastre du quartier Saint-Antoine, division d'enregistrement de Montréal, avant le 7 novembre 1983."

"1. Le lot no 2 de la subdivision officielle du lot originaire no 1731 et le lot no 3 de la resubdivision officielle du lot U de la subdivision officielle du lot originaire no 1726 portant le numéro civique 3470 rue Simpson, Montréal. Le lot no 1 de la subdivision officielle du lot originaire no 1731, le lot no 2 de la resubdivision officielle du lot U de la subdivision officielle du lot originaire no 1726, et le lot no 2 de la resubdivision officielle du lot 1 de la subdivision officielle du lot originaire no 1726 portant le numéro civique 3480, rue Simpson, Montréal."

Le Président (M. Vaugeois): Il faut lire ici le lot "i" et non pas 1.

Le Secrétaire: Le lot I, au deuxième paragraphe.

M. Johnson (Anjou): L'amendement qui est proposé vise à identifier sans équivoque les immeubles qui sont affectés par la loi puisque les droits d'usufruit consentis ont tous été enregistrés avant le 7 novembre 1983, qui est la date du dépôt du nouveau lot 2217 qui est mentionné à l'article 1.

M. Blank: L'annexe est-elle adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Vaugeois): Le préambule.

M. Johnson (Anjou): On n'a pas fait de modification au préambule, M. le Président. On l'adopte tel quel?

M. Marx: Est-ce qu'on a modifié le préambule?

Une voix: Non.

M. Marx: Non, d'accord. Adopté tel quel.

Le Président (M. Vaugeois): Adopté.

M. Johnson (Anjou): Le titre.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Vaugeois): La loi telle qu'amendée est adoptée? Adopté. Je vous remercie.

M. Marx: M. le Président, juste un mot. J'aimerais signaler aux membres de la commission que, quand nous avons commencé l'étude de ce projet de loi, nous avons eu des avocats, des personnes intéressées qui sont ici aujourd'hui, c'est-à-dire Me Gagnon et Me Scraire. Me Lachapelle n'est pas ici aujourd'hui, mais je comprends qu'il était d'accord avec l'entente qui est intervenue et qu'on a entérinée dans ce projet de loi. Je pense que c'est important que tout le monde sache que tous les intervenants étaient d'accord avec cette entente.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je sais que Me Lachapelle était d'accord avec l'entente. Il a eu l'occasion - et cela a été tout à fait fortuit - hier soir, nous partagions le même avion de retour à Montréal et il m'a dit qu'il y avait une entente. Cependant, je dois dire que les articles 3.2 et les suivants qui sont des garanties à l'égard des nouveaux acquéreurs n'ont pas fait l'objet d'une étude mot à mot avec Me Lachapelle. Je comprends qu'il y a là la traduction de l'entente par des juristes, mais à laquelle cependant il n'a pas participé ce matin, puisqu'il a choisi de retourner à Montréal hier.

M. Marx: D'accord, mais ce n'est pas nous qui l'avons forcé à retourner à Montréal. Il aurait pu être ici s'il l'avait voulu. Enfin, j'aimerais remercier les intervenants. Je pense qu'on a eu un exemple dans ce projet de loi que si les gens sont de bonne foi et veulent s'entendre, c'est possible. La commission a seulement entériné l'entente qu'ils ont conclue entre eux.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, en terminant, moi aussi, je voudrais remercier, évidemment, les participants, leur dire de tenter de retenir l'essentiel de ce qui a fait l'objet de nos discussions et souhaiter bonne chance à tout le monde pour le règlement.

Le Président (M. Vaugeois): Oui, effectivement, je souhaite bonne chance à tout le monde et on donne rendez-vous, si vous me le permettez, aux membres de la commission cet après-midi à 15 heures. Nous avons une heure de travaux sur la loi omnibus; nous étudierons la partie des affaires sociales. Ce soir, nous avons également rendez-vous à 20 heures où nous allons étudier le projet de loi 15. À 15 heures cet après-midi, c'est à la salle 91.

M. Gagnon (Jean H.): Je remercie la commission de sa diligence et du travail qui a été fait en 24 heures pour en arriver à quelque chose.

Le Président (M. Vaugeois): Et la clarté de la conclusion. Merci à tout le monde.

(Suspension de la séance à 12 h 54)

(Reprise à 15 h 12)

Le Président (M. Blank): À l'ordre, s'il vous plaît:

La commission permanente des institutions reprend ses travaux avec le mandat de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Le secrétaire annoncera les remplacements.

Le Secrétaire: M. Brassard (Lac-Saint-Jean) est remplacé par M. Laplante (Bourassa); M. Levesque (Bonaventure) est remplacé par M. Paradis (Brome-Missisquoi).

Projet de loi 15

M. Chevette: M. le Président, je viens de déposer quelques amendements à la Loi sur les services de garde à l'enfance. On pourrait procéder amendement par amendement. Peut-être que, compte tenu des explications préalables, si l'Opposition veut manifester son intention de traiter d'un

amendement en particulier à cet ensemble, on pourra passer directement au sujet.

Loi sur les services de garde à l'enfance

M. Paradis: Les documents qu'on m'a remis ne se suivent pas.

Mme Guy (Stella): Il y a l'article 147.1. C'est le premier article qui touche de la question dont je vous ai parlé en première instance, le non-dépassement de capacité au maximum. Celui auquel vous vous intéressez pour l'amendement, c'est l'article 147.2.

M. Paradis: Je voudrais être certain qu'on m'a remis les bons documents. Au haut de la première page qu'on m'a remise, on mentionne l'article 147.1.

Mme Guy: Oui.

M. Paradis: À la deuxième page, c'est l'article 147.1, suite.

Mme Guy: Suite.

M. Paradis: La...

Mme Guy: Troisième.

M. Paradis: ...troisième, c'est l'article 147.1, suite encore. D'accord, cela va.

Mme Guy: Suite, c'est cela.

M. Chevette: Après cela, vous avez l'article 147...

M. Paradis: Les articles 147.2 et 147.3.

Mme Guy: C'est cela.

M. Chevette: Exactement.

M. Paradis: Le premier amendement vise, si j'ai bien compris, à s'assurer que les garderies ne dépassent pas le nombre...

Mme Guy: ...maximum prévu par le permis.

M. Paradis: ...maximum d'enfants ou de clientèles inscrit au permis.

Mme Guy: Oui.

M. Chevette: C'est exact.

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: Cela va?

M. Paradis: Oui.

M. Chevette: M. le Président, l'article

147.1 est adopté.

Le Président (M. Payne): L'amendement à l'article 147.1 est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. La suite...

M. Chevette: Oui, l'article 147.2.

Mme Guy: C'est de...

M. Chevette: Un instant, M. le Président. Pour les fins du procès-verbal, vous devez tout d'abord appeler l'article 147.2.

Le Président (M. Payne): Si vous aviez patienté davantage, j'aurais pu le faire. Si vous voulez le déposer.

M. Chevette: C'est déposé, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Un instant!

M. Chevette: L'article 147.2, oui, vous l'avez.

Le Président (M. Payne): Oui, voilà. Article 147.2?

M. Chevette: Oui, je vais demander à Mme Stella Guy...

Le Président (M. Payne): Pourriez-vous le lire?

M. Chevette: ...de présenter l'amendement et de l'expliquer.

Mme Guy: L'amendement à l'article 147.2 est amené parce qu'il a une conséquence administrative très grave au niveau des garderies. C'est que la loi dit qu'on ne peut subventionner que les services de garde, garderies ou agences de garde en milieu familial qui ont un permis en vigueur. Il y a deux occasions où le permis ne peut plus être en vigueur. La première occasion est lors du renouvellement de permis. Les garderies renouvellent leur permis à tous les deux ans. Cela arrive en bloc et l'office pourrait retarder peut-être d'une semaine ou deux parfois. Comme on ne veut pas pénaliser la garderie, ce qu'on demande, c'est que le permis reste en vigueur tant que l'office n'a pas pris sa décision.

Où vous aviez une question tout à l'heure, je crois, c'est à la fin du deuxième amendement qui dit: "...où le titulaire a eu l'occasion de se faire entendre conformément

à l'article 20". Si vous voulez mettre un délai... Nous ne voulons pas mettre de délai parce qu'on se dit qu'on n'a pas avantage, au niveau de l'office, à retarder une décision. C'est pour permettre justement à la garderie, qui se fait entendre dans le cas de l'article 20... C'est-à-dire qu'on peut annuler, suspendre un permis le temps qu'on fait les audiences, qu'on étudie la cause et, en principe, la garderie n'a plus de permis. On dit: Tant qu'on n'a pas pris notre décision, son permis est en vigueur, ses subventions courent. L'office a tout avantage à prendre sa décision dans les plus brefs délais.

Justement, dans l'amendement, on demande: "...Jusqu'à ce que la décision de l'office soit rendue". Donc, de cette façon, on ne pénalisera jamais la garderie parce qu'on a retardé la décision, parfois de deux mois, parce qu'il nous manquait des papiers ou pour des raisons purement administratives.

Le Président (M. Payne): Discussion.

M. Paradis: Oui, M. le Président. Je vous suis là-dessus, à savoir que vous ne visez pas, par cet amendement, à pénaliser les garderies et qu'au contraire vous visez à avantager précisément une garderie qui est en période d'instance.

M. Chevette: Exact.

M. Paradis: Je crois que, sur ce plan, je n'ai aucune difficulté à comprendre. Ce sur quoi j'aurais une question à poser, c'est sur le plan administratif. Dans le cas où la décision serait de révoquer ledit permis et que la décision tarderait pour des raisons bureaucratiques ou administratives, à ce moment-là, on pourrait laisser aller dans le temps des situations qui, selon l'opinion de l'organisme que vous représentez, ne devraient pas durer.

Comme législateur, est-ce qu'il ne serait pas plus prudent d'indiquer une limite de temps à l'intérieur de laquelle votre personnel aurait à rendre sa décision? Vous m'indiquiez tantôt, lorsqu'on s'en parlait à l'extérieur ou hors de la présence des microphones, que les régions qui sont susceptibles de causer le plus de problèmes sont les régions les plus éloignées au Québec. Mais, sur le plan administratif, est-ce qu'il n'y aurait pas moyen, avec un délai raisonnable - je ne parle même pas de 30 jours ou ce qu'on avait suggéré verbalement, soit 90 jours, et je serais même prêt à considérer un délai de 120 jours - qu'on se mette une limite de temps où on ferme et on classe le dossier? Le permis est maintenu. La subvention continue. Ou encore, le permis est révoqué pour les motifs qui vous paraissent justifiés. À ce moment-là, on ne laisse pas la subvention perdurer pendant 150, 200, 250 jours. Cela

met un cadre. Je sais que cela ne met pas un cadre aux garderies, que cela le met plutôt à votre organisme. Est-ce que vous possédez les outils nécessaires pour pouvoir vivre à l'intérieur d'un cadre que je vous demande de définir de façon raisonnable, si vous pouvez le faire?

Mme Guy: Vous avez parlé de 120 jours, tout à l'heure.

M. Paradis: Je me suis étiré jusque-là. Je ne veux causer de préjudice ni à votre organisme ni aux bénéficiaires, mais je tente d'apporter peut-être une petite contribution en disant qu'il faut que le dossier soit classé après un certain temps.

Mme Guy: On me propose un amendement qui se lirait comme suit. Voulez-vous le lire?

M. Chevette: Lisez-le tel que reformulé.

Mme Guy: "Toutefois, dans le cas prévu au troisième alinéa, le permis ne demeurerait en vigueur que pour une période n'excédant pas 120 jours."

M. Paradis: Excellent.

Mme Guy: Est-ce que cela vous irait?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Juste un instant. Avez-vous une copie de cela?

M. Chevette: Oui.

Mme Guy: On vient de me l'écrire à la main, mais M. Fillion va se charger de l'écrire...

M. Chevette: On va vous le réécrire au propre.

Le Président (M. Payne): Merci.

Mme Guy: ...proprement.

M. Chevette: Cela va.

Mme Guy: Cela va.

Le Président (M. Payne): Si je comprends bien, c'est un amendement...

M. Chevette: À l'article 147.2...

Le Président (M. Payne): ...à l'article 147.2.

M. Chevette: ...tel que déposé. On apporte un amendement d'un consensus

unanime de la commission.

Le Président (M. Payne): Donc, c'est incorporé dans l'amendement?

M. Chevette: Oui, c'est pour viser un délai maximal de 120 jours.

M. Paradis: Il n'y a pas de sous-amendement pour limiter les droits de parole.

Le Président (M. Payne): Nous avons un seul amendement maintenant qui s'appelle 147.2.

Mme Guy: Qui serait complété avec la phrase.

M. Chevette: Exact.

Le Président (M. Payne): Très bien. Cela vous va? Adopté?

M. Chevette: Cela va, adopté. Article 147.3.

Le Président (M. Payne): Article 147.2 adopté tel que déposé.

M. Chevette: Oui, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Ensuite, nous avons, je crois...

M. Chevette: L'article 147.3.

Le Président (M. Payne): Très bien.

Mme Guy: Est-ce qu'il y a des questions? Est-ce que vous voulez que je l'explique?

Le Président (M. Payne): Très bien.

M. Chevette: Oui, Mme Stella Guy.

Mme Guy: Cet amendement a été demandé une fois de plus pour alléger l'administration financière des garderies. C'est que notre loi oblige les services de garde à remettre des rapports financiers vérifiés et que nous administrons avec la Loi sur l'administration financière qui réserve les rapports financiers uniquement aux comptables agréés. Il y a eu des pressions des services de garde pour permettre qu'ils fassent faire leurs états financiers par les trois membres des corporations professionnelles reconnues par l'Office des professions, c'est-à-dire les CA, les CGA et les RIA.

Les amendements sont demandés d'abord pour une question d'économie, parce que les garderies sont des organismes sans but lucratif et les coûts sont moindres chez

les autres professionnels tels les CGA et RIA, et aussi pour une question pratique. Nous avons des garderies dans des villes où il n'y a même pas un CA; elles doivent aller dans une ville voisine et parfois même assez loin pour faire faire leur état financier et payer parfois le double des coûts. Nous en sommes venus à un accord avec l'Association des garderies à but lucratif quant à la possibilité de remettre les états financiers à des CGA. Elles étaient d'accord parce qu'elles trouvaient aussi que cela coûterait moins cher. On peut vous assurer que nous aurons la même qualité de rapport financier. Si nous avons un doute, l'office a toujours le pouvoir de faire une enquête sur n'importe quel cas en cause.

M. Paradis: Sur le plan ou sous l'angle des affaires sociales, je n'ai pas d'objection, mais, avec votre permission, j'aimerais vérifier. Chaque fois qu'on touche à ce qu'on appelle les chasses gardées, les clubs professionnels, il y a des gens qui peuvent avoir des représentations à nous faire, qui en ont peut-être déjà faites. Lorsqu'on le passe dans un projet de loi omnibus...

M. Chevette: Oui, permettez-moi un petit commentaire, M. le député.

M. Paradis: Oui.

M. Chevette: Il est évident que c'est le ministère de l'Éducation qui, en l'occurrence, s'occupe de tout le dilemme...

M. Paradis: L'Office des professions.

M. Chevette: ...des CA, des CGA, etc. Ici, vous allez peut-être nous dire qu'on y va à la pièce, mais, dans le cas des garderies comme telles, on spécifie en fonction exclusivement... Si on amène cette spécification, c'est vraiment pour rendre la tâche moins odieuse aux garderies. Si on est obligé d'aller dans une ville, lorsqu'on a une garderie assez éloignée, vous savez quel coût cela représente. Ce sont des organismes à but non lucratif; alors, je vous dis que cela a vraiment de l'importance; la grande majorité sont à but non lucratif.

M. Paradis: Face aux arguments du ministre, j'aimerais savoir, sur le plan historique, lorsque, dans la loi, on a exigé au début que ce soit fait par des CA, il devait y avoir chez le législateur de l'époque, avec toute la sagesse qui devait exister dans ce temps, une raison, un motif pour lequel on l'a limité aux CA. Comme je vous le dis, sur le plan des affaires sociales, j'accepte même l'argumentation du ministre. Tout ce que je tiens à m'assurer, c'est qu'on ne va pas jouer à la pièce, comme vous l'avez mentionné, dans le dossier d'un autre

collègue qui est, en l'occurrence, votre collègue à l'Éducation et qui est, en l'occurrence, mon collègue aux corporations professionnelles. Je n'aimerais pas que, ce soir, il me dise: Tu n'aurais pas pris la même décision si tu avais eu l'ensemble de ces lumières sur le sujet. Je voudrais peut-être vérifier avec lui, qu'on en suspende l'application et, s'il me dit qu'il n'a eu aucune représentation et que les organismes sont au courant, qu'il s'agit d'organismes qui comprennent, etc., que tout le monde est d'accord, moi, je suis d'accord.

Mme Guy: Ce que je voudrais vous dire...

M. Chevette: Juste un instant...

Le Président (M. Payne): M. le ministre des Affaires sociales.

M. Chevette: M. le Président, je n'ai pas d'objection à ce qu'on le suspende, mais, avant, pour vous permettre de donner l'ensemble du portrait, j'aimerais qu'on vous situe dans le cadre historique, dans un premier temps. Après cela, on le suspendra, pour que vous puissiez faire les vérifications et on pourra continuer sur d'autres articles.

Mme Guy: Ce que je voudrais vous dire, M. le député de Brome-Missisquoi, c'est que, dans notre loi, ce n'était pas écrit et ce n'est nullement écrit que c'est réservé aux CA. Ce n'est pas dans la loi. Dans la loi, c'est seulement inscrit que la garderie doit remettre ses états financiers. Comme ce n'est pas spécifié dans la loi, notre administration se réfère à des circulaires administratives, donc à la Loi sur l'administration financière. C'est là qu'on a l'obligation de passer par un CA. Dans la loi, le législateur n'avait absolument pas spécifié de réserver cela à des CA.

M. Paradis: Cela représente - j'aurai un éclairage additionnel lorsque je poserai la question - des vérifications de montants de quel ordre?

Mme Guy: Une moyenne de 200 000 \$ par année.

M. Paradis: Dans l'ensemble? Pour l'ensemble, d'accord.

Mme Guy: Les budgets moyens d'une garderie sont de 200 000 \$.

M. Paradis: Par garderie. Vous en avez combien?

Mme Guy: Nous en avons 600.

M. Chevette: Il y en a 600.

M. Paradis: Je vais faire la vérification.

Mme Guy: Je peux vous donner le budget de l'office. Cela touche son budget de transfert qui est de l'ordre, cette année, de 56 000 000 \$.

M. Paradis: C'est sujet à une vérification avec mon collègue qui s'occupe de ce dossier-là, strictement sous l'angle des affaires sociales.

M. Chevette: D'accord. On suspend l'article. Pensez-vous que la vérification peut se faire en même temps qu'on continue?

M. Paradis: Je pourrais peut-être la faire tout de suite si vous suspendez les travaux pendant une minute.

M. Chevette: Si vous n'y avez pas d'objection, je devrai vous demander une suspension tantôt, à 16 heures exactement, pour avoir un rapport.

M. Paradis: Je ferai la vérification au moment de la suspension.

Le Président (M. Payne): Consentement pour que l'article 147.3 soit suspendu.

Loi sur la protection de la santé publique

M. Chevette: Oui, M. le Président. Nous revenons à l'article 100 de la Loi sur la protection de la santé publique.

Le Président (M. Payne): L'article 100? Que fait-on de l'article 148?

M. Chevette: On revient à l'article 100, parce qu'on a privilégié...

Le Président (M. Payne): Oui, je vous suis.

M. Chevette: D'accord. L'article 100, c'est sur la Loi sur la protection de la santé publique. Une modification est apportée au texte existant.

Le Président (M. Payne): Que je n'ai pas.

M. Chevette: Vous n'avez pas les modifications à la loi? Pourrait-on transmettre les modifications?

Une voix: On n'a pas de papillon.

M. Chevette: Il n'y a pas de papillon, c'est vrai, mais vous avez l'article. C'est un amendement à l'article antérieur. C'est un amendement à la Loi sur la protection de la

santé publique. L'article 100 proposé dans le projet de loi 15 devient l'amendement à la Loi sur la protection de la santé publique. D'accord? Il n'y a pas de papillon.

Le Président (M. Payne): M. le ministre.

M. Chevette: Je n'ai pas de présentation particulière si ce n'est que de dire que cet article a pour objet de préciser que ce pouvoir du ministre est exercé par règlement. En fait, je pourrais vous dire aussi qu'au paragraphe f, en particulier, cela vient habiliter purement et simplement ce qui se fait déjà à la centrale de coordination du CRSSS de Montréal métropolitain. Je pense que c'est ce qu'il y a de nouveau. J'ajouterai qu'on a l'intention ferme - c'est commencé - d'en arriver à une décentralisation du transport ambulancier vers les conseils régionaux de la santé et des services sociaux. Il y a lieu de confier ces pouvoirs de réglementation au ministre, lequel pourrait les déléguer en tout ou en partie, à un ou à plusieurs conseils régionaux.

Le Président (M. Payne): Article 100, discussion.

M. Paradis: Oui, assurément.

Le Président (M. Payne): M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: M. le Président, le ministre nous présente cela de façon très brève, pour utiliser un qualificatif qui résume bien sa pensée, mais il s'agit quand même d'une orientation majeure, M. le ministre. Dans l'article, en ce qui concerne remplacer "le ministre peut par règlement", je pense qu'on pourrait en discuter, mais on n'avancerait pas tellement dans le débat. Ce qui m'intéresse davantage, c'est tout l'aspect de la régionalisation. Le ministère vit, depuis 1981, depuis décembre 1981, une expérience qu'on peut qualifier de pilote, mais aussi de plus importante que pilote, parce qu'elle couvre la plus importante région sur le plan de la population, l'agglomération de Montréal, et c'est déjà le conseil régional qui est responsable et qui administre tous les services d'Urgences-santé. On est parti d'un budget X et on en est arrivé à des budgets de plusieurs X en termes de millions. Lorsque, sur le plan gouvernemental, on nous propose d'étendre le système à toute la province de Québec, la première question qui me vient à l'esprit est celle-ci: est-ce qu'on a des projections budgétaires? Est-ce qu'on a l'argent présentement, sur le plan gouvernemental, aux affaires sociales, pour mettre en oeuvre ce qu'on propose par la loi?

(15 h 30)

M. Chevette: Je peux vous dire que, quand on a décroché un mandat au niveau des négociations avec l'agglomération de Montréal - vous savez que ça négocie au moment où on se parle - il est évident qu'on a fait des évaluations en fonction de l'extension de ce phénomène de régionalisation à l'ensemble du réseau, à l'ensemble des régions.

M. Paradis: Est-ce que vous pourriez nous communiquer - parce que c'est l'application pratique qui sous-tend, finalement, les principes législatifs que vous nous proposez - est-ce que vous pourriez nous chiffrer les extensions dont vous parlez présentement? Sans vouloir m'impliquer dans la discussion qui a lieu sur le plan du litige actuellement à Montréal.

M. Chevette: Tout d'abord, c'est difficile de vous donner un budget X, parce que le ministre pourrait décider... C'est décidé d'ailleurs que la région de Québec, par exemple, sera la deuxième, mais la Côte-Nord... Mais les budgets sont acquis en fonction de la décision ministérielle. Je dois passer par la grille gouvernementale. Lorsque je viens pour décider qu'une région ou un CRSSS peut bénéficier de la régionalisation, c'est-à-dire puisse assumer le pouvoir de coordonner l'ensemble des urgences, à ce moment-là, je dois passer par le Conseil du trésor et le Comité des priorités si je n'ai pas, dans l'année fiscale en cours, prévu les sommes nécessaires.

M. Paradis: On peut s'entendre quand même. M. le ministre, vous représentez vous-même une circonscription électorale qui est située dans une région. Est-ce qu'on peut dire que les besoins en termes de région et le fonctionnement peuvent être calqués sur ce qui se passe à Montréal où on a quand même une densité de population, où on a quand même un niveau de clientèle, je ne dirais pas qu'on peut garantir, mais un historique de clientèle qui fait en sorte que le service ambulancier à Montréal peut compter sur tant de clients, bon an mal an? Est-ce qu'on peut appliquer cela dans votre région ou dans la mienne? J'ai mes doutes à ce sujet. Est-ce que le système qu'on a appliqué à Montréal, on peut l'appliquer dans votre région comme tel et à quel coût, si c'est le cas? Je vous dirai franchement que j'ai un document devant moi dont vous avez sans doute pris connaissance parce qu'il a circulé largement. Votre prédécesseur, l'ex-ministre des Affaires sociales, M. Laurin, en a pris connaissance. Mme Demers, chef de service au Service juridique, en a pris connaissance, le Syndicat des fonctionnaires du Québec, le Syndicat de professionnels du gouvernement, le Syndicat des cadres du

gouvernement et le ministre de la Justice. Le document provient de la division des transports ambulanciers de votre ministère et il est signé par Hélène Allard, Madeleine Blanchet, Marc Chouinard, Roger Drouin, Johanne Dumontier, André Garneau, Édouard Grondin, Madeleine Martin, Jacques Paquet, Jacques-J. Paquet, Claude Savard, Colette Villeneuve, etc. Ce document soulève un nombre incroyable de questions qui proviennent de spécialistes du milieu qui ont vécu le régime au cours des dernières années. Les questions soulevées m'apparaissent sérieuses. Est-ce que vous avez, comme nouveau ministre des Affaires sociales, passé à travers le document et répondu, de façon interne, pour vous convaincre vous-même que vous pouviez faire face à toutes les objections que ces praticiens du milieu ont soulevées?

Le Président (M. Payne): M. le ministre des Affaires sociales.

M. Chevette: Tout d'abord, je voudrais vous relire le paragraphe en bas: "Le ministre peut, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, déléguer à un conseil régional les fonctions et les pouvoirs prévus au paragraphe g du premier alinéa." Il n'est pas dit qu'un modèle unique soit appliqué à l'ensemble des régions du Québec. Au contraire, cela peut varier d'une région à une autre. Cela dit, pour le document spécifique qui est une pétition à l'interne, je vais demander à M. Jean-Claude Deschênes, le sous-ministre, de vous faire l'historique et de parler des rencontres de clarification qui ont eu lieu.

M. Deschênes (Jean-Claude): Je voudrais d'abord renforcer et illustrer la différence de comportement entre Montréal, la Côte-Nord et Québec. Effectivement, à Montréal, le projet était tout à fait différent. C'est non seulement la coordination du transport ambulancier, mais c'est la coordination avec les politiques d'admission, les salles d'urgence, les services médicaux à domicile qui ont été le projet du CCUS. C'est un tout autre projet. Il y a un volet ambulancier et, chaque fois que l'on a à transiger avec le secteur ambulancier de Montréal, nous faisons la concordance sur le coût du kilométrage, par exemple, pour les autres régions.

De même pour la Côte-Nord, nous avons défalqué à chaque hôpital de la région - il y en a quelques-uns - les budgets qui existaient pour le transport ambulancier afin de les mettre ensemble et de mieux coordonner le transport ambulancier, pour favoriser l'autosuffisance de la région plutôt que le transport uniquement vers Québec ou Montréal. C'est une attitude différente. À Québec, c'est la coordination du transport

ambulancier entre les CH qui est la prédominante et le mandat est à cet effet. Donc, il y a des variables très importantes, milieu métropolitain, Montréal, Québec ou la Côte-Nord.

Le document auquel vous faites référence, effectivement, c'est un document qui, je pense, m'était adressé. C'est une pétition interne à l'intérieur du ministère dont un certain nombre de copies ont été faites.

M. Paradis: Oui, cela vous était adressé.

M. Deschênes: C'est cela. Il y a eu rencontre des pétitionnaires qui sont le service des transporteurs ambulanciers à l'intérieur du ministère. Nous leur avons expliqué que la mission propre d'un ministère n'est pas de faire toutes les choses. Particulièrement dans un secteur comme les affaires sociales, il y a 200 000 personnes qui oeuvrent dans le secteur des affaires sociales, nous sommes 1200 au ministère. La mission, c'est de planifier, évaluer, contrôler, sous la responsabilité politique du ministre, l'évolution du secteur des affaires sociales. L'option que nous prenons pour les transporteurs ambulanciers, ce n'est pas de manipuler les formulaires provenant des compagnies d'ambulance pour les subventions de zone, mais de faire en sorte que ces choses, nous les fassions faire conformément aux directives ministérielles et avec la vérification. C'est l'option de faire faire plutôt que de faire.

Il est évident que la vingtaine de personnes qui oeuvrent dans ce service sont soucieuses. Elle disent: Qu'est-ce qu'on va faire? Il y a eu des rencontres, autant avec le sous-ministre adjoint à l'administration interne qu'avec le sous-ministre adjoint à la santé, pour dire: Nous avons besoin d'un noyau pour continuer les activités de réglementation et de contrôle. Les autres personnes, dont les services ne sont plus requis parce que nous faisons faire plutôt que de faire, seront recyclées, réutilisées à l'intérieur du ministère, conformément à tous les droits qu'elles ont et conformément au traitement habituel que l'on a lorsque de telles opérations se feront de discontinuer la façon de faire une opération à l'intérieur du ministère; ce qui s'est fait dans bien d'autres secteurs depuis nombre d'années et qui fait que nous sommes maintenant 1200 personnes. Il y en a eu de toutes les sortes. Nous avons discontinué le laboratoire de santé publique où oeuvraient 100 personnes. Nous avons discontinué un certain nombre d'opérations voulant les faire faire davantage par le réseau. Le réseau, parfois, c'est un établissement. Ici, ce sont des besoins de coordination, c'est donc l'organisme de coordination du secteur des affaires sociales,

le conseil régional.

La façon dont cela sera géré va varier selon qu'il s'agit de la Côte-Nord ou de Montréal, c'est bien évident. L'essentiel, c'est de permettre, par décision ministérielle, de réglementer et de mandater les conseils régionaux pour coordonner et organiser le transport ambulancier. Déjà trois régions sont très avancées.

À l'intérieur, la question de coût est soulevée. Remarquez qu'il n'y a aucune démonstration à l'effet contraire non plus. On dit que le transport ambulancier coûte beaucoup plus cher maintenant que jadis. On pourrait aussi donner des documents selon lesquels cela coûte deux fois moins cher qu'en Ontario. Il est certain que, quand l'État s'occupe d'organiser le transport ambulancier, il coûte plus cher que quand il ne s'en occupait pas.

Il faut distinguer les raisons du coût et nous croyons que nous voulons moins de bureaucratie, ce que le député pourrait, d'une certaine façon, favoriser. Nous voulons décentraliser en région, mais sous le contrôle politique du ministre, cette opération du transport ambulancier qui n'est pas une vocation ministérielle, pas plus que ce serait étrange si on faisait de la chirurgie au sein du ministère. La vocation du ministère n'est pas de faire, mais de faire faire. C'est l'option...

M. Paradis: Je n'étais pas inquiet...

M. Deschênes: Je comprends très bien le document, vous comprendrez.

M. Paradis: ... sur le sort réservé aux employés, ce n'était pas ma préoccupation principale. Je savais que le ministre s'en occuperait humainement. Les questions qui sont soulevées en termes de coût dans le document sont les premières qui retiennent mon attention. On peut avoir la meilleure volonté du monde, on peut vouloir déléguer, à l'ensemble des conseils régionaux, des pouvoirs de réglementation, etc. Si on modifie le système, je pense que tout le monde va être d'accord que cela va entraîner des coûts additionnels.

M. Deschênes: C'est évident...

M. Paradis: Si on est pour offrir un service, est-ce que vous possédez, présentement au ministère, les budgets nécessaires pour appliquer cette politique? Parce que, si on adopte le projet de loi aujourd'hui et que les budgets ne sont pas là, on va se retrouver dans un an d'ici et on aura adopté le projet de loi, mais il n'y aura rien de changé dans la pratique. Vous ne pourrez même pas démanteler l'unité qui est à Québec pour l'administrer.

M. Chevette: Ce n'est pas ce qu'on dit. Je m'excuse. C'est bien évident que, si je me lançais tous azimuts demain matin dans le décor et que je délégais tous les pouvoirs à l'ensemble des conseils régionaux de services sociaux et de santé, c'est bien évident que vous me diriez que je suis un irresponsable, parce que j'aurais décentralisé sans avoir l'argent au préalable. Ce n'est pas pour rien que l'article lui-même dit: dans la mesure qu'il détermine, et aux conditions qu'il détermine et quand je veux bien le déterminer. C'est ce qu'on dit. Donc, c'est conformément aux crédits que j'obtiendrai annuellement ou encore, en cours de route, par voie de demande au Comité des priorités au Conseil du trésor.

M. Paradis: Vous comprendrez, M. le ministre, que, sur le plan pratique, si vous décidez de le déléguer à un des conseils régionaux - on ne parle pas de Montréal - on parle quand même, à l'intérieur de ces établissements, de la création de postes de cadres ou de superviseurs si on aime...

M. Deschênes: Il peut y avoir une personne qui va s'en occuper au conseil régional de Saguenay-Lac-Saint-Jean.

M. Paradis: Oui.

M. Deschênes: Je rappelle qu'il y en a 23, je crois, au ministère des Affaires sociales et, si on fait l'économie sur ce plan - le calcul économique, j'entends - je ne pense pas que la démonstration serait dans le sens de l'appréhension de ceux qui ont fait le document. On leur a dit cela.

M. Paradis: Il y en a 16 à Montréal présentement. On s'entend.

M. Deschênes: Montréal existe.

M. Paradis: Oui, mais Montréal existe. Présentement, à Montréal, on est parti d'un système qui partait de Québec. On l'a amené à Montréal.

M. Deschênes: Non. Ce n'est pas un système parti de Québec. C'est un système très différent à Montréal...

M. Paradis: Non, mais c'était privé...

M. Deschênes: ...qui est né des services à domicile d'abord.

M. Paradis: Mais c'était privé et maintenant on est rendu avec 16 superviseurs à Montréal, si mes informations sont exactes, à peu près.

M. Deschênes: Oui, vous parlez de coordonnateurs ambulanciers. Oui, mais je

vous l'ai dit tantôt, le système de Montréal est très différent et cela n'a pas été la délégation du système de Québec envoyée à Montréal, tandis que, ce que l'on dit, c'est l'opération ministérielle maintenant qui serait envoyée en région. Ce qui s'est fait à Montréal, c'est un développement du service ambulancier coordonné aux urgences et aux services médicaux à domicile. Ce n'est pas la même opération.

M. Paradis: Non, mais, si on parle de développement, vous comprendrez aisément qu'à Montréal il a été développé. Prenons une région comme la mienne, dans mon comté. Je vais parler de quelque chose que je connais bien. Sur le plan des services ambulanciers, si on donne le mandat et si le ministre décide par règlement de donner au CRSSS de la Montérégie le mandat de s'occuper des services ambulanciers dans la région, ces gens-là vont constater immédiatement qu'il y a des lacunes à l'heure actuelle. Si vous avez un accident demain matin - je vais vous nommer des municipalités - un accident de ski à Mansonville, bonne chance, sur le plan du transport ambulancier. Si vous avez un accident de voiture à Glen-Sutton, bonne chance demain matin. Les pressions vont venir de la population et je pense qu'on a le devoir comme parlementaires de voir à ce que le maximum des services soient assurés et que cela se fasse avec le plus d'efficacité possible. Une fois que vous avez envoyé le service dans la région, les pressions vont être encore beaucoup plus importantes - c'est ce que je vous dis - et, à ce moment-là, est-ce que vous disposez, sur le plan gouvernemental, des ressources financières qui sont aptes, non pas strictement à décentraliser le système, mais, tout en le décentralisant, à améliorer l'accessibilité et la qualité du système dans la région? Parce que là, la pression qui se fait sentir va se faire sentir avec beaucoup plus d'acuité sur le plan de l'organisme régional.

M. Chevette: Il est évident, M. le député, que, si je veux décentraliser, la décentralisation suppose les moyens de...

M. Paradis: De le faire.

M. Chevette: ...de le faire. Donc, cela va de soi, mais il y a déjà une part d'acquise au moins. On a une partie qu'on a déjà acquise. Si on veut améliorer, ce sont des crédits additionnels. C'est aussi simple que cela, mais la décentralisation en soi, c'est de prendre l'argent à un endroit et de le déplacer à un autre endroit; mais je suis d'accord avec vous que le jour où tu décentralises, c'est évident qu'il y a des besoins additionnels qui se créent et qu'il y a des besoins naturels d'amélioration des

services qui se créent. Il faut que les crédits suivent. C'est pour cela qu'on le met d'une façon assez restrictive quand même dans le paragraphe g, en bas. Pas g, je ne sais plus quel paragraphe.

M. Deschênes: Cela permettrait...

M. Chevette: On dit que le ministre délègue à un conseil régional les pouvoirs prévus au paragraphe aux conditions et dans la mesure qu'il détermine.

M. Deschênes: J'ajouterais, M. le député, qu'effectivement la sensibilité aux besoins dont vous faites état, c'est une sensibilité dont on ne peut pas faire fi, tandis que, situé, je vous l'avoue, au Joffre, je ne suis pas sûr que, pour les villes et les villages que vous avez cités tantôt, on est très conscient au ministère des Affaires sociales du besoin de transport ambulancier. Cela fera partie des besoins auxquels on doit donner la priorité, de l'arbitrage que la région fait en partie sur la manifestation de ses besoins prioritaires et de l'arbitrage que le ministère fait aussi dans ses demandes auprès des organismes centraux pour les fonds publics du gouvernement. Il y aura une sensibilité plus évidente à ce type de besoins qui ne se rend pas toujours - j'en conviens actuellement - au moment où nous faisons les choses nous-mêmes. Paradoxalement, nous ne sommes pas sur le terrain. D'autre part, ceci se fera toujours à l'intérieur des lois générales de crédit ou de responsabilité ministérielle.
(15 h 45)

M. Chevette: Je vous demanderais également de lire le dernier paragraphe de l'amendement. "Le ministre peut vérifier l'exercice de cette délégation ou mandater une personne pour le faire; il peut révoquer une telle délégation en tout temps." Il faut quand même se garder des contrôles. Je pense que cela va de soi.

M. Paradis: Tant que le contrôle ne devient pas une tutelle, cela va de soi.

M. Chevette: Maintenant, cela mérite une tutelle dans certains cas, vous êtes d'accord sûrement avec cela.

M. Paradis: Lorsque cela la justifie.

M. Chevette: C'est clair, mais je me fie sur vous pour me la faire justifier.

M. Paradis: M. le ministre, le même problème mais sous un autre angle. Dans le document qui est parvenu à votre sous-ministre, on mentionne, à la page 24, ce qui suit, et je vais vous demander d'informer, de confirmer ou d'expliquer. Je vous en fais la lecture: "Saviez-vous que, depuis 1982, les

personnes âgées de 65 ans et plus habitant les régions périphériques des Laurentides-Lanaudière...

M. Chevette: La mienne.

M. Paradis: ...et de la Montérégie - c'est la mienne - et qui sont transportées dans un établissement du Montréal métropolitain ne peuvent plus bénéficier de la gratuité du transport ambulancier même si leur transport est médicalement requis? En plus, ces personnes ne peuvent bénéficier d'aucun recours étant donné que les établissements de la région du Montréal métropolitain et le CCUS se renvoient continuellement la balle." De quelle façon les amendements proposés ou projetés vont-ils résoudre un tel problème?

M. Deschênes: Le ministre, par le pouvoir réglementaire, peut réglementer, y compris ces questions de transport interrégional. C'est dans son mandat. Remarquez que le problème dont on parle est soulevé alors que nous sommes responsables de faire les choses nous-mêmes et je vous avoue que je l'ai appris. Quand j'ai vu cela, j'ai dit: Qu'est-ce que c'est? Pourtant, on peut penser qu'avec tout ce dont on dispose à l'intérieur on pourrait avoir la sensibilité de ces problèmes. Non, alors que je suis certain qu'en mettant en rapport autour d'une table Laurentides-Lanaudière-Montérégie - remarquez que ceux qui écrivent savaient très bien à qui ils écrivaient en l'occurrence - en mettant de tels exemples... Mettons-les autour d'une table et je vous assure qu'à chaque fois qu'on a fait cela avec des conseils régionaux ils ont réglé le problème bien mieux que n'importe lequel des étages ministériels.

Le Président (M. Payne): Je vous rappelle que l'ordre de la Chambre, c'est qu'on siège jusqu'à 16 heures, à moins qu'il n'y ait un consentement des deux côtés.

M. Chevette: Je veux avoir un consentement si on veut passer au travers de cette partie.

M. Paradis: Ils vont nous donner un autre ordre à un moment donné ou bien on va s'en aller chez nous.

Le Président (M. Payne): M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Un autre élément, M. le ministre. Lorsqu'on parle de révocation des délégations, pourquoi, sur le plan législatif, sentez-vous le besoin de planifier ou de supposer un cas de révocation de délégation? Je suis votre discours, celui du sous-ministre qui me dit: On délègue dans les régions, etc.

Pourquoi sent-on le besoin de prévoir, dans un texte législatif, l'opération inverse de ramener à Québec, ce qui me semble être à contre-courant politique du vocabulaire que vous utilisez présentement?

Le Président (M. Payne): M. le ministre.

M. Chevette: C'est purement et simplement pour les motifs suivants. C'est qu'au lieu de flanquer en tutelle tout un organisme qui assure une coordination, tu retires purement le mandat au CRSSS, puisque c'est au CRSSS qu'on délègue, et tu assumes la responsabilité du CRSSS vis-à-vis de l'organisme.

M. Deschênes: Au lieu du marteau-pilon, je veux dire que cela fait un outil plus adapté à des situations qui peuvent se présenter et où il y aurait un problème qui ne se règle pas. Si on ne faisait pas cela, le seul recours que l'on aurait serait la tutelle. Ce qui est un peu...

M. Chevette: Oui, mais la tutelle pourrait aller directement à l'ensemble des pouvoirs du CRSSS, à part cela. C'est tout le dilemme qu'on vivrait.

M. Paradis: Une autre question sur le plan technique également, au niveau de la formation du personnel ambulancier et des qualifications que doivent posséder les gens qui occupent cette fonction. Est-ce qu'il s'agit de quelque chose qui va être déterminé par un règlement ou par une directive du CRSSS, ou est-ce que le ministère conserve, sur le plan de cette formation professionnelle et de sa qualité, finalement, une juridiction?

M. Chevette: C'est le ministre, mais il peut la déléguer.

M. Paradis: Il peut la déléguer?

M. Chevette: Cependant, j'approuve les règlements du pouvoir délégué. Ils doivent me soumettre les règlements pour approbation.

M. Paradis: Autrement dit, vous pouvez assurer un minimum...

M. Chevette: De qualité professionnelle.

M. Paradis: ...de qualité professionnelle, par exemplification des décisions rendues au niveau des CRSSS.

M. Deschênes: S'il y avait un abus dans le sens qu'il n'y a pas du tout d'exigences minimales et qu'on pense que cela va contre

la santé publique, au nom de sa responsabilité, le ministre, pour la santé publique, pourrait dire: C'est insuffisant. De même, à l'inverse, si on demandait des Ph.D. en médecine pour tous les transporteurs ambulanciers, le ministre pourrait dire: Vous charriez un peu les gars.

M. Paradis: Maintenant, en établissant ou en prévoyant que cette délégation des pouvoirs actuellement détenus au niveau du MAS peuvent être délégués au niveau des CRSSS, sur le plan des relations de travail, est-ce qu'on ne risque pas de voir se reproduire, dans l'ensemble des régions où lesdits pouvoirs auront été délégués, un peu la même situation que celle qu'on qualifiait, à l'occasion d'un débat qu'on a eu cette semaine, d'un peu hybride et qui occasionne des difficultés additionnelles dans le cadre des relations du travail?

M. Chevette: Oui, d'autant plus que je vous avoue qu'il va falloir s'y pencher d'une façon très sérieuse parce que je reconnais avec vous que, par exemple, 18 accréditations patronales-ouvrières à une même table de négociations, parce qu'on assure une coordination... Les travailleurs deviennent, à ce moment, assujettis, à peu près, à un même cadre de relations du travail, c'est-à-dire à un même régime de travail. Il est évident que cela suppose une clarification de certaines lignes de conduite. Exemple: ce qu'il y a d'aberrant présentement, c'est que le bailleur de fonds n'est qu'un observateur à la table de négociations, à toutes fins utiles. Mais c'est lui qui dégage les mandats de négociations alors que l'employeur, lui, à toutes fins utiles, est assis. Il dit: Moi, si on me paie tant de l'heure, je n'ai pas d'objection à payer tant de l'heure à l'employé. Effectivement, sauf qu'il y a probablement des mécanismes auxquels on peut penser en relations du travail, à des protocoles préalables sur les modes de négociations, parce que, sans protocole liant les parties, on pourrait assister à des aberrations. Par exemple, deux employeurs pourraient être dissidents des cinq autres dans la Montérégie, par exemple. Qu'est-ce qui arriverait? Ils pourraient mener une guerre en relations du travail parce qu'ils ne veulent pas payer plus que tant. Alors que le gouvernement, payant uniformément l'ensemble des employeurs, pourrait contribuer à enrichir un employeur qui n'a pas voulu se plier au mandat, alors que les autres ont voulu le faire.

On sait très bien que, dès que c'est couvert un peu dans le réseau du public-parapublic, il y a un alignement ou un appariement des fonctions. Il est bien évident qu'il y en a qui vont faire des sauts financiers. On les a évalués aussi. On est en négociations présentement. On peut vous dire

que, quand on évalue la tâche d'un ambulancier et qu'on le compare à une infirmière auxiliaire, il est évident qu'il y en a qui étaient payés depuis cinq ans, dix ans, à 4 \$ ou 5 \$ ou 6 \$ l'heure, et qui vont passer à 10 \$ ou à 11 \$, je ne le sais pas. C'est pour vous donner des exemples. Il va falloir y penser. Il y aura des mandats bien précis là-dessus, pour qu'on puisse prévoir un mécanisme de négociations liant les parties par protocole, pour ne pas se ramasser devant des aberrations.

Le Président (M. Payne): Je vous rappelle que l'ordre de la Chambre veut qu'on siège jusqu'à 16 heures. En plus, il y a une contrainte particulière à savoir que la commission de l'éducation siège ici à 16 heures. C'est un fait.

M. Paradis: C'est plus que possible. C'est un fait, mais on est aussi devant des faits et j'ai des questions sur le fond.

Le Président (M. Payne): Continuez. Je parle de mon mandat.

M. Chevette: Est-ce qu'à ce moment-ci on peut vous poser une question, par exemple? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui pourrait se préoccuper d'en fixer le moment pour qu'on puisse agencer nos agendas? J'ai quand même les ambulanciers de Montréal à voir. Il y a des clauses très importantes qui doivent être acceptées, qui sont désirées par les fédérations de médecins et je ne pense pas que l'objectif de l'Opposition, c'est de retarder non plus.

Le Président (M. Payne): Nous sommes conscients des contraintes, M. le ministre. On ne peut que travailler en fonction...

M. Paradis: En fonctionnant le plus rapidement possible.

Le Président (M. Payne): ...de l'ordre de la Chambre.

M. Paradis: Justement, dans la veine des explications que vous venez de fournir, à supposer le cas théorique que vous décidiez de déléguer au CRSSS de votre région, avec les budgets nécessaires, une fois la formule mieux agencée, la responsabilité des services ambulanciers et que les travailleurs ambulanciers de votre région fassent le saut de plafond que vous venez de mentionner sur le plan de la rémunération, est-ce que vous ne pensez pas qu'on va se retrouver, comme législateurs et peut-être vous comme gouvernement pendant que vous êtes là, devant un problème majeur d'équité au moment où vous ne l'aurez pas délégué, dans un cas théorique, à la Montérégie ou à une autre région et où les travailleurs seront

peut-être rémunérés au taux de 5 \$ ou 6 \$ l'heure, avec la différence que cela va comporter, et la réaction humaine qu'on peut anticiper chez ces travailleurs ambulanciers? Moi, c'est le danger que je prévois dans l'application pratique des dispositions législatives que je retrouve ici et je me dis: Peut-être que vous y avez pensé, peut-être que vous pouvez me dire: Ne vous inquiétez pas de cela, M. le député de Brome-Missisquoi, j'ai la solution, mais j'anticipe des problèmes à répétition. Si on le faisait tout d'un coup dans toute la province, cela irait.

M. Chevette: On l'a anticipé, M. le député, et non seulement anticipé, parce qu'il fallait bien, quand on dégage des mandats pour une région, être conscients que cela ne peut pas faire autrement que d'avoir des répercussions. Donc, on a même évalué les répercussions dans le développement des mandats. C'est évident. Écoutez, il y a une question de cohérence aussi dans une politique salariale. Si on parle d'appariement, de comparaison, je suis bien conscient qu'il y en a qui vont vouloir se syndiquer. On le sait déjà, la rive sud est en train de s'organiser pour cela. Que voulez-vous? On sera cohérent avec les décisions qu'on a prises à une table. Si un ambulancier est comparé sur le plan du traitement à une infirmière auxiliaire, je pense qu'il faudra assumer les mandats dans chacune des régions en conséquence.

M. Paradis: Justement, vous me dites tout cela, M. le ministre. Vous devez avoir, et je ne vous demande pas de vous geler dans le béton sur un chiffre, une fourchette de chiffres dans ces évaluations. Je sais très bien ce qui va arriver demain matin. On adopte ce projet de loi et, supposez que cela se règle d'ici la fin de semaine - et je le souhaite sur le plan ambulancier à Montréal - cela va s'étendre et s'étendre très rapidement à toute la province de Québec. Comme gouvernement et comme législateurs, on doit prévoir ce qui va se produire dans les autres régions, de façon à ne pas se retrouver avec des moyens de pression, région par région.

Vous me dites que vous avez chiffré cela. Est-ce que vous pouvez me donner un aperçu, sans vous geler dans le ciment, sans vous compromettre sur le plan budgétaire, de combien d'argent on parle dans cette opération-là, sur le plan de l'ensemble de la province?

Le Président (M. Payne): M. le ministre.

M. Chevette: Oui, nous avons des évaluations. Je vous donne juste un exemple. Je n'ai pas le détail malheureusement ici et,

si j'avais su que j'aurais eu la question précise, j'aurais amené le directeur financier, le sous-ministre adjoint à l'administration, qui aurait pu nous donner des chiffres plus précis.

Je vous donne un exemple. En débloquant un mandat de 3 000 000 \$ pour la grande région de Montréal, cela peut entraîner une dépense additionnelle, si les mêmes répercussions se faisaient dans le reste de la province, de 6 000 000 \$ ou 7 000 000 \$. Donc, cela vous donne une proportion.

M. Paradis: Maintenant, peut-être une question précise, M. le ministre, sur le conflit actuel. Je sais que je sors un peu de l'article. Est-ce que le Conseil du trésor a véritablement, la nuit passée, débloqué des montants additionnels dans le but de régler ce conflit-là?

M. Chevette: Au moment où je vous parle, le Conseil du trésor m'a débloqué un mandat additionnel, mais qui est conditionnel. Donc, vous comprendrez...

M. Paradis: Je ne vous en demande pas plus.

Le Président (M. Payne): Est-ce que la période de questions est finie?

M. Chevette: Oui, l'article 100 est adopté, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Est-ce que l'article 100 est adopté?

M. Paradis: Oui.

Le Président (M. Payne): Adopté. On va aller jusqu'à l'article 113, j'imagine.

M. Chevette: C'est 101, 102, oui.

Le Président (M. Payne): Dans un premier temps.

M. Chevette: Pardon?

Le Président (M. Payne): On va aller jusqu'à l'article 113. Jusqu'à 113, il y a de la concordance...

M. Deschênes: C'est de la concordance avec 100, plus l'élément concernant les cadavres qui est une cause de discussion, plus une couple d'articles concernant les cadavres.

Le Président (M. Payne): Juste pour vous le demander de nouveau.

M. Deschênes: Pas de rapport avec l'ambulance.

Le Président (M. Payne): Donc, il y a bien consentement pour continuer, si on peut.

M. Chevette: Oui. Si on ne nous déloge pas, on peut faire un bout.

Le Président (M. Payne): Allons-y! L'article 101, 2.1. (16 heures)

M. Chevette: C'est une disposition qui prévoit des mesures d'entrée en vigueur des règlements du ministre et du conseil régional purement et simplement. Le règlement du conseil régional doit être approuvé par le ministre et le conseil régional doit faire parvenir une copie de ce règlement à tous les titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance au plus tard cinq jours après la date d'approbation par le ministre. C'est une mécanique qui est une conséquence de l'adoption de l'article 100 de tantôt.

M. Paradis: M. le ministre, finalement et essentiellement, ce que vous faites, c'est que vous substituez un mode de publication à un autre. Autrefois, c'était la Gazette officielle; maintenant ce sont strictement les titulaires. Quel est l'avantage?

M. Chevette: L'avantage, c'est que le CRSSS d'abord doit consulter avant de faire ses règlements et cela vient au ministre pour approbation. Quand le ministre l'a approuvé alors que le CRSSS a fait le travail en région, si tu fais une publication de 30 ou de 60 jours, tu étires les délais. Son entrée en vigueur sera au plus tard cinq jours après.

M. Paradis: Le but de ma question, c'était strictement sur le plan de l'information publique. On a déjà suffisamment de places où aller chercher notre information quand on en a besoin, soit comme législateurs - là je pense également à ceux et à celles qui ne sont pas déjà dans le système...

M. Chevette: Oui, je dois vous dire que, par expérience de travail, les ambulanciers aiment bien mieux recevoir leur information directement, parce que la Gazette officielle n'est pas un document trop accessible ou trop... Ce n'est pas un livre de chevet pour eux, alors que, s'ils reçoivent une lettre leur indiquant la réglementation, c'est beaucoup plus clair.

M. Paradis: Sur cela, je veux qu'on se comprenne. Je n'ai rien contre cela et je comprends que l'ambulancier lui-même préfère ce que vous venez de mentionner.

M. Chevette: C'est pour cela.

M. Paradis: Je pense strictement aux autres intervenants du milieu qui n'auront

plus accès à cette information. Je pense également à ceux et à celles qui ne sont pas déjà dans le système et qui s'y intéressent, peut-être avec l'intention d'y entrer. Il n'y a pas de coûts majeurs à publier cela dans la Gazette officielle du Québec; c'est une question de délais, je pense, qui semble vous incommoder davantage que les coûts.

M. Chevette: De délais, mais je croirais aussi que c'est une question fonctionnelle pour les gens impliqués. Ensuite, il y aurait un autre avantage, c'est que, si on délègue en tout ou en partie, cela peut être très différent d'un conseil régional à l'autre. On accumule à ce moment de la paperasse dans la Gazette officielle pour l'ensemble du Québec. C'est un document unique la Gazette officielle, ce n'est pas spécifique à chacune des régions. Comme ministère, on a toujours les copies pour les donner à qui voudra bien les avoir avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Je vous avoue qu'ils ont beaucoup de portes ouvertes présentement pour les avoir.

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 101, 2.1, est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Chevette: L'article 102 ce n'est que de la concordance. L'article 103 également. Les articles 104, 105 et 106 également. Les articles 107 et 108 également. Il y a l'article 109 où il y a du nouveau. Des articles 102 à 109...

Le Président (M. Payne): J'appelle l'article 102.

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Paradis: Cela va, l'article 102, adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 102, adopté. L'article 103 est-il adopté?

M. Chevette: Adopté.

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.

L'article 104?

M. Chevette: Cela va.

M. Paradis: S'agit-il d'une obligation, à l'article 104? On dit: "Sans égard au nombre de permis en vigueur ou au nombre de demandes de permis, le ministre ou le conseil régional, selon le cas, délivre le permis si le requérant remplit les conditions et les modalités déterminées par règlement du ministre ou du conseil régional et s'il verse les droits qui y sont prescrits."

M. Chevette: Tout ce qu'on a de changé ici, c'est qu'on a ajouté le conseil régional.

M. Paradis: D'accord.

M. Chevette: C'est exactement la même chose qu'avant.

Le Président (M. Payne): Adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 105?

M. Chevette: À l'article 105, c'est encore la même chose. C'est du ministre ou du conseil régional, selon le cas.

Le Président (M. Payne): L'article 105, adopté. L'article 106?

M. Chevette: L'article 106, c'est la même chose.

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Chevette: L'article 107.

Le Président (M. Payne): Un instant, M. le ministre. J'appelle l'article 107.

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: L'article 107, c'est "ou le conseil qui l'a délivré", donc de concordance. Du conseil "régional" et non pas général, il y a une faute ici. J'espère que, dans votre amendement, c'est "régional" et non pas "général"? D'accord.

Le Président (M. Payne): Conseil régional?

M. Chevette: Oui. L'article 108, la même chose.

Le Président (M. Payne): L'article 107 est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.
L'article 108?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.
L'article 109?

M. Chevette: L'article 109 est un article amendé. Les mots qui sont ajoutés par rapport au texte de loi existant: "...peut autoriser verbalement la délivrance d'un cadavre non réclamé à une personne autre que celle visée à l'article 157 qui en fait la demande par écrit au directeur des funérailles ou de crématorium." C'est nouveau: "au directeur des funérailles ou de crématorium."

Ce qui est également ajouté dans la dernière phrase, c'est: "...à ses frais, le cadavre dans les plus bref délais", "...inhumer ou incinérer, à ses frais, le cadavre dans les plus brefs délais." Il y a les mots suivants qui sont ajoutés: "sans frais", "verbalement" et "par écrit au directeur des funérailles ou de crématorium".

M. Paradis: Mais j'imagine que c'est fait à la suite de problèmes d'ordre pratique rencontrés sur le terrain.

M. Chevette: Ce sont exactement des problèmes d'ordre pratique. Le courrier postal...

M. Deschênes: Ce n'est pas facile de procéder par courrier si quelqu'un est sur la Côte-Nord. Il va se passer des dégâts avant que l'on puisse répondre.

M. Paradis: La question des frais...

M. Deschênes: En pratique, il faut le faire comme cela.

M. Paradis: ...cela représente combien?

M. Chevette: Est-ce que vous avez une idée des frais?

M. Deschênes: Cela fait longtemps que je n'y ai pas touché.

M. Paradis: Est-ce que le ministère assumait les frais auparavant?

M. Chevette: Oui.

M. Deschênes: Même s'il y avait une succession. Allez-y, Me Demers.

Mme Demers (Laurence): Je veux dire qu'avant le ministère assumait les frais seulement des cadavres non réclamés.

M. Chevette: Non réclamés.

Mme Demers: Mais le texte qu'on avait avant disait que la personne qui réclamait un cadavre et qui n'était pas un parent s'engageait à le faire inhumer ou incinérer.

M. Paradis: C'était sous forme contractuelle plutôt que sous forme juridique.

Mme Demers: Oui, on disait: On s'engage, tandis que là on dit: À ses frais. On spécifie davantage.

M. Paradis: Cela va.

Mme Demers: Parce que là, l'engagement est envers le directeur des funérailles.

Le Président (M. Payne): L'article 109 est-il adopté?

M. Chevette: Adopté.

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.
L'article 110?

M. Chevette: À l'article 110, ce que l'on ajoute, c'est "...dans la mesure où les biens laissés par les personnes décédées ne suffisent pas à couvrir ces frais ou s'ils n'ont pas déjà été acquittés en vertu d'un contrat de préarrangement funéraire." Donc, en vertu de l'article 60 actuel, le gouvernement paie les frais d'inhumation et d'incinération des cadavres qu'aucune université n'accepte de recevoir et des cadavres non réclamés. La modification demandée a pour but de prévoir que ces frais ne seront payés par le gouvernement que lorsqu'ils ne peuvent l'être par la succession.

En d'autres mots, dans le cas où il y avait des successions et un cadavre non réclamé, on arrondissait la somme rondelette de la succession. C'étaient l'Etat, les contribuables québécois qui contribuaient à enrichir une succession. C'est pour préciser cet aspect-là.

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Donc, l'article 110 est adopté. L'article 111?

M. Chevette: L'article 111 est un article de concordance.

Le Président (M. Payne): Est-il adopté?

M. Paradis: Attendez un peu.

M. Chevette: C'est le "conseil régional" encore. 2 qu'on a vu tout à l'heure.

M. Paradis: Cela va. Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 111 est adopté. L'article 112?

M. Chevette: C'est un article de...

Le Président (M. Payne): Je remarque qu'il y a un papillon.

M. Chevette: Il y a un papillon, excusez-moi.

Mme Demers: C'est l'article 83 au lieu de 82.

M. Chevette: C'est pour changer le chiffre 83 par 82.

Le Président (M. Payne): Donc, je présume qu'il est incomplet.

M. Chevette: Non, il faut l'adopter.

Le Président (M. Payne): Il faut l'adopter?

M. Chevette: Cela va, M. le député?

M. Paradis: Oui, cela va pour le changement. On va aller jusque-là, que ce soit...

Le Président (M. Payne): Juste un instant, M. le député. L'amendement est-il adopté?

M. Chevette: De changer le numéro.

Le Président (M. Payne): Vous m'avez dit: Cela va.

M. Paradis: Cela va pour changer les numéros. Il faut qu'on se comprenne comme il faut.

M. Chevette: D'accord.

Le Président (M. Payne): Je comprends comme il faut. L'article 112?

M. Chevette: À l'article 112, modifie le premier alinéa par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe b, du mot "d'ambulance" et de la virgule qui suit. Qu'est-ce que cela change en pratique? Allez-y, Me Demers.

Mme Demers: C'est un pouvoir de règlement qui appartenait au gouvernement avant. Maintenant, c'est au ministre, lequel peut le déléguer au conseil régional. C'est simplement de la concordance avec l'article

M. Chevette: C'est dans la même lignée que les articles qu'on a adoptés tantôt, où le gouvernement transmet son pouvoir réglementaire au ministre des Affaires sociales qui, lui, peut le déléguer au conseil régional des services de santé et des services sociaux.

Mme Demers: Voulez-vous que je vous montre la loi? Ce sera plus facile.

M. Paradis: Oui, j'aimerais voir la loi pour comprendre sur quoi on vote. Si je comprends bien, Me Demers, la détermination des normes d'équipement, de fonctionnement et d'inspection des opérations des titulaires de banques d'organes et de tissus, de colonies de vacances demeure de responsabilité strictement ministérielle et, lorsque l'on retire le mot "ambulance" et la virgule qui suit, c'est parce qu'on la passe au CRSSS, finalement.

Mme Demers: C'est ça. On exclut tous ces pouvoirs réglementaires-là et tout ce qui contenait les services d'ambulance qu'on a déjà mis à l'article 2.

M. Paradis: D'accord.

Le Président (M. Payne): L'article 112, tel qu'amendé, est-il adopté?

M. Paradis: L'article 112, deuxièmement, le mot "ambulance", ça va, mais le terme "radio-isotopes", pourquoi le..

Mme Demers: C'est parce qu'on laisse "radio-isotopes". C'est par l'addition, après le mot "radio-isotopes"...

M. Paradis: Excusez, c'était lu rapidement.

Mme Demers: À d, ce qu'il y a de nouveau, c'est: "...sauf dans le cas d'un titulaire de permis d'un service d'ambulance..."

M. Paradis: Cela va.

Le Président (M. Payne): L'article 112, tel qu'amendé, est-il adopté?

M. Paradis: D'accord.

Mme Demers: Le paragraphe "s.1", on le retrouve à l'article 2.

Le Président (M. Payne): Adopté. Article 113?

M. Chevette: À l'article 113, c'est encore là "le ministre ou le conseil régional,

selon le cas", ce sont les seuls mots nouveaux.

Le Président (M. Payne): L'article 113 est adopté? Adopté. Voilà.

**Loi sur les services de santé
et les services sociaux**

M. Chevette: Nous passerions, M. le Président, à l'article 148, Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le Président (M. Payne): Très bien. M. le ministre.

M. Chevette: L'article 148, M. le Président, tel que libellé maintenant en amendement, c'est qu'on omet l'addition des mots "de sortie". Cela établit une concordance avec le paragraphe c de l'article 173 de la loi et le paragraphe 11 de l'article 6 - c'est très complexe - du règlement sur l'organisation et l'administration des établissements, où la détermination des critères de sortie des bénéficiaires est déjà prévue.

Ensuite, c'est l'addition également des termes "conformément aux normes déterminées par règlement". Cela a pour but d'habilitier l'adoption de l'article 32 du règlement sur l'organisation où de telles normes sont déterminées.

Enfin, il y a l'addition des mots "centres pour mères en difficulté d'adaptation". Cela a pour but d'exclure ces centres du système régional d'admission. Il n'existe que cinq de ces centres. Il n'est pas utile de régionaliser l'admission.

Le Président (M. Payne): M. le député.

M. Paradis: Est-ce qu'il ne s'agit pas, M. le ministre, d'une certaine perte ou d'une perte certaine, si mon interprétation est juste, d'autonomie, finalement, pour les institutions?

M. Chevette: Des critères d'admission et de sortie? On avait déjà les critères d'admission et de transfert.

M. Deschênes: On avait déjà admission et transfert. La sortie, c'est le corollaire, parce qu'il n'y a pas d'admission et de transfert sans une sortie. Alors, pour être bien précis et coordonner l'ensemble, il faut parler des trois termes, parce qu'on entre dans un hôpital, on transfère dans un autre hôpital ou on en sort. Souvent, on en sort pour permettre soit un transfert ou une admission.

M. Paradis: Mais la porte de sortie de l'hôpital, justement, c'était que le critère "sortie" sur le plan de son autonomie de

gestion, n'était pas là avant?
(16 h 15)

M. Deschênes: Parce que, dans le règlement sur l'organisation, on parle, à un moment donné, de "sortie". Il faut que, dans la loi, on puisse parler... L'opération, c'est à la fois admission, transfert et sortie. Alors, il faut avoir le même vocabulaire partout.

M. Chevette: Vous avez remarqué qu'on a le mot "norme". C'est le Comité de législation qui a changé le mot "règlement" par "norme", ou "directive" par "norme". C'est donc au Comité de législation qu'on nous a dit qu'il y a uniformisation dans la terminologie juridique présentement et le mot "norme" devient le mot qui reviendra à l'avenir dans toutes les lois. On utilise souvent les mots: règlement, directive, norme, modalité; on nous dit d'utiliser le même mot. Pour ce qui est des centres pour mères en difficulté d'adaptation, je vous ai donné le motif.

M. Paradis: Sur le plan technique, chaque CRSSS dans chaque région possède-t-il l'expertise et les ressources humaines nécessaires pour s'embarquer dans une telle opération ou est-ce que cela ne viendra pas plutôt de Québec? On ne les reproduira pas strictement dans la région par faute...

M. Chevette: Il les acquiert progressivement. Au moment où on se parle, dire qu'ils ont tous l'expertise et tout le personnel requis, non.

M. Deschênes: Ces changements, M. le député, ont été introduits à l'occasion de la loi 27 et dans le règlement sur l'organisation, de sorte que, depuis deux ans et demi, il s'est développé une expertise dans les différentes régions. Dans ce cas-là, on ajuste un vocabulaire et l'article de loi avec la réglementation. Mais déjà, dans le champ... Dans la région de Québec, cela fait environ deux ans et demi qu'ils sont actifs dans ce domaine.

M. Paradis: Au troisième alinéa...

M. Chevette: Oui.

M. Paradis: On dit: "Malgré le premier alinéa, le ministre peut exiger d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil qu'il désigne à cette fin en raison de sa vocation particulière, qu'il lui soumette ses critères d'admission et de sortie ainsi que ses politiques de transfert de bénéficiaires."

M. Chevette: On ne fait qu'ajouter le mot "sortie" par concordance avec le premier paragraphe.

M. Deschênes: Le seul changement est

"et de sortie".

M. Chevrette: C'est clair.

M. Paradis: Cela va.

Le Président (M. Payne): L'article 148 est-il adopté?

M. Chevrette: Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Chevrette: Article 149.

Le Président (M. Payne): L'article 149 pour lequel j'ai un papillon.

M. Chevrette: Il y a un papillon, M. le Président.

Le Président (M. Payne): M. le ministre.

M. Chevrette: L'article 149, vous inscrivez "sa région" au lieu de "la région". C'est cela, on remplace "la" par "sa".

Le Président (M. Payne): J'ai compris "sa".

M. Chevrette: Pour celle qui doit transcrire, je vous avoue que "la" par "sa"...

Le Président (M. Payne): Je dis: J'ai compris "sa" parce que vous avez dit que vous vouliez remplacer "la" par "sa", c'est cela?

M. Chevrette: C'est exact.

Le Président (M. Payne): L'amendement de l'article 149 est-il adopté?

M. Chevrette: Oui.

Le Président (M. Payne): Adopté. L'article 149...

M. Chevrette: Cela va, M. le député?

M. Paradis: Si je comprends bien, il s'agit de permettre à la centrale des urgences de posséder toute l'autorité, devrais-je dire, nécessaire en cas de sinistre. Est-ce que c'est cela qu'on vise?

M. Chevrette: On met dans la loi ce qu'ils ont déjà dans leur contrat. On transpose, en d'autres mots, les articles du contrat pour leur donner une assise légale. Cela arrive très souvent. Il y a beaucoup d'articles, d'ailleurs, que vous allez voir dans une partie de cette loi, qui ont donné lieu à des menaces de contestation juridique parce que tel règlement n'avait pas d'assises

légales. Vous allez voir dans les autres articles que c'est la même chose, on vient cette fois-ci pour fermer la porte à toute poursuite judiciaire; on vient lui donner une assise...

M. Paradis: Y en a-t-il présentement devant les tribunaux?

M. Chevrette: Non.

M. Paradis: Cela va.

Le Président (M. Payne): L'article 149, tel qu'amendé, est-il adopté?

M. Chevrette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Article 150?

M. Chevrette: L'article 150, c'est: "L'article 70 de cette loi est modifié par la suppression du cinquième alinéa". Là, vous avez un papillon, non! C'est l'article 151 qui a un papillon, excusez!

Le Président (M. Payne): Je n'ai pas de papillon.

M. Chevrette: Cette disposition prévue au cinquième alinéa de l'article 70 est remplacée au paragraphe i, 3°, de l'article 173...

Le Président (M. Payne): Juste un instant. Si je comprends bien, l'article 150 est adopté.

M. Chevrette: Il n'y a pas de papillon. Non, mais je veux expliquer pourquoi...

Le Président (M. Payne): Ah bon!

M. Chevrette: ...elle vient, c'est parce qu'on va la prévoir à i, 3°...

Le Président (M. Payne): Cela suit l'article 150.

M. Chevrette: ...de l'article 173.

Le Président (M. Payne): Très bien.

M. Chevrette: Afin d'éviter l'ambiguïté sur le caractère clinique de ce département. L'article 70 traite de départements cliniques et le Département de santé communautaire n'est pas un département clinique. Donc, on va le mettre à l'article 173, i, 3°.

M. Paradis: Cela va.

Le Président (M. Payne): Adopté. L'article 151?

M. Chevrette: L'article 151, il...

Le Président (M. Payne): Il y a un papillon.

M. Chevette: ...y a un papillon.

Le Président (M. Payne): Je l'ai.

M. Chevette: C'est le terme "ultraspécialisés".

Le Président (M. Payne): Discussion sur le papillon?

M. Chevette: Dans le papillon, on ajoute le mot "ultraspécialisés" au lieu de "spécialisés", parce qu'on a eu des représentations et le terme "ultraspécialisés" est plus spécifique. Je vais vous en donner la raison assez brièvement. C'est qu'on avait mis le mot "spécialisés" purement et simplement parce qu'on est placé souvent devant des situations de fait. L'hôpital, avec la collaboration d'une université, nous arrive avec des équipements et après cela tu paies la note.

Devant l'argumentation, on est revenu au mot "ultraspécialisés".

M. Paradis: Est-ce que...

Le Président (M. Payne): Oui.

M. Paradis: ...cela s'applique également dans le cas où les équipements sont défrayés par les fondations?

M. Chevette: Oui, la même chose. Une fois l'équipement acheté, on sait qu'il y a des frais inhérents, ceux-ci sont des frais récurrents.

M. Deschênes: Et le règlement de gestion financière le prévoit spécifiquement: Des dons.

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: L'article 151, adopté.

Le Président (M. Payne): Donc l'article 151, tel qu'amendé... Je m'excuse, attendez. Est-ce que l'amendement est adopté?

M. Paradis: Oui.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Donc, l'article 151, tel qu'amendé, est adopté?

M. Paradis: Oui.

M. Chevette: Adopté. À l'article 151...

Le Président (M. Payne): L'article 152?

M. Chevette: Il y a également un papillon, M. le Président. Le papillon vise une chose, soit que les modifications apportées au projet de loi 15 ont pour effet de limiter les amendements de l'article 71.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ce qui est strictement nécessaire pour couvrir le règlement actuel sur l'organisation et l'administration de ces établissements. Est-ce que vous avez le papillon?

M. Paradis: Oui.

Le Président (M. Payne): Oui.

M. Chevette: Je l'ai imposé en papillon, il faut que j'en prenne note.

Le Président (M. Payne): Alors, discussion sur le papillon de l'article 152. Donc, à l'article 152, vous substituez carrément...

M. Chevette: Le papillon est substitué à l'article 152 au complet, oui.

Le Président (M. Payne): Le papillon.

M. Chevette: Exact.

Le Président (M. Payne): Donc, on n'adopte que...

M. Chevette: Le papillon de l'article 152. Il disposerait de l'article 152 de la loi 15.

Le Président (M. Payne): Est-ce que l'amendement est adopté?

M. Paradis: Dans les commentaires ou notes explicatives, M. le ministre, qui nous ont été remis avant que le papillon n'atterrisse sur la table, on mentionne également que les règles d'utilisation des ressources doivent prévoir qu'aucun lit ne peut être réservé à un médecin ou à un dentiste pour un de ses patients, pour éviter de priver un autre bénéficiaire.

C'était au moins dans les directives ou dans des les normes.

M. Chevette: C'était dans les règlements mais ce n'était pas dans la loi.

M. Paradis: Ce n'était pas dans la loi?

M. Chevette: C'est exact. Vous avez un exemple de ce que je vous disais tantôt.

M. Paradis: D'accord.

M. Chevette: Vous savez ce qui est arrivé avec celui il y en a qui se gardaient des lits, une bonne quantité, et, après cela,

on déplorait le fait que des maladies de courte durée ou des interventions chirurgicales prévues ne pouvaient pas se faire, simplement parce qu'il manquait de lits. Ce n'est pas pour rien que cela est mis.

M. Paradis: Dans la pratique, on nous informe, de façon officieuse, que pour pouvoir attirer dans les centres hospitaliers certains médecins de grande réputation ou spécialistes, etc., on fonctionne de cette façon dans la pratique. Il y a ce qu'on peut appeler une balance des inconvénients. On a besoin de certains spécialistes et il faut mettre un peu de miel si on veut les avoir pour traiter...

M. Chevette: Mais, le miel, au lieu de se faire sur la face de l'individu, se fait par spécialité. En d'autres mots, l'hôpital prévoit un certain nombre de lits par spécialité et non pas attachés à M. le Dr X. J'ai déjà vu, il y a quelques années - en 1970, je pense, 1971 - au moment où j'étais membre d'un conseil d'administration, je sais qu'un omnipraticien, lui, en avait des lits réservés à la tonne et certains spécialistes en avaient quatre, cinq aussi, ce qui faisait que d'autres - cela avait un effet inverse - ne pouvaient pas être attirés quand ils savaient que l'ensemble des lits étaient réservés par un individu. Là, c'est réservé par spécialité, c'est-à-dire que l'hôpital fait une certaine forme de distribution et c'est beaucoup plus équitable.

M. Paradis: Est-ce que cela pose, sur le plan du fonctionnement, des problèmes d'application pratique dans le vécu quotidien, présentement?

M. Deschênes: Il y a des conflits d'intérêt occasionnels autour de ces questions mais c'est une longue expérience. Les règlements ont subi des modifications progressivement, là-dedans. Ce que l'on fait, c'est qu'on le met dans la loi au lieu de l'avoir dans le règlement.

M. Paradis: Est-ce qu'il y a déjà eu des actions prises? Lorsque je parle d'actions, je ne parle pas, peut-être, du système judiciaire, je parle d'actions administratives.

M. Deschênes: Il y en a déjà eu. Il y a déjà eu des débats, dans certains établissements et certains hôpitaux, sur ces questions. Il y a déjà eu, je pense, d'ailleurs, des poursuites de médecins contre d'autres médecins, dans un même hôpital. J'ai un cas célèbre en tête, dans un hôpital de Montréal, où des hôpitaux, entre eux, se querellaient en disant qu'il y en avait un qui avait des privilèges au détriment de l'autre, et des querelles entre médecins ou, à l'occasion, contre l'administration de l'établissement.

M. Paradis: D'accord, cela va.

Le Président (M. Payne): L'amendement est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. Donc, l'article 152, tel qu'amendé, est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 153?

M. Chevette: L'article 153, M. le Président, c'est purement et simplement l'addition d'un alinéa à cet article qui a pour but de remplacer le deuxième alinéa de l'article 66 du règlement sur l'organisation. Donc, les mots ajoutés sont les suivants: "Les règles visées dans le paragraphe 2 du premier alinéa doivent prévoir que l'exercice professionnel des médecins et des dentistes des divers départements cliniques doit répondre à des règles de soins uniques." Le troisième alinéa, c'est qu'on ajoute: "Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens."

Le Président (M. Payne): L'article 153?

M. Chevette: C'était encore dans le règlement, pour la première partie, et cela devient une assise légale alors qu'on ajoute le mot "pharmaciens", pour le conseil des médecins et dentistes, dans chacun des centres hospitaliers.

Le Président (M. Payne): L'article 153 est-il adopté?

M. Paradis: Vous dites que cette modification - dans les commentaires qui apparaissent au bas - a pour but de "prévoir que l'exercice professionnel des médecins et des dentistes de divers départements cliniques doit répondre à des règles de soins uniques" pour éviter qu'un bénéficiaire soit traité d'une manière différente pour la même maladie, selon le département clinique où il se trouve. On parle de "l'exercice professionnel". Est-ce qu'on ne s'ingère pas, à ce moment là, dans ce qui est réservé aux professionnels qui donnent le soin, finalement? En voulant uniformiser, est-ce que...

M. Deschênes: Au contraire, ce sont les chefs de département clinique qui ont l'initiative d'élaborer des règles de soins, lesquelles sont référées au conseil des médecins et dentistes. Ce que cela dit, c'est que, au fond, la façon de procéder à tel type d'acte ou de complication en

obstétrique, disons, ne variera pas, dans l'hôpital, parce que c'est un omnipraticien qui intervient plutôt qu'un gynécologue obstétricien. L'hôpital, mais via son conseil des médecins et dentistes, adopte des règles uniques, en disant: Le standard de pratique, chez nous, c'est comme ça. Que vous soyez un omnipraticien ou un spécialiste, c'est la même règle. C'est d'ailleurs avec l'accord de la corporation des médecins et du service d'inspection professionnelle que ceci est mis. Alors, ce sont les médecins qui établissent les règles.

M. Paradis: Cela va.

Le Président (M. Payne): L'article 153 est adopté. Donc, l'article 154.

M. Chevette: M. le Président, tout de suite, dans ce cas, pour avoir une cohérence, vous vous appellerez, M. le député, qu'on avait mis en suspens...

Le Président (M. Payne): Vous êtes à l'article 154?

Loi sur la Commission des affaires sociales (suite)

M. Chevette: Non. Seulement une minute. C'est parce qu'on va régler immédiatement un autre problème qu'on avait laissé en suspens. Avant de passer à l'article 154, je voudrais rappeler au député de Brome-Missisquoi qu'on avait mis en suspens l'article 20, purement et simplement. Je vous avais dit que, dès qu'on adopterait... D'un mutuel consentement, on avait dit: Lorsque qu'on ajoutera le mot "pharmaciens" dans l'article sur les services de santé et les services sociaux, nous reviendrions à l'article 20 qui ne sera qu'une concordance à ce moment. Est-ce qu'on pourrait considérer l'article 20, maintenant, comme adopté? (16 h 30)

Le Président (M. Payne): Laissez-moi l'appeler, s'il vous plaît!

M. Chevette: Je vous pose la question.

Le Président (M. Payne): Est-ce que l'article 20 est adopté?

M. Paradis: Cela va! Adopté.

Loi sur les services de santé et les services sociaux (suite)

Le Président (M. Payne): Adopté. À ce moment, on reviendrait à l'article 154.

M. Chevette: L'article 154, M. le Président. "L'exécution d'une ordonnance d'un médecin ou d'un dentiste qui n'est pas membre du conseil des médecins, dentistes et

"pharmaciens" - on ajoute pharmaciens bien sûr - est soumise aux règles de soins et aux règles d'utilisation des ressources en vigueur au centre hospitalier". Ici, c'est que l'article 71.4 que vous avez là remplace le deuxième alinéa de l'article 20 du règlement sur l'organisation. C'est un autre objet que nous retrouvons dans les règlements et on lui donne maintenant une assise légale. Merci.

Le Président (M. Payne): Est-ce que cet article est adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. J'appelle l'article 155.

M. Chevette: À l'article 155, la modification, c'est que vous avez les internes et les résidents. On ajoute le mot "résidents". Avant, on avait médecins résidents.

M. Deschênes: Parce que dans toute la loi le mot "résidents" veut dire médecins.

Le Président (M. Payne): Est-ce que l'article 155 est adopté?

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. J'appelle l'article 156.

M. Chevette: À l'article 156, il y a un papillon. Le papillon dit ceci: "Remplacer l'article 156 par le suivant: Sauf pour les personnes visées au troisième alinéa de l'article 71.1 ainsi que les pharmaciens et le chef de département de pharmacie d'un centre hospitalier..." Donc, cette modification a pour effet de limiter l'article 105 au cas déjà prévu au règlement sur l'organisation de l'administration des établissements. Vous avez une autre assise juridique que l'on donne qui était réglementaire et qui devient légale.

Le Président (M. Payne): Est-ce que cet amendement est adopté?

M. Paradis: L'amendement est adopté.

Le Président (M. Payne): Alors, est-ce que l'article 156 tel qu'amendé...

M. Paradis: À l'article 156 tel qu'amendé, est-ce que vous ne diluez pas, à ce moment, la juridiction ou le pouvoir de facto qui était exercé autrefois par le directeur général dans l'embauche des cadres intermédiaires?

M. Chevette: C'est juste pour la

pharmacie.

M. Paradis: C'est strictement pour la pharmacie?

M. Deschênes: Avec le papillon. L'intention, c'est de l'harmoniser pour les pharmaciens et le papillon précise cela.

M. Paradis: D'accord. Ne bougez pas... On le fait pour les pharmaciens dans le sens où... Avant, le pharmacien devait être engagé par le directeur général.

M. Deschênes: C'est cela. Et à partir du moment où on applique aux pharmaciens les règles du jeu qu'on applique aux médecins, il nous faut aussi harmoniser le processus de nomination. C'est cela que l'on fait.

M. Paradis: Cela va.

Le Président (M. Payne): Est-ce que l'article 156 tel qu'amendé est adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Adopté. J'appelle l'article 157.

M. Chevette: L'article 157. "Un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens peut être institué dans un établissement lorsqu'au moins deux médecins et un pharmacien exercent dans l'établissement." Ce sont les mots nouveaux ajoutés.

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: Merci.

Le Président (M. Payne): Donc, l'article 157 est adopté. Cela nous amène à l'article 158.

M. Chevette: Un instant! Il y a des mots un peu partout dans le reste de l'article; vous avez remarqué que c'est toujours de la concordance. Ce sont: "pharmaciens", "pharmaceutiques", etc.

Le Président (M. Payne): J'appelle l'article 158.

M. Chevette: L'article 158. C'est toujours la même chose: "pharmaciens", "pharmaceutiques".

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: L'article 159...

Le Président (M. Payne): Juste un

instant! Donc, est-ce que l'article 158 est adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. J'appelle l'article 159.

M. Chevette: L'article 159. "L'engagement d'un pharmacien par un centre hospitalier doit avoir préalablement été recommandé par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens." C'est une concordance.

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 159 est adopté. J'appelle l'article 160.

M. Chevette: L'article 160. C'est l'ajout du mot "pharmaciens".

Le Président (M. Payne): Est-ce que cet article est adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. J'appelle l'article 161.

M. Chevette: L'article 161. C'est "pharmaciens" partout. À la fin: "au directeur général dans le cas d'une demande de nomination par un pharmacien."

M. Deschênes: Comme les médecins.

M. Chevette: C'est comme les médecins.

M. Paradis: Ne bougez pas!

Le Président (M. Payne): L'article 161 est-il adopté?

M. Chevette: Il y a le mot "pharmaciens"; il y a un processus.

M. Paradis: Le processus est le même que pour...

M. Chevette: Que pour les médecins.

M. Paradis: Que pour les médecins? Cela va.

Le Président (M. Payne): Adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Article 162?

M. Chevette: À l'article 162, vous

avez un papillon, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Oui, effectivement. Sur l'amendement, M. le ministre.

M. Chevette: Je vous présente le papillon à l'article 162, M. le Président. Cela vise purement et simplement à enlever toute ambiguïté puisque, en vertu du règlement sur l'organisation et l'administration des établissements, le statut d'un pharmacien est lié à ses activités hospitalières. S'il n'a plus de statut de pharmacien, il ne peut pas exercer dans le centre hospitalier et comme il est un salarié, il doit être congédié, parce que c'est lié à son statut professionnel. À l'article 20, je vous rappellerai, M. le député - je sais que cela peut paraître ambigu parce qu'on a joué sur trois lois dans l'espace de peu de temps - que comme salarié, il a le droit aux griefs de l'institution, des conventions collectives, mais comme pharmacien ayant un statut professionnel, on lui donne un droit devant la Commission des affaires sociales. C'était l'article 20.

M. Paradis: De toute façon, il y a une consultation préalable au conseil des médecins, dentistes et pharmaciens avant de décider de l'application et les pharmaciens sont déjà représentés.

M. Deschênes: C'est cela, une révocation, il faut que cela passe par le conseil.

Le Président (M. Payne): L'amendement...

M. Paradis: Est-ce qu'on s'est assuré au ministère... Parce qu'on est quand même dans les cas de sanction... Est-ce qu'on mentionne que l'imposition de mesures disciplinaires doit se faire selon la procédure prévue par règlement? Est-ce que ledit règlement prévoit l'observation, jusqu'à maintenant, de façon stricte des règles de justice naturelle, fondamentale?

M. Deschênes: Le processus qui... Cette partie du règlement existe depuis de nombreuses années; c'est dans le règlement sur le processus. Les principes audi alteram partem, etc., sont les mêmes en pratique.

M. Paradis: Est-ce que ce règlement a subi le test des tribunaux de droit commun?

M. Deschênes: Me Demers.

Mme Demers (Laurence): Non, je ne pense pas.

M. Deschênes: Cela existe depuis

plusieurs années.

Mme Demers: Il y en a déjà eu pour la privation de privilèges, mais cela n'a pas été sous la règle audi alteram partem... peut-être que des tribunaux...

M. Deschênes: Non. Il est utilisé. La procédure existe de façon régulière dans les hôpitaux, en tout cas, pour les médecins, puisque jusqu'à maintenant c'était pour les médecins que c'était vécu. J'ai vu plusieurs cas semblables. Cela existe, mais cela n'a pas été contesté à ma connaissance. D'ailleurs, le processus qui est dans le règlement, il a été rédigé après des consultations auprès des fédérations médicales, des groupes hospitaliers, etc. Le procédé existant dans le règlement existe depuis de nombreuses années. Il est vécu régulièrement. Il n'y a pas eu d'accroc ou d'invalidation, que je sache, par les tribunaux.

M. Chevette: Adopté?

Le Président (M. Payne): L'amendement est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 162 tel qu'amendé est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Article 163?

M. Chevette: À l'article 163, M. le Président, c'est une question de concordance. On lui a donné, je pense que c'est à l'article 20, un droit d'appel devant la Commission des affaires sociales.

Le Président (M. Payne): Adopté?

M. Paradis: Oui, adopté.

Le Président (M. Payne): Article 164.

M. Chevette: À l'article 164, vous avez un papillon, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Un instant, s'il vous plaît!

M. Chevette: Mais le papillon...

Le Président (M. Payne): Oui.

M. Chevette: C'est un changement de forme purement et simplement qui a pour but de rendre le texte plus clair. C'est: "Malgré le troisième alinéa, dans la catégorie des centres locaux de services

communautaires, seuls ceux désignés par règlement peuvent également appartenir à la catégorie de centre hospitalier."

Le Président (M. Payne): L'amendement est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 164 est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Article 165?

M. Chevette: 165, M. le Président, "...et fixe par décret les montants que les centres de services sociaux peuvent verser aux familles d'accueil..." C'est le mot "décret" au lieu de "règlement".

M. Paradis: Ah bon!

Le Président (M. Payne): L'article 165 est-il adopté?

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. Article 166?

M. Chevette: À l'article 166: "Le gouvernement peut établir par règlement une procédure de recours dans les cas de congédiement, de non-réengagement ou de résiliation d'engagement des personnes visées aux paragraphes 1 et 2 du premier alinéa. Une telle procédure peut prévoir la désignation d'un arbitre et les mesures que cet arbitre peut adopter après l'audition des parties." Ceci vise à donner justice à celui qui est salarié et qui serait couvert par un grief. On prévoit que c'est par un arbitre.

M. Paradis: Cela va.

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Article 166, adopté. Article 167?

M. Chevette: L'article 167, c'est un ajout de prescrire l'indexation automatique de tout ou partie des montants fixés par ce règlement. Le gouvernement peut, dans un règlement adopté en vertu des articles 159, 160 ou 161, prescrire l'indexation automatique. C'est cela qui est ajouté.

Le Président (M. Payne): Est-ce qu'il y a discussion sur l'article 168? Je m'excuse, sur l'article 167. M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Un instant.

Le Président (M. Payne): Prenez votre temps.

M. Paradis: Le papillon a deux ailes, M. le Président.

M. Chevette: Les mots à ajouter à l'article 167, c'est "l'indexation automatique".

Le Président (M. Payne): Il n'y a pas de papillon.

M. Chevette: Il n'y a pas de papillon.

Le Président (M. Payne): Soyons clairs. On parle de l'article 167.

M. Chevette: À l'article 167, je pense.

M. Paradis: Article 167, excusez.

M. Chevette: C'est prescrire l'indexation automatique.

M. Paradis: Cela va. Adopté.

M. Chevette: Cela va.

Le Président (M. Payne): Adopté. Article 168 avec un papillon.

M. Chevette: Là, il y a un papillon. Ce sont des concordances.

M. Paradis: C'est là, le papillon à deux ailes.

Le Président (M. Payne): La discussion est sur l'amendement de l'article 168 visant à remplacer le paragraphe 3 par le suivant...

M. Chevette: À l'article 168, c'est surtout de la concordance avec les articles 152 et 156 du projet de loi 15 et, également, de l'article 105 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

M. Paradis: L'article 168, c'est seulement cela?

M. Chevette: Oui, mais ce sont toutes des concordances par rapport aux décisions antérieures.

Le Président (M. Payne): Sur l'amendement?

M. Paradis: L'amendement, on va l'adopter parce que je ne veux pas discuter de l'amendement, je veux discuter du...

Le Président (M. Payne): L'amendement est adopté à l'article 168 tel qu'amendé.

M. Paradis: L'article 168, c'est un petit peu plus complexe. Vous avez soustrait les

hôpitaux...

M. Deschênes: C'est-à-dire que des changements comme ceux qu'on a faits tantôt entraînent, au niveau du pouvoir réglementaire, des distinctions entre les autres établissements et les hôpitaux, pour tenir compte de la pharmacie, etc.

M. Chevette: Et entre les vocations.

M. Deschênes: C'est cela. Le changement est vraiment découlant des autres...

M. Chevette: Des décisions...

M. Paradis: Il s'agit quand même d'un nouveau pouvoir réglementaire.
(16 h 45)

M. Deschênes: Il n'y a pas de pouvoir additionnel. C'est l'ajustement du pouvoir réglementaire en fonction des articles qu'on a amendés tantôt qui nous oblige, entre autres, à faire la distinction selon qu'il s'agisse d'hôpitaux ou d'autres sortes d'établissements pour certains des pouvoirs réglementaires. Article 173, le pouvoir réglementaire.

M. Paradis: À titre d'exemple, M. le ministre, à 5°, le remplacement du paragraphe 1 par le suivant: "Prescrire l'obligation, pour le conseil d'administration d'un établissement, de constituer un comité de vérification et, dans le cas d'un centre hospitalier, un comité consultatif à la direction générale, déterminer les fonctions et pouvoirs de ces comités, les règles de leur fonctionnement ainsi que leur composition, les qualifications de leurs membres et leur mode de nomination."

M. Chevette: Mode de nomination seulement. C'est tout ce qu'il y a de nouveau.

M. Paradis: Avant le mode de nomination...

Mme Demers: C'était prévu à l'article 16 du règlement.

M. Chevette: Du règlement. C'est encore un exemple...

Mme Demers: Dans le règlement sur l'organisation et l'administration, à l'article 16, on prévoyait le mode de nomination.

M. Chevette: Vous avez là un autre exemple d'assises juridiques qui étaient dans le règlement. Les gens disaient: Il est ultra vires, il n'y a pas d'assises légales.

M. Deschênes: Le règlement prévoyait

les règles de fonctionnement, la composition et la qualification, mais les mots "mode de nomination" n'y étaient pas.

M. Chevette: Là-dessus, on a rencontré l'Association des hôpitaux et on leur a dit: Vous le savez vous autres mêmes quand vous vous présentez, quand Me Gosselin ou un autre se présente et que vous dites: Vous n'avez pas d'assises juridiques. On leur a expliqué pourquoi on le mettait dans la loi. Ils se sont dits satisfaits parce qu'on s'est rendu à quatre des demandes qu'ils avaient faites dans une lettre qu'ils m'avaient envoyée personnellement. Nous les avons rencontrés. Nous avons convenu qu'il y ait un comité de travail entre Me Demers et Me Gosselin. Ils sont arrivés aux conclusions et les papillons reflètent les discussions. C'est pour cela que vous avez des papillons, en grande partie d'ailleurs.

M. Paradis: Cela va. Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 168 est-il adopté? Tel qu'amendé, bien sûr! Adopté. C'est juste parce que le règlement m'oblige à le lire. Article 170?

M. Chevette: L'article 169.

Le Président (M. Payne): Je m'excuse, 169.

M. Chevette: À l'article 169, ce que vous avez de nouveau c'est qu'à des taux forfaitaires que le gouvernement fixe pour chaque catégorie d'établissement ou de services qu'il désigne, "le ministre peut effectuer des versements anticipés à cet établissement privés sur la base d'une estimation provisoire des sommes totales devant être versées pour l'ensemble de l'exercice financier de cet établissement, après déduction d'une somme égale aux revenus estimés... Également, il y a la phrase - je vais continuer - aux revenus estimés provenant des contributions des bénéficiaires suivant le règlement établi conformément à l'article 159", adopté préalablement.

Le dernier paragraphe se lit comme suit: "Si l'établissement privé ne dispose pas des installations ou du personnel suffisant pour fournir tous les services prévus dans son contrat, il doit prendre les arrangements nécessaires pour que ces services soient fournis ailleurs, à ses frais, et doit assumer lui-même les frais de transport des bénéficiaires." C'est pour clarifier les situations ambiguës qu'on a vécues.

Le Président (M. Payne): L'article 169 est-il adopté?

M. Paradis: Vous mentionnez de plus

que la modification précise les modalités de versement de la rémunération par le ministre et prévoit l'obligation pour l'établissement privé d'avoir recours si nécessaire à des ressources extérieures pour fournir les services prévus à son contrat.

M. Chevette: S'il signe un contrat pour fournir tel service et s'il dit: Je n'ai pas de personnel. Quand il signe un contrat pour les soins de santé, il doit les assumer. S'il signe un contrat, par exemple, en physiothérapie et qu'il n'y a pas de technicien en physiothérapie, il n'y a pas de physiatre, de physiothérapeute, pourquoi a-t-il signé un contrat avec le gouvernement pour assumer tel service, s'il n'a pas les qualifications requises? Il doit respecter son contrat, donc on lui crée l'obligation d'avoir recours, pour qu'il applique son contrat, à des ressources extérieures.

M. Paradis: La condition est spécifiée dans le contrat.

Ce que vous me disiez finalement, c'est que c'était prévu au contrat, mais ce n'était pas prévu dans la loi.

M. Chevette: Je n'ai pas compris, je m'excuse.

M. Paradis: Ce que vous me dites finalement, c'est que lorsqu'il y a des contrats de signés - cette clause-là était prévue dans les contrats - il y a une certaine obligation de fournir certains services que la loi ne prévoyait pas.

M. Chevette: Tous les services sont listés. Mais là, on lui dit par législation: Si tu t'es lié par contrat avec nous, respecte ton contrat. Tu vas le respecter en faisant appel à des ressources externes, ailleurs, et tu es responsable aussi du transport des bénéficiaires.

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté donc. L'article 170.

M. Chevette: L'article 170, les mots nouveaux c'est qu'on précise purement et simplement les références à des articles. "Le ministre peut aussi, dans tous les cas où un taux forfaitaire n'est pas fixé conformément à l'article 176, convenir avec un établissement privé visé à l'article 177.1 de lui rembourser tout ou partie des dépenses qu'il fait et qui sont admissibles au financement ou au remboursement par le ministre suivant le règlement établi conformément au sous-paragraphe iv du paragraphe m du premier alinéa de l'article 173. Ces montants peuvent être payés à l'établissement par versement anticipés ou

périodiques."

La raison de cet article, c'est qu'il est proposé également que, vu la nécessité d'apporter une modification de concordance à l'article 177 de la loi, cet article soit de plus corrigé pour, d'une part, apporter davantage de précisions et de concordance quant aux dépenses qui sont visées et, d'autre part, faire disparaître toute référence aux honoraires d'administration des établissements privés conventionnés, puisque dans la pratique, cette disposition n'a jamais été utilisée et que le nouveau règlement sur la gestion financière des établissements ne contient plus de référence à de tels honoraires.

M. Paradis: D'accord, ça va. Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 170 est-il adopté?

Dispositions transitoires et finales

M. Chevette: Oui, M. le Président.

Les articles 189, 190, 191 et 192 c'est purement et simplement la concordance des quatre suivants. Il y a l'article 193, la Loi sur les archives. Donc, les quatre suivants sont de la concordance.

Le Président (M. Payne): Un instant: Vous dites quels articles?

M. Chevette: L'article 189, concordance, "conseil régional "et" ministre".

Le Président (M. Payne): Est-il adopté?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Chevette: L'article 190, concordance, "et pharmaciens".

Le Président (M. Payne): L'article 190 est-il adopté?

M. Chevette: Adopté.

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: L'article 191, concordance "et pharmaciens".

Le Président (M. Payne): L'article 191 est-il adopté?

M. Chevette: Adopté.

M. Paradis: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 192?

M. Chevette: C'est encore "pharma-

ciens" qui est ajouté, donc, c'est de la concordance.

Le Président (M. Payne): L'article 192 est-il adopté?

M. Chevette: Adopté.

M. Paradis: Adopté.

M. Chevette: À l'article 193, il y a une différence. C'est que la présence de dispositions sur la conservation des dossiers des bénéficiaires, aux articles 57 à 59 ainsi qu'aux articles 63 et 64 du règlement sur l'organisation et l'administration des établissements, a déjà suscité des réactions de la part des établissements à cause de la nouvelle Loi sur les archives. Donc, l'article proposé a pour but purement et simplement de clarifier la situation.

Le Président (M. Payne): L'article 192 est-il adopté? Je m'excuse, c'est moi qui suis en retard.

M. Chevette: L'article 193, cela va-t-il?

Le Président (M. Payne): L'article 193 est-il adopté?

M. Chevette: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Chevette: M. le Président, les articles 204 et 205 seront présentés par le ministère de la Justice ce soir. Il a plusieurs amendements et il les expliquera ce soir, il restera les CA et les CGA.

M. Paradis: Je vais envoyer quelqu'un vérifier.

M. Chevette: Donc, on peut suspendre quelques minutes.

Le Président (M. Payne): Un instant;

M. Chevette: Je veux dire... Est-ce que de consentement on peut aller vous donner la réponse pour ne pas retarder l'autre groupe?

Le Président (M. Payne): Quelle est la proposition?

M. Chevette: Les articles 204 et 205 sont transmis au ministère de la Justice qui présentera lui-même ce soir les amendements à ces articles.

Le Président (M. Payne): Très bien.

M. Chevette: Il expliquera les motifs

des amendements. Ce qui veut dire que cela terminerait notre travail en commission parlementaire, à l'exception d'un article qui est en suspens, et d'un commun accord nous transmettrons au président l'information à savoir s'il y a un problème ou s'il n'y en a pas, pour ne pas retarder la commission parlementaire. S'il y avait un problème il faudrait revenir via le ministère de la Justice ce soir ou via un autre processus. Il sera adopté s'il n'y a pas de problème. Est-ce que cela va, M. le Président?

Le Président (M. Payne): Est-ce qu'on considère que l'article 147.2 est adopté?

M. Chevette: Vous parlez des CA et des CGA? Les CA et les CGA, c'est justement ce que je vous dis, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Ah! c'est celui-là!

M. Chevette: On vous dit qu'on est d'accord tous les deux, l'Opposition et le gouvernement...

Le Président (M. Payne): D'accord.

M. Chevette: ...pour vous transmettre l'information. S'il n'y a pas d'objection, il est considéré comme adopté. S'il y avait objection de la part de l'Opposition, on y reviendra ce soir...

M. Paradis: Il faut s'attendre à le rouvrir.

M. Chevette: ...avec le ministère de la Justice.

Le Président (M. Payne): D'accord. Il y a consentement. Notre devoir étant accompli, la commission suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 heures)

(Reprise à 20 h 15)

Le Président (M. Blank): À l'ordre, s'il vous plaît;

La commission permanente des institutions reprend ses travaux pour étudier le projet de loi 15, Loi modifiant diverses dispositions législatives. Le secrétaire donnera les remplacements pour cette séance.

Le Secrétaire: M. Brassard (Lac-Saint-Jean) est remplacé par M. Laplante (Bourassa); M. Paradis (Brome-Missisquoi) est remplacé par M. Levesque (Bonaventure); M. Mailloux (Charlevoix) est remplacé par M. Leduc (Saint-Laurent); M. Vaugeois (Trois-

Rivières) est remplacé par M. Blouin (Rousseau).

M. Marx: M. le Président, j'aimerais poser une question au ministre: Va-t-on avoir des papillons ce soir? Si oui, peut-on les avoir tout de suite, s'il vous plaît?

M. Johnson (Anjou): Vous voulez les avoir tout de suite? M. le Président, on me dit qu'il y a une douzaine de papillons qui, pour l'essentiel, touchent la rédaction, pour la partie qu'on doit étudier ce soir, à l'exception d'un qui est d'une certaine importance et qui, je pense, fait l'objet d'une suspension. Ah! oui, on a également des papillons concernant la commission de refonte, mais je pense que vous êtes au courant de cela. On commence par quoi?

Loi sur les services de garde à l'enfance (suite)

Le Président (M. Blank): L'article 147.1.

M. Johnson (Anjou): L'article 147.3? C'est cela?

Le Président (M. Blank): Oui.

M. Johnson (Anjou): Alors, M. le Président, je pense que l'article 147.3 viserait à faire en sorte que l'article 13 de la Loi sur les services de garde à l'enfance, si je ne m'abuse, soit modifiée par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants: "147.3 Le rapport financier doit être vérifié par un membre d'une corporation professionnelle de comptables mentionnée au Code des professions (LRQ, chapitre C-26), lorsque le titulaire d'un permis reçoit une subvention en vertu de l'article 31 ou une aide financière en vertu de l'article 41, dont le montant est égal ou supérieur au montant fixé par le règlement adopté en vertu du paragraphe a de l'article 84 de la Loi sur l'administration financière (LRQ, chapitre A-6).

"Le rapport des activités et le rapport financier doivent contenir les renseignements que l'Office détermine par règlement."

M. Laplante: Est-ce que cela va à l'article 147 du projet de loi 15?

Le Président (M. Blank): Après l'article 47...

M. Laplante: Ah! l'article 47. D'accord.

Le Président (M. Blank): L'article 147. Après l'article 147, on a déjà adopté 147.1 et 147.2. C'est l'article 147.3, un nouvel article.

Une voix: Un papillon.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que vous avez reçu le texte du papillon? Est-ce que les membres de la commission ont le texte du papillon?

M. Payne: On l'a déposé juste avant...

M. Johnson (Anjou): On me dit qu'il a été distribué cet après-midi, je crois.

M. Payne: Non, mais c'est moi qui étais président; il a été déposé.

M. Johnson (Anjou): Il a été déposé? M. le Président, est-ce qu'on peut étudier l'article 147.3?

Le Président (M. Blank): La question que je me pose, c'est s'il faut avoir un titre spécial, parce que c'est la Loi sur les services de garde à l'enfance. Le titre de cette section, c'est la Loi sur le Service des achats du gouvernement.

Une voix: Cela touche les services? C'est assez cocasse.

M. Marx: Il y a l'article 247.3, parce que j'ai l'article 147.3, Loi sur les services de garde à l'enfance, et vous avez l'article 147.3 qui touche le Service des achats du gouvernement.

M. Laplante: C'est pour ça que je disais que...

M. Leduc (Saint-Laurent): ...qui modifie les règles de l'ordre des CA.

M. Johnson (Anjou): La Loi sur le Service des achats du gouvernement, c'est autre chose. L'article 147.1 et l'article 147.2, là...

Le Président (M. Blank): Est-ce que c'est adopté? C'est ce que je veux savoir.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, l'article 147 - revenons aux affaires essentielles - le projet de loi 15, à la page 45, à la moitié de la page, on a: "Loi sur le Service des achats du gouvernement", article 147, qui, lui-même, vient modifier une série d'articles: 3.1, etc. On a introduit, cet après-midi, l'article 147.1.

Le Président (M. Blank): À quel sujet?

M. Johnson (Anjou): Sur la loi sur les services de garde. On a introduit également l'article 147.2 qui a été adopté et, là, on introduirait l'article 147.3. C'est bien ça?

Le Président (M. Blank): Oui.

M. Marx: Qui ne porte pas sur les

services de garde.

M. Johnson (Anjou): Oui, qui porte sur les services de garde. Les articles 147.1, 147.2 et 147.3 portent sur les services de garde. Les articles 147.1 et 147.2 ont été adoptés cet après-midi. Nous sommes à l'article 147.3. Si vous me permettez, M. le Président, je demanderais à Mme Stella Guy, de l'Office des services de garde à l'enfance, de nous commenter ce projet d'amendement au projet de loi 15.

Mme Guy: L'amendement est demandé, justement - la modification, c'est-à-dire - parce que la loi actuelle des services de garde dit que les services de garde doivent remettre des rapports financiers, mais elle ne précise pas quelle sorte de rapports financiers. Donc, on peut se ramasser avec des rapports financiers très sommaires, une feuille de chou, etc. Quand on pense que la responsabilité de l'office des services de garde, c'est de s'assurer que les sommes que le gouvernement verse dans les garderies - dont un budget moyen à chaque garderie, qui est de 200 000 \$ par année - soient gérées et administrées à bonnes fins, je pense qu'on a une responsabilité de contrôle par rapport aux gestions financières.

Jusqu'à maintenant, pour contourner ce problème, à l'office, on a exigé, par nos circulaires administratives, donc, la Loi sur l'administration financière, des états financiers faits par les CA. Maintenant, cette loi nous cause des problèmes, parce que la Loi sur l'administration financière ne parle que de subventions, alors que les services de garde sont financés de deux façons: ils sont financés par des subventions directes et par des subventions d'aide aux parents.

Alors, quand nous mettons dans nos circulaires administratives que, si les services de garde ne nous donnent pas des états financiers, on va couper les subventions, on coupe les parents. On ne peut pas demander aux parents... C'est de l'aide financière donnée aux parents; alors, on pénalise les parents pour qu'ils avancent de l'argent de leur poche. Il faut comprendre que les parents qui ont droit à l'aide financière, ce sont ceux qui ont de faibles revenus et qui n'ont pas le moyen de payer leur service de garde entièrement, parce que les services de garde ne sont quand même pas gratuits. C'est ce problème-là qui nous est posé.

Le dernier argument que j'amène, c'est que ça coûte beaucoup trop cher pour les garderies que de ne se référer qu'à des comptables agréés. Ce sont des organismes sans but lucratif. Nous avons même des services de garde qui sont situés dans des villes où il n'y a aucun CA. Alors, elles sont obligées d'aller dans d'autres villes faire leur état financier, ce qui est assez

spécial, quand même. Une modification de cette loi a été demandée par l'ensemble des services de garde. Ce que nous apportons comme modification... Nous ne modifions pas la Loi sur les comptables agréés. Cela ne modifie aucunement la loi des comptables. Si vous voulez avoir l'aspect technique de cette explication, Me Faucher, ici, peut vous le donner. Nous avons eu l'avis de l'Office des professions là-dessus. Est-ce que vous voulez cet avis, cet éclaircissement?

M. Johnson (Anjou): C'est clair en ce qui me concerne, Mme Guy. Pour l'essentiel, cela signifie en pratique que ces organismes sans but lucratif, si cet amendement était adopté, pourraient avoir recours à ce qu'on appelle les CGA ou les RIA pour remplir les exigences prévues dans le règlement que prévoit l'amendement qu'on présente.

Le Président (M. Blank): M. le député de Saint-Laurent.

M. Leduc (Saint-Laurent): Je voudrais poser une question. Vu que l'article 147.3 affecte directement la loi sur l'ordre des comptables agréés, qu'elle permet à d'autres qu'à des CA de faire de la vérification, je veux savoir si les CA ont été avisés de cet article: un papillon dans un projet de loi omnibus. Franchement, c'est assez fort! Je veux savoir si les CA ont été avisés de cela.

M. Johnson (Anjou): Non, ils n'ont pas été avisés.

M. Leduc (Saint-Laurent): Le ministre trouve-t-il logique, normal, que, dans un papillon d'un projet de loi omnibus, on puisse changer les règles du jeu qui existent actuellement? Il n'y a eu aucune modification depuis 1946 à la loi qui régit les comptables agréés. Je ne vois pas comment on pourrait... À mon sens, on est en train d'établir un précédent. On ouvre la porte. Je voudrais bien au moins que les CA aient le même droit que mesdames de venir s'exprimer ici. Au moins cela. Je voudrais au moins qu'on donne le même droit aux CA de venir s'exprimer que l'Office des services de garde à l'enfance. C'est élémentaire. Je vois assez mal qu'on puisse, comme je le disais tantôt, changer les règles du jeu sans aviser les premiers intéressés. On n'a jamais permis, sauf dans le cas des municipalités, sauf dans le cas des commissions scolaires, sauf dans le cas des caisses populaires, on n'a jamais permis à d'autres qu'à un CA de faire de la vérification. Qu'on le fasse, qu'on modifie la loi, je veux bien. Si on veut modifier la loi sur l'ordre des CA, qu'on le fasse, mais qu'on ne le fasse pas par la porte d'en arrière, à l'occasion d'un papillon d'un projet de loi omnibus. Cela me semble une injustice absolument flagrante. Malgré

toute la sympathie que je peux avoir pour mesdames, je le répète: qu'on donne le même droit, qu'on avise les CA, qu'ils viennent s'exprimer!

Le Président (M. Blank): Madame.

Mme Guy: Je voudrais répondre là-dessus que nous ne leur enlevons pas un droit, nous leur en donnons un, mais il est partagé avec les autres professionnels des autres corporations qui ont le droit de faire de la comptabilité. Actuellement, dans notre loi, ce n'était pas écrit: "des états financiers vérifiés"; donc, ils n'avaient pas ce droit comme tel. Ils ne l'avaient pas. Nous disons que nous voulons des états financiers vérifiés par les trois corporations reconnues par l'Office des professions. Si les CGA sont habilités à faire la comptabilité des municipalités, des commissions scolaires et des coopératives, ils peuvent être habilités à faire celle des garderies.

Le Président (M. Blank): M. le député de Bourassa.

M. Laplante: Un peu dans le même sens de ce que madame vient de dire. Ils sont déjà habilités à le faire, mais cela n'élimine pas, par exemple, pour ces organismes à but non lucratif, avec des petits budgets, le droit de prendre un CA, pas du tout! C'est cela que je voudrais faire comprendre à messieurs de l'Opposition. On n'établit pas une chasse gardée aux CGA, on veut pouvoir faire de la façon la plus pratique et au meilleur coût une comptabilité qu'elles doivent faire faire actuellement par n'importe qui, en somme, pour essayer de régulariser leur comptabilité. Si les municipalités et les commissions scolaires ont actuellement le droit de prendre des CGA, cela ne les empêche pas de prendre des CA non plus. Je ne vois rien là-dedans, aucune dérogation.

Le Président (M. Blank): M. le député de Trois-Rivières.

M. Vaugeois: Avez-vous une idée de combien peut coûter en moyenne le rapport financier vérifié?

Mme Guy: Entre 1000 \$ et 2000 \$ par un CA; par un CGA, 500 \$.

Le Président (M. Blank): M. le député de D'Arcy McGee.
(20 h 30)

M. Marx: Premièrement, je ne pense pas que ce soit un argument que, parce qu'il n'y a pas de professionnels en ville, on peut recourir à d'autres qui n'ont pas, comment dirais-je, la même formation et qui ne sont même pas de la même profession. Par exemple, s'il n'y a pas d'avocat dans une

ville, si quelqu'un en a besoin et que la loi exige que cette personne soit représentée par un avocat, cette personne ne peut pas voir un notaire, par exemple. Ce n'est pas pour dire que les notaires ne sont pas capables, mais...

Le Président (M. Blank): ...pas nécessaire de passer les examens du barreau.

M. Marx: Cette personne...

M. Leduc (Saint-Laurent): On est les vétérinaires du droit, nous.

M. Marx: ...ne peut pas voir un "paralégal" qui n'a pas la même formation. Je me souviens que, lors du dernier projet de loi omnibus, nous avons adopté un papillon et nous avons donné le droit à des personnes autres que des avocats de faire des représentations auprès d'une certaine commission - je ne me souviens pas exactement du nom de celle-ci...

M. Johnson (Anjou): La Commission des affaires sociales.

M. Marx: La Commission des affaires sociales. Merci, M. le ministre.

M. Johnson (Anjou): L'Office de la construction.

M. Marx: L'Office de la construction. Bon, peu importe. À cette époque, je me souviens, j'ai demandé si le ministre, ou son bureau, avait eu l'occasion de consulter le barreau. Après vérification, il m'a dit que oui. Apparemment...

M. Johnson (Anjou): ...le même texte.

M. Marx: ...la consultation n'était pas sur le même texte, mais je veux revenir avec cette même question. Je pense qu'avant de modifier la loi qui régit une corporation professionnelle ou de donner certains droits qui appartiennent à une profession et à une autre, je pense qu'il est sage de consulter la profession en question et d'avoir des représentations, au moins donner l'occasion à cette corporation de s'exprimer devant la commission parlementaire ou de nous envoyer un mémoire, d'avoir des explications. Comme cela, on travaille vraiment dans la noirceur et on le fait à la dernière minute, un jour avant la fin de la session, avec un papillon qui flotte ici. On va modifier le statut des professionnels, sans avoir eu de représentations et rien de... Je pense que c'est un peu vite...

M. Johnson (Anjou): M. le Président...

M. Marx: ...et un peu injuste de

travailler de cette façon. Si vous avez voulu faire cela, pourquoi est-ce que ce n'est pas dans le projet de loi 15? Le projet de loi 15 est ici depuis des semaines. Pourquoi est-ce que vous arrivez à la dernière minute? Est-ce que c'est une politique voulue par le gouvernement que de nous jeter des papillons à la dernière minute, 36 heures avant la fin de la session, pour nous faire adopter une chose, sur laquelle nous sommes d'accord ou nous ne sommes pas d'accord, mais pour laquelle nous n'avons pas eu l'information voulue?

M. Johnson (Anjou): M. le Président, d'abord, j'ai entendu un certain nombre d'horreurs depuis cinq minutes. On ne modifie pas une profession, on modifie simplement... C'est-à-dire que vous tenez pour acquis que la Loi sur l'administration financière, c'est la loi de l'Ordre des comptables. Je regrette, il y a un privilège que l'État a consenti à une corporation professionnelle et qui s'appelle les CA., de temps immémoriaux, d'être, à toutes fins utiles, les seuls vérificateurs de ce qui fait l'objet de subventions gouvernementales. Qu'on se comprenne bien, on parle d'un privilège corporatif, on ne parle pas d'un droit qui parle du champ de l'exercice. On se comprend bien.

M. Marx: C'est un droit... Lorsque c'est dans la loi, c'est un droit, ce n'est pas un privilège.

M. Johnson (Anjou): Oui.

M. Marx: On ne met pas des privilèges dans les lois.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, ce qu'on fait, c'est qu'on fait une exception ici quant au champ d'exercice. On n'interdit pas aux comptables de soumissionner, on n'interdit pas aux comptables agréés non plus d'être les personnes qui feraient de telles vérifications sur les activités ou les rapports financiers, on prévoit que d'autres membres de l'Office des professions pourraient, dans le cas de ces garderies, encore une fois... Ce qu'on modifie, c'est l'exclusivité qui a été conférée par la Loi sur l'administration financière aux CA. Alors, on met fin à cette exclusivité pour les garderies. C'est l'objet de l'amendement.

M. Marx: Juste un mot sur l'objet. Supposons que, dans la Loi sur le ministère de la Justice ou dans une autre loi, on dit: Les notaires peuvent, ou les médecins, ou je ne sais pas qui, les psychologues, peuvent donner des opinions juridiques pour le gouvernement. Vous pouvez plaider que vous n'avez pas touché à la Loi sur le Barreau. Cela n'empêche pas les avocats de donner

des opinions. Mais, effectivement, par la porte d'en arrière, vous avez modifié la Loi sur le Barreau qui donne un droit exclusif aux avocats de préparer ces opinions juridiques. Je ne vois pas la différence en mettant l'article 147.3 dans la loi sur la corporation des comptables agréés ou dans une loi qui touche une autre corporation ou de mettre cela dans la loi qui concerne les engagements financiers, selon ce que le ministre a dit, je pense.

M. Johnson (Anjou): La Loi sur l'administration financière.

M. Marx: La Loi sur l'administration financière. Cela revient au même. Je ne dis pas, sur le fond, qu'on n'est pas prêt à dire qu'on est pour ou qu'on est contre. Mais, avant de faire un tel changement, je pense qu'il faut au moins que la Corporation des comptables agréés soit consultée, que l'autre corporation puisse faire des représentations, etc. Je trouve que ce n'est pas tout à fait juste de faire adopter cela à la dernière minute sans consultation et sans que cela soit même connu par ces corporations.

Le Président (M. Blank): M. le député de Vachon.

M. Payne: Quel pourcentage de garderies reçoivent une aide financière supérieure à 25 000 \$?

M. Johnson (Anjou): Mme Guy.

Mme Guy: 99%.

M. Payne: En chiffres absolus?

Mme Guy: En chiffres absolus.

M. Payne: Non, en chiffres?

Une voix: En nombre?

M. Payne: Aussi.

Mme Guy: En chiffres, cela veut dire, comme il y a 600 garderies, 596 environ. Nous avons seulement quatre ou cinq garderies qui sont encore gérées par des communautés religieuses et qui refusent d'être subventionnées.

Le Président (M. Blank): M. le député de Saint-Laurent.

M. Payne: Et cela prendrait quel pourcentage de leurs chiffres d'affaires pour faire préparer un rapport par le comptable?

Mme Guy: La Loi sur l'administration financière dit 25 000 \$.

M. Vaugeois: Combien produisent des états financiers?

Mme Guy: Actuellement, la majorité des garderies sans but lucratif subventionnées produisent leur état financier. Les garderies sans but lucratif - parce que nous en avons quatre sortes - non subventionnées le produisent à peu près à 50% parce que, souvent, leur état financier est à même la communauté religieuse, le club social ou d'autres... Elles n'ont pas d'état financier distinct. Les coopératives le font à 100%. Je dirais, entre parenthèses, que les coopératives, elles, ont le droit de présenter leur état financier fait par des CGA, parce que la loi a permis des exceptions pour les municipalités et les coopératives. Les garderies à but lucratif, quant à elles, je vous dirais que ce qui est acceptable comme état financier, c'est peut-être 25%, parce que, quand on reçoit une feuille de chou... Une page, ce n'est pas ce que j'appelle un état financier.

M. Vaugeois: M. le Président, je trouve que les gens devraient écouter les réponses parce que ce qu'on apprend est assez éclairant. Déjà, il y a un bon nombre de garderies qui font faire leur état financier par des CGA. Il s'agit de donner la même occasion à toutes les garderies. Ma position se clarifie assez rapidement, maintenant: ou bien on exige des états financiers ou bien on n'en exige pas.

M. Marx: Légèrement?

M. Vaugeois: Absolument, parce que les coopératives sont déjà...

M. Leduc (Saint-Laurent): Non, non, pas du tout. Pas du tout! Vous parlez de choses que vous ne connaissez pas.

M. Vaugeois: Mais la loi a déjà permis aux municipalités et aux coopératives...

M. Leduc (Saint-Laurent): Ah! bon, correct. Savez-vous qu'il y a une exception pour cela?

Mme Guy: Et aux commissions scolaires.

M. Leduc (Saint-Laurent): Bon! Mais une exception n'arrive pas comme ça, en l'air, sans modifier les lois. Un instant! On vit dans une société organisée, je pense.

M. Vaugeois: M. le Président, je vais continuer, si vous me permettez. Ou bien on va dans le sens de la recommandation qui nous est faite, ou on renonce à demander des états financiers jusqu'à ce qu'on se soit fait une idée.

M. Marx: Mais il y a un autre principe qui joue ici.

M. Vaugeois: Je ne suis absolument pas d'accord qu'on oblige des organismes comme ceux-là... Là, cela s'appliquerait rétroactivement aux coopératives qui, déjà, n'avaient pas l'habitude de recourir à un CA. Alors, je pense que cela devient abusif de demander à des organismes, qui ont de si petits budgets, de prendre une partie de leur budget pour faire faire des états financiers.

M. Leduc (Saint-Laurent): ...à se faire soigner par un charlatan qu'un médecin, c'est possible.

M. Vaugeois: Écoutez, j'aimerais que cela soit enregistré, ce qui vient d'être dit.

M. Leduc (Saint-Laurent): C'est à peu près la même chose.

M. Vaugeois: Parce qu'il y a des professionnels qui ont quand même, de par la loi, le droit de faire...

M. Leduc (Saint-Laurent): Je parle des médecins.

M. Vaugeois: Ah oui! Mais vous avez comparé les CGA aux charlatans.

M. Leduc (Saint-Laurent): Pas du tout, je n'ai jamais dit cela.

M. Vaugeois: Je m'excuse, mais c'est ce que vous avez dit. Vous avez comparé les CGA aux charlatans.

M. Leduc (Saint-Laurent): Pas du tout.

M. Vaugeois: Il y a quand même une limite.

Le Président (M. Blank): M. le député de Saint-Laurent.

M. Leduc (Saint-Laurent): Tantôt, j'écoutais le ministre. Il nous raconte des sophismes. Il nous dit: Écoutez, on ne touche pas à la loi de l'ordre des comptables. Je suis parfaitement d'accord, mais je le répète: c'est un sophisme. On y touche directement. Cela affecte directement la loi sur les corporations des CA. Je m'excuse. Si on veut le faire... Oui, mais on y touche. Si on veut amender la loi sur l'ordre des CA, je suis parfaitement d'accord. Moi aussi, je veux en discuter. Je ne dis pas que je ne me rallierai pas, mais c'est autre chose.

Commencez donc par régler le problème des trois corporations de comptables. C'est là le problème. On essaie de modifier la loi, de changer les règles du jeu. Je dois vous dire que j'ai appelé

l'ordre des CA. Je leur ai demandé s'ils étaient au courant de cela. Ils ont dit: Jamais. On a regardé le projet de loi omnibus et, nulle part, il n'est question des comptables. Nulle part J'ai dit: Ce n'est pas surprenant, cela nous est arrivé avec un papillon. Ils n'ont jamais pu faire une objection ou, enfin, manifester qu'ils n'étaient pas d'accord. Ensuite, mon Dieu, prenez vos responsabilités'. Je suis d'accord là-dessus. Je ne dis pas qu'ils ont tort. Je ne dis pas cela du tout, mais je pense que c'est une injustice, à mon sens, malgré toute la sympathie, je le répète, que je peux avoir pour l'office des garderies, je suis parfaitement d'accord. Mais je dis et je le répète: on est dans une société organisée. Il y a des lois. Si on veut contourner les lois, eh bien, qu'on le fasse directement, qu'on apporte une modification à la loi sur les CA et, à ce moment-là, parfait!

Le Président (M. Blank): M. le député de Châteauguay.

M. Dussault: M. le Président, je voudrais savoir...

M. Johnson (Anjou): M. le Président...

Le Président (M. Blank): M. le député de Châteauguay a la parole.

M. Johnson (Anjou): Pardon.

M. Dussault: ...de la personne qui parle au nom de l'office de garde quelle est la proportion des garderies présentement qui font appel à des vérificateurs et, deuxièmement, si, parmi ces vérificateurs, il y a déjà des CGA.

Mme Guy: Dans les organismes sans but lucratif subventionnés, c'est 100% qui font appel à des vérificateurs. Nous avions, avant, une proportion d'environ 25% qui faisaient appel à des CGA, mais, en appliquant la Loi sur l'administration financière, nous sommes obligés de voir monter cette proportion cette année à 100%. C'est en suspens, sauf pour les coopératives. C'est en suspens à l'heure actuelle parce que, quand on parle de consultation, le milieu nous a demandé depuis longtemps cette modification. Si vous faites une consultation auprès de la corporation des CGA, on vous dira oui. Si vous faites une consultation probablement auprès des CA, on vous dira non. Alors, vous allez être obligés d'arbitrer le débat, de toute façon.

Je voudrais revenir sur un point important. C'est que nous n'enlevons pas un privilège aux CA, actuellement, puisque, dans notre loi, il n'était pas inscrit: "des états financiers vérifiés". Nous voulons des états financiers vérifiés et nous disons: ce n'est pas à l'office des services de garde

d'arbitrer le conflit entre les CGA, les CA et les RIA. Nous disons que la corporation professionnelle a reconnu trois personnes compétentes pour faire des états financiers, pas n'importe qui, mais bien trois professionnels compétents. Nous jugeons donc que ces trois corporations seront des éléments de contrôle pour l'administration des fins publiques de l'État.

Le Président (M. Blank): M. le député de Bourassa.

M. Dussault: M. le Président, je n'avais pas terminé. Si je comprends bien, donc, à un moment donné, des CGA ont donné ce service-là.

Mme Guy: Oui.

M. Dussault: Ils se sont fait rémunérer, bien sûr, pour le donner. Les circonstances ont fait qu'ils ont, à toutes fins utiles, perdu ce champ de compétence qu'ils partageaient avec d'autres. Avec cet amendement, on redonnerait aux CGA la possibilité d'avoir des contrats de la même façon que les CA pourraient en avoir. J'aurais tendance à penser qu'on rétablirait les choses correctement à l'égard d'un des deux corps professionnels concernés.

Le Président (M. Blank): M. le député de Bourassa.

M. Laplante: Je ne voudrais pas me perdre dans un dédale, mais c'est un conseil que je voudrais avoir en posant une question au ministre: J'ai oui-dire qu'il y a eu des causes de CGA, de CA, enfin, plusieurs causes, et je voudrais savoir si une seule a été gagnée jusqu'ici par les CGA, en vertu des lois qu'on a.

M. Johnson (Anjou): Malheureusement, je ne peux pas donner de réponse au député de Bourassa.

M. Laplante: J'ai oui-dire qu'aucune de ces causes n'a été gagnée jusqu'ici. Aucunel Si, eux autres, comme ce n'est pas contenu dans leur loi, prenaient des CGA pour faire leur comptabilité, est-ce que ce serait légal sans le projet de loi?
(20 h 45)

Des voix: Non.

M. Laplante: Est-ce qu'ils pourraient être poursuivis?

M. Leduc (Saint-Laurent): Pas avec le projet de loi, bien sûr.

M. Laplante: Est-ce qu'ils pourraient être poursuivis?

Une voix: Je pense que non.

M. Laplante: Parce que, s'ils sont poursuivis...

M. Marx: S'ils font quelque chose...

M. Laplante: ...et que les CA n'ont jamais gagné une cause là-dessus...

Une voix: Non, mais les CGA...

M. Leduc (Saint-Laurent): C'est juste l'inverse; les CGA n'ont jamais gagné une cause.

M. Laplante: Les CA non plus contre les CGA.

Une voix: Ce sont les CA qui ont toujours poursuivi.

M. Leduc (Saint-Laurent): C'est vrai et ils ont toujours gagné.

Une voix: Le ministre, M. le Président.

M. Johnson (Anjou): Il faut se comprendre sur un certain nombre de choses avant de continuer. Il est exact que la Corporation des comptables agréés n'a pas été consultée. Deuxièmement, il est cependant exact qu'il y avait une décision du Conseil des ministres afin d'inclure des dispositions comme celles que l'on retrouve à l'article 147.3 dans le projet de loi omnibus. Troisièmement, il est également exact que le Conseil des ministres a choisi de scinder une partie du projet de loi omnibus afin de répondre à des préoccupations qui sont celles de la plupart de nos collègues, lors des commissions parlementaires, quant au volume et au nombre de dispositions qui sont touchées.

Dans l'application de la décision du Conseil des ministres, qui a scindé ou retranché un certain nombre de dispositions du projet de loi omnibus, dans la transcription de cette décision, un problème de copie a fait que la disposition ne s'est pas retrouvée dans le projet de loi 15, mais je dois dire que la décision était prise. Je veux simplement rassurer mes collègues quant à cela. Ce n'est pas une création à la dernière minute et une invention de coin de table. Un débat a eu lieu là-dessus, des discussions ont eu lieu au niveau de différents comités ministériels et la décision a été prise d'inclure une telle disposition. Cependant, elle ne s'est pas retrouvée dans le projet de loi 15 pour les raisons que je viens d'évoquer. Elle survient donc au moment où nous arrivons en commission parlementaire sous forme de papillon. Je vous dirai sur le fond, M. le Président, que j'ai eu l'occasion d'entendre fort bien ce que

disent une bonne partie de mes collègues de ce côté-ci, ainsi que l'office de garde. Constatons qu'une assez forte proportion des garderies qui se sont regroupées en coopératives peuvent, en vertu des dispositions des lois sur les coopératives, avoir recours aux services de CGA ou de RIA, d'autres personnes que des CA. Constatons aussi qu'il y a dans ce type d'établissements, qui sont des organismes à but non lucratif, très peu d'argent à dépenser sur ces questions. L'office tente d'avoir une réglementation souple, qui réponde aux besoins des groupes, des citoyens, qui ne veut pas enterrer les gens dans de la réglementation ou des tatillonnages. Je reconnais cependant que, comme le projet de texte n'était pas dans le projet de loi 15, l'argumentation des députés de l'Opposition voulant qu'il n'y ait pas eu de consultation et que tout cela n'a pas fait l'objet d'une saisie de l'ensemble du dossier au niveau de la commission, c'est une situation que je pourrais qualifier pour le moins de délicate.

Cependant, sur le fond, et à moins que le député de Saint-Laurent ne décide de changer d'idée - je le souhaiterais, quant à moi - il me paraît évident que les conditions dans lesquelles l'office demande un tel assouplissement répondent à un objectif de souplesse, à un objectif d'efficacité, de simplification de l'administration et de réponse aux besoins des groupes et des citoyens qui sont impliqués. C'est cela, le fond.

L'Office des professions, pour sa part, nous a transmis, dans un écrit qui remonte au 31 octobre, qu'il a communiqué avec la présidente de l'office des services de garde, Mme Guy, à la suite d'une demande de celle-ci, en date du 17 octobre, qui sollicitait l'avis sur la légalité des modifications que l'office nous suggérerait d'apporter à l'article 13 de la loi, un avis qui est favorable et qui dit, tant sur le fond que sur la technique juridique: nous considérons qu'il y a là quelque chose qui est tout à fait cohérent avec les politiques habituelles de l'Office des professions, etc., et qui conclut cependant, à l'avant-dernier paragraphe, qu'évidemment les dispositions étant intégrées dans un projet de loi omnibus, elles ne doivent, en général, pas soulever de contestation. De toute évidence, il y a une contestation sérieuse qui est soulevée, une contestation de principe de la part du député de Saint-Laurent, qui en cela fait voie à ce que nous entendons depuis 1946 au Québec quant au caractère exclusif de l'exercice de la profession de CA. Dans les circonstances, je demanderai aux députés de l'Opposition s'ils acceptent sur le fond. S'ils n'acceptent pas sur le fond, qu'ils nous le disent clairement et on agira en conséquence, M. le Président.

M. Leduc (Saint-Laurent): Je veux savoir si le ministre est d'accord pour donner le droit de vérification à tous les CGA et tous les RIA.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je ne crois pas que nous puissions donner le droit de vérification à tous les RIA et tous les CGA dans l'état actuel de ce que représentent ces professions au Québec. Il y a là une dynamique de concurrence de marché, une formation qui varie beaucoup moins qu'on ne le prétend habituellement, mais des mécanismes de contrôle qui sont différents, l'équivalent, finalement, de ce qu'on retrouve à l'occasion entre les notaires et les avocats dans certains domaines qui sont des zones grises dans les professions. C'est vrai pour l'ensemble des professions des mêmes familles qu'on retrouve à l'Office des professions. Ce sont essentiellement des batailles de corporations. C'est ça le corporatisme. Il n'y a pas de scandale là-dedans, mais c'est ça. Reconnaissons que c'est du corporatisme.

Ce que le projet de loi propose ici, c'est de répondre, encore une fois, en fonction de ces objectifs de souplesse, d'efficacité et de réalité de ce qui est vécu. Vous savez, je ne nommerai pas des grandes maisons de comptables agréés, je pourrais en nommer une demi-douzaine qui sont toutes aussi connues les unes que les autres. Je ne pense pas que c'est en faisant les états financiers des garderies au nord du Témiscamingue qu'elles font leur argent. Je sais qu'il y a des RIA et des CGA, par exemple, à Saint-Eugène ou à Ville-Marie qui, effectivement, font leur vie avec ce type de comptabilité dans les régions, entre autres.

Par ailleurs, on sait que ce sont des organismes sans but lucratif et on sait que les honoraires des CA de façon générale sont des honoraires que commande une profession qui a, encore une fois, les attributions qu'on lui connaît depuis de nombreuses années chez nous. On n'a pas à s'en étonner. Ça semble dysfonctionnel pour l'office, ça semble dysfonctionnel pour les clientèles visées, pour l'assouplissement et l'efficacité, finalement, du fonctionnement.

Je comprends que l'opinion du député est liée à deux choses: d'une part, je pense qu'il prend fait et cause pour les CA, ce qui est son droit, ce que je respecte, mais je me permets de dire qu'il y a peut-être de ce côté-ci un certain nombre de députés qui ne sont pas de cet avis. Par ailleurs, il invoque que les CA n'ont pas eu l'occasion de se prononcer et n'ont même pas vu le texte. C'est exact quant à ce deuxième point, mais, si on devait répondre à la deuxième préoccupation du député, je pense qu'on devrait le faire dans un contexte où il nous dit très clairement qu'il s'oppose aux

dispositions que nous présentons et, deuxièmement, je crois que ça confinerait nos amis de l'Opposition dans d'autres projets de loi à ne pas nous faire de longs discours sur les problèmes de la réglementation contraignante pour les groupes de citoyens, alors qu'effectivement l'objectif visé ici, c'est un assouplissement. Si on doit, pour répondre aux pressions de l'Opposition, accepter de remettre cet amendement, je voudrais qu'on obtienne des réponses très claires aux deux autres questions.

M. Leduc (Saint-Laurent): Le ministre dit que je me prononce pour les CA. Ce n'est pas plus vrai que lui se prononce pour les CGA. Pas du tout, je n'ai jamais dit ça. Ayez donc le courage de modifier les trois lois et de régler le problème des trois corporations de comptables. C'est ça le problème. Là, vous arrivez par la porte d'en arrière, vous modifiez les règles du jeu - je le dis - à l'occasion d'une modification de la Loi sur le Service des achats du gouvernement. Imaginez-vous donc! Comment voulez-vous trouver...

M. Johnson (Anjou): Non, non, non, non.

M. Leduc (Saint-Laurent): Oui, oui, l'article 147, c'est ça. Comment voulez-vous qu'à la lecture de cette loi omnibus on puisse - lors d'un papillon, d'autant plus - être informés? Comment voulez-vous que cet ordre, qui a des droits... Qu'ils soient exorbitants, c'est une autre chose. On me dit: Êtes-vous prêt à prendre position là-dessus? Je ne sais pas si je suis prêt, mais je voudrais peut-être qu'on discute. Amenez-nous le projet de loi, amenez-nous un décret, adoptez un règlement, amenez-le-nous et on va le regarder. Mais réglez le problème dans son entier, pas à l'occasion d'une modification de la Loi sur le Service des achats du gouvernement, qu'on enlève des droits aux CA... Dire que je suis pour les CA, mais pas du tout! Je ne qualifierai pas cela, pas plus que je dis que le ministre est pour les CGA. Je n'ai jamais dit cela. Je ne pense pas qu'il ait dit cela non plus. Il peut nous dire: Ecoutez! c'est un organisme à but non lucratif. Il y en a tellement d'organismes à but non lucratif. À ce moment-là, c'est quoi la prochaine étape? Quel organisme va avoir droit à une vérification faite par des CGA, des RIA? C'est la question que je pose. Est-ce qu'on va étendre cela morceau par morceau? Si on veut m'apporter une modification globale, je vais la regarder.

J'ai appelé l'ordre des CA et on m'a dit - c'est une question que je pose au ministre - qu'apparemment le gouvernement s'apprêtait à permettre aux CGA de faire de la vérification dans le secteur hospitalier. Apparemment, à la suite d'une intervention des CA, vous avez reculé. Est-ce que c'est

vrai? Je veux savoir cela. C'est exactement ce que l'ordre des CA m'a dit. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de faire de la démagogie avec cela; pas du tout. Moi, je ne veux pas du tout faire de la démagogie. Je veux simplement qu'on regarde le problème. Ces gens-là me sont sympathiques et d'autres qui viendraient me seraient tout aussi sympathiques, mais je ne pense pas que j'accepterais comme notaire qu'on me dépossède de certains privilèges lors de l'adoption d'une autre loi. Je ne le pense pas. Qu'on touche à ma loi... C'est un peu comme un procès. Je ne pense pas qu'on ait le droit de faire le procès de quelqu'un sans que la personne soit mise en cause. Il me semble que c'est assez élémentaire. J'écoutais tantôt le député de Châteauguay. Il a absolument raison. C'est vrai. La question, il l'a bien saisie. Il a dit: Écoutez! il y aurait peut-être lieu qu'on change cela. Il a peut-être raison. Mais qu'on modifie la loi à ce moment-là, qu'on s'attaque vraiment au problème. Cela fait douze ans qu'on parle de ce problème et, à l'occasion d'un papillon dans un projet de loi omnibus, on va changer toutes les règles du jeu? Je ne peux pas être d'accord avec cela et qu'on ne me prête pas des intentions, qu'on ne fasse pas de procès, qu'on ne fasse pas de démagogie avec cela en disant que je suis pour les CA ou contre les CGA. Ça, c'est faux. Je n'ai jamais dit que le ministre était pour les CGA, et je ne le dirai jamais, à part cela. Je pense que, si on est pour l'ensemble de la population, on doit essayer de protéger les droits de tous les citoyens, mais on doit le faire dans l'ordre. On est une société organisée et je pense qu'on doit respecter les règles du jeu. Respectons-les et peut-être que nous aurons l'occasion de revenir.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, pour couper court à ce qui semble s'amorcer comme une très longue discussion, je dirai que, tout en reconnaissant que ce papillon qui est intervenu aujourd'hui ne nous met pas à l'abri de la critique, que la corporation n'a pas pu exprimer son opinion, soyons conséquents également avec nous-mêmes: l'effet pratique du retrait de cet amendement que nous demande le député de Saint-Laurent sera de priver un certain nombre de garderies de pouvoir, avec plus de souplesse, fonctionner et de devoir attendre que nous revenions devant l'Assemblée nationale à l'occasion peut-être d'un autre projet de loi omnibus qui toucherait d'autres dispositions concernant l'office de garde ou encore des modifications au Code des professions ou à d'autres lois qui pourraient toucher les attributions des différents corps professionnels dont on parle.

M. le Président, je retirerai l'amendement dans ces circonstances pour éviter tout débat additionnel et compte tenu

de la pétition de principe que nous fait l'Opposition, qui pourrait nous entraîner longuement dans la nuit. Je pense que l'office de garde ainsi que les autres organismes touchés par ce projet de loi omnibus ont besoin d'autre chose.

Le Président (M. Blank): M. le député de D'Arcy McGee.

M. Marx: Juste un mot. Je suis très sensible aux demandes de l'office des services de garderie, mais je pense que le ministre a pris une décision sage dans le sens que c'est un projet de loi omnibus qui est censé être une loi publique et on a déjà convenu, c'est-à-dire l'Opposition avec le prédécesseur de l'actuel ministre de la Justice, de ne pas légiférer sur le fond à la dernière minute parce que c'est une loi publique et qu'on veut aviser tout le monde de ses droits et permettre aux gens de faire des représentations. Je suis tout à fait d'accord avec cette décision que je qualifie de sage.

M. Leduc (Saint-Laurent): Moi également.

M. Johnson (Anjou): L'article 148...

Le Président (M. Blank): L'amendement à l'article 147.3...

M. Johnson (Anjou): Est retiré. M. le Président, on recommence au début du projet de loi?

Le Président (M. Blank): L'article 1.

M. Johnson (Anjou): Nous avons un amendement, M. le Président. Je crois que l'Opposition l'a déjà entre les mains.

(Suspension de la séance à 21 h 2)

(Reprise à 21 h 6)

Le Président (M. Blank): On reprend la séance avec l'article 1.

Articles en suspens

M. Johnson (Anjou): M. le Président, nous avons un projet d'amendement à l'article 1. Pour les fins essentiellement de la transcription, au Journal des débats, je vais faire la lecture d'une note de quelques lignes qui se lit comme suit: "L'article 34 de la loi sur l'accès a été sanctionné le 23 juin 1982. Dans cet article, on se référerait à l'article 117 de la Loi sur la fonction publique (LRQ, chapitre F-3.1) qui a été remplacé par les articles 124.1 de la Loi sur

l'Assemblée nationale (LRQ, chapitre A-23.1) et 11.5 de la Loi sur l'exécutif (LRQ, chapitre E-18). Or, l'article 34 de la loi sur l'accès qui a été modifié par l'article 132 de la Loi sur la fonction publique (1983, chapitre 55), ne fait pas référence à cet article 11.5 de la Loi sur l'exécutif. La présente modification est donc une modification de concordance." C'est clair?

M. Marx: Très! Pour ceux qui ont écrit l'article!

M. Johnson (Anjou): En fait, M. le Président, c'est qu'on remplace 117 par 124.1 et 11.5.

Le Président (M. Blank): Est-ce un nouvel article?

M. Johnson (Anjou): Oui, c'est cela. Vous avez le projet d'amendement.

Le Président (M. Blank): C'est un nouvel article. Cela deviendra 1.1.

M. Johnson (Anjou): L'amendement étant un nouvel article, ensuite, on fera la renumérotation. C'est 1.1, en fait.

M. Marx: Puis-je demander au ministre de m'expliquer cela en français maintenant?

M. Johnson (Anjou): Pour l'essentiel...

M. Marx: Mais, si vous voulez, votre légiste... Je ne vois pas de problème. Qu'il s'identifie...

M. Gélinas (Claude): Claude Gélinas. Essentiellement, c'est pour remplacer cette référence qu'on faisait à l'article 117 de la Loi sur la fonction publique qui était la loi 50, à l'époque. Cet article 117 a été sectionné en deux, en somme. On a modifié la Loi sur l'Assemblée nationale pour y inclure des dispositions en ce qui concerne les cabinets, les personnes ayant des titres propres à des fonctions de l'Assemblée nationale et on a ensuite inclus et modifié, dans la Loi sur l'exécutif, tout une série d'articles pour y inclure les cabinets ministériels. Le but de l'article 34 était de prévoir que les documents du cabinet du président de l'Assemblée nationale ou du cabinet des personnes qui étaient visées par l'article 117 de la Loi sur la fonction publique, c'est-à-dire la loi 50, n'étaient pas accessibles. C'est un principe qui a déjà été adopté par l'Assemblée nationale au mois de décembre 1982, si je me souviens bien. C'est simplement pour faire une concordance avec cet article qui avait été adopté et qui a été modifié par la suite, lorsqu'on a adopté la nouvelle Loi sur la fonction publique, en décembre 1983. Essentiellement, c'est une

omission qui avait été faite au moment où on a adopté la nouvelle Loi sur la fonction publique, en décembre 1983, et on fait simplement rétablir le principe de base. C'est une modification de concordance.

M. Johnson (Anjou): En d'autres termes, on a déjà voté là-dessus et l'effet de scinder, par une loi subséquente, les dispositions qui couvraient, d'une part, les membres de l'Assemblée nationale et, par ailleurs, les membres du Conseil exécutif, a fait qu'on a laissé à découvert, a posteriori, les membres du Conseil exécutif. Ce qu'on fait, c'est qu'on rétablit le principe qui était dans la loi initialement.

Une voix: D'accord.

M. Marx: Étant donné cette explication, on est d'accord pour l'adopter.

Le Président (M. Blank): L'amendement à l'article 1 est-il adopté?

Une voix: Amendé.

Le Président (M. Blank): L'article 1 amendé est-il adopté?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Blank): Adopté.

M. Johnson (Anjou): À l'article 1.1, M. le Président, un amendement déjà déposé est entre les mains de l'Opposition.

Le Président (M. Blank): Oui, on a un amendement à l'article 1.1. L'article 1 devient l'article 1.1.

M. Johnson (Anjou): Voilà!

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): Adopté. Le nouvel article 1.1.

M. Johnson (Anjou): L'article vise à éliminer la restriction selon laquelle seul un programme d'activités de travail ou de formation établi par le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu peut être proposé comme un plan de relèvement.

En somme, les modifications présentées à la Loi sur l'aide sociale ont pour but de permettre au chef de famille monoparentale d'effectuer un retour aux études postsecondaires et universitaires à temps complet. Un mémoire en ce sens a déjà été présenté au Conseil des ministres. Ces choses ont fait l'objet d'un certain nombre de discussions. Il y a eu autorisation de mise sur pied d'un programme expérimental temporaire de retour aux études

postsecondaires pour les chefs de famille monoparentale bénéficiaires de l'aide sociale. Une modification à l'article 11 permettra au ministre de l'Éducation, en collaboration avec le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, de créer ce programme spécial à l'intention des chefs de famille monoparentale.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): Article 1.1, adopté. Article 2?

M. Johnson (Anjou): Article 2, M. le Président. L'article permet au ministre - je parle toujours du ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu - dans le cadre d'un plan de relèvement, de continuer à verser l'aide, malgré l'article 7, aux familles monoparentales qui participent à un programme de formation désigné par le règlement.

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Blank): L'article 2 est-il adopté?

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Blank): Adopté. L'article 3?

M. Johnson (Anjou): L'article est de concordance et consiste simplement à ajouter la référence à l'article 11.0.1.

Le Président (M. Blank): L'article 3 est-il adopté?

M. Marx: Adopté.

M. Johnson (Anjou): Pourrait-on continuer avec le même ministère?

M. Marx: Oui.

M. Johnson (Anjou): On irait donc à l'article 177 qui touche...

Le Président (M. Blank): L'article 177?

M. Johnson (Anjou): L'article vise à permettre au gouvernement d'abroger les règlements en vigueur en matière de formation et de qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

M. Marx: Est-ce que cela entre dans la politique du gouvernement de déréglementer?

M. Johnson (Anjou): Oui, monsieur.

M. Marx: Ah bon!

Le Président (M. Blank): L'article 177 est adopté.

M. Johnson (Anjou): L'article 177?

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Blank): Oui.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, on me dit que l'Opposition avait demandé de suspendre l'article 183 concernant la Société immobilière. On pourrait peut-être y aller maintenant.
(21 h 15)

Le Président (M. Blank): L'article 183 qui était suspendu est maintenant adopté?

M. Johnson (Anjou): Je pense qu'il y avait un amendement, c'est l'amendement qui est adopté, M. le Président.

Le Président (M. Blank): L'amendement...

M. Johnson (Anjou): En fait, c'est parce que l'article 183 du projet était remplacé par un article.

Le Président (M. Blank): L'article 183 tel qu'adopté.

M. Marx: Je comprends que...

M. Johnson (Anjou): Non, tel qu'amendé.

Le Président (M. Blank): L'amendement est adopté et l'article est adopté tel qu'amendé.

M. Marx: Je comprends qu'un fonctionnaire de votre ministère a consulté le député de Vaudreuil-Soulanges qui est d'accord avec cette modification. Donc, nous sommes d'accord.

M. Johnson (Anjou): Alors, par concordance, en adoptant l'amendement, nous retirons donc du projet de loi l'article 184.

M. Laplante: Au complet?

M. Johnson (Anjou): Au complet.

Le Président (M. Blank): L'article 184?

M. Johnson (Anjou): Oui.

Le Président (M. Blank): Retiré.

M. Johnson (Anjou): Article 15, M. le Président, avec un papillon qui est de concordance.

Le Président (M. Blank): Article 15.1.

M. Johnson (Anjou): Article 15.1 qui est disponible. L'objet proposé par voie d'amendement qu'on se trouve à insérer après l'article 15 est le suivant: 15.1. Je n'en fais pas lecture, le texte est disponible. Cette modification vise à corriger une omission qui a été faite lors de l'étude du projet de loi 51, qui est la Loi sur la fonction publique, de décembre 1983. L'article 138 de ce projet de loi remplaçait le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 du Code du travail sans tenir compte d'une modification adoptée par l'Assemblée nationale en juin 1983 par l'article 1 de la Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives, au chapitre 22 des lois de 1983.

En vertu de cette dernière loi, la définition de "salarié" avait été modifiée par l'addition, à la neuvième ligne du sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, après les mots "la présente loi", des mots "du commissaire de la construction ou du commissaire au placement et de ses adjoints visés dans la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (LRQ, chapitre R-20)". C'est également un amendement de concordance avec la Loi modifiant le Code du travail, en 1983.

M. Marx: Étant donné cette explication, puisque c'est une modification de concordance, nous sommes d'accord.

Le Président (M. Blank): Article 15.1, adopté.

Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales

M. Johnson (Anjou): Aux Affaires internationales, M. le Président, l'article 58 et suivants. L'article 58 introduit la notion de majuscule.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Johnson (Anjou): Bien, c'est cela. Pour corriger le texte de loi, il faut procéder de cette façon.

M. Marx: Si on attend jusqu'à la prochaine session, cela pourra tout changer.

M. Johnson (Anjou): Je vous ferai remarquer que le Conseil des ministres a adopté un certain nombre de décrets, au mois de mars, en vertu de la Loi sur l'exécutif. Cette Loi sur l'exécutif, comme on le sait, donne le pouvoir au Conseil des ministres d'attribuer les fonctions ministérielles en modifiant par décret les attributions qu'on retrouve habituellement dans les lois. La loi ici vient prendre acte, à toutes fins utiles, de ces décisions du Conseil exécutif exercées conformément à la Loi sur

l'exécutif.

M. Marx: Je voudrais poser une question technique au ministre. Supposons que, d'ici quelques mois, le gouvernement en place décide d'intégrer les affaires canadiennes aux autres affaires intergouvernementales. Ce serait nécessaire, une autre fois, de changer le ministère, le titre, etc.

M. Johnson (Anjou): D'abord, ça m'apparaît assez peu probable, M. le Président. À moins que vous ne me disiez que, d'ici quelques mois, le Québec deviendra un État souverain...

M. Marx: Si cela arrive, ça serait bien facile parce que ce sera la Loi sur le ministère des Relations internationales et le Canada sera inclus comme un des pays étrangers. Ce n'est pas l'option du ministre actuel de voir les choses comme ça.

M. Johnson (Anjou): Quand l'Exécutif décide de modifier les attributions ministérielles, ça se fait habituellement à la faveur d'un remaniement ministériel et de toutes sortes de considérations d'orientation de l'Exécutif. Quand il vient, par la suite, faire sanctionner ses décisions par voie législative, à toutes fins utiles, il y a là les bases d'un fonctionnement de secrétariat, par exemple, ce qui est le cas du Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes au Conseil exécutif. On peut croire que, trois mois après, il n'y aura pas de changement.

M. Marx: On change donc le titre du ministère.

Le Président (M. Blank): L'amendement à l'article 58 est-il adopté? Adopté.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que l'article 58 est adopté?

Le Président (M. Blank): L'article 58 tel qu'amendé est adopté.

M. Johnson (Anjou): L'article 59, M. le Président. Depuis l'adoption de la Loi sur la Fonction publique en décembre 1983, la formulation des articles sur l'organisation des ministères dans les lois constitutives de la plupart des ministères doit être reprise. Cet article donne suite en fait à la volonté gouvernementale d'uniformiser la rédaction de ces dispositions dans l'ensemble de ses lois. Il n'y a pas de changement substantiel autrement que la reprise et la reformulation des articles qui auraient pu être faites même s'il n'y avait pas eu les décrets.

Le Président (M. Blank): Il y a un

amendement à l'article 59.

M. Johnson (Anjou): Oui, je m'excuse.

Le Président (M. Blank): L'article 9 devient l'article 8.1.

M. Johnson (Anjou): C'est ça. Est-ce qu'on peut adopter l'amendement, M. le Président?

Le Président (M. Blank): On peut adopter l'amendement et parler sur le fond de l'article amendé.

M. Johnson (Anjou): Sur le fond, je viens de l'évoquer, M. le Président.

Le Président (M. Blank): L'article 59 tel qu'amendé est adopté. J'appelle l'article 60.

M. Johnson (Anjou): La même chose, M. le Président.

Le Président (M. Blank): L'article 60 est-il adopté? Adopté. J'appelle l'article 61.

M. Johnson (Anjou): Cet article vise à remplacer l'intitulé du chapitre.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 61 est adopté. J'appelle l'article 62.

M. Johnson (Anjou): Cette modification fait suite au partage des responsabilités établi par les décrets adoptés en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif. Le quatrième alinéa est devenu le deuxième alinéa.

Le Président (M. Blank): L'article 62 est-il adopté?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Blank): Adopté. J'appelle l'article 63.

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 63 est-il adopté? Adopté. J'appelle l'article 64.

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 64 est-il adopté? Adopté. J'appelle l'article 65.

M. Johnson (Anjou): Concordance.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 65

est adopté. J'appelle l'article 66.

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 66 est adopté. J'appelle l'article 67.

M. Johnson (Anjou): Même chose.

Le Président (M. Blank): L'article 67 est-il adopté?

M. Marx: Les ententes intergouvernementales pour les ententes internationales. D'accord.

Le Président (M. Blank): Adopté. J'appelle l'article 68.

M. Johnson (Anjou): Même chose.

Le Président (M. Blank): L'article 68 est-il adopté?

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): Adopté. J'appelle l'article 69.

M. Johnson (Anjou): Même chose, mais en plus l'addition du deuxième alinéa a pour objet de permettre au ministre de déléguer de façon expresse et par écrit son pouvoir de signature à une personne donnée pour une entente spécifique.

Le Président (M. Blank): L'article 69 est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): C'est l'équivalent du ministre plénipotentiaire.

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 69 est adopté. L'article 70?

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 70 est adopté. L'article 71?

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 71 est adopté. À l'article 72, il y a un amendement.

M. Johnson (Anjou): L'amendement, c'est de remplacer, dans la troisième ligne du paragraphe deuxième, le mot "ou" par le mot "et".

Le Président (M. Blank): Est-ce que l'amendement est adopté?

M. Johnson (Anjou): En fait, c'est une erreur de copiste.

Le Président (M. Blank): Est-ce que l'article tel qu'amendé est adopté?

M. Johnson (Anjou): Sur l'article, j'ai un commentaire. Pour l'essentiel, il s'agit encore une fois de la concordance qui fait suite au partage des responsabilités. Par ailleurs, l'expression "une organisation internationale" a été ajoutée au paragraphe 1 du premier alinéa. Il s'agit d'une modification qu'il y a lieu d'apporter en vue de compléter le texte dans l'esprit de l'article 16. On corrige ainsi une lacune du texte actuel qui fait que les organismes auxquels s'applique la prohibition de l'article 20 peuvent conclure des ententes avec des organisations internationales alors que nous ne permettons pas qu'ils le fassent avec des gouvernements étrangers dont sont pourtant composées les organisations internationales. Deuxièmement, le dernier alinéa de l'article 20 n'est pas reproduit. Cet alinéa vise en pratique, essentiellement, les organismes dans le Grand-Nord québécois qui transigent sur une base quotidienne avec le gouvernement fédéral.

Le Président (M. Blank): L'article 72 tel qu'amendé est adopté. L'article 73?

M. Johnson (Anjou): Cette partie-là, évidemment, se retrouve dans la partie sur les Affaires intergouvernementales canadiennes.

Le Président (M. Blank): L'article 73 est adopté. L'article 74?

M. Marx: Cette partie... Un instant.

M. Johnson (Anjou): L'expression "à l'extérieur du Québec" est supprimée car les institutions parlementaires dont il peut être question sont forcément situées à l'extérieur du Québec puisqu'il n'y en a qu'une au Québec. L'expression est donc inutile.

La représentation du Québec à l'étranger

Le Président (M. Blank): L'article 74 est adopté. L'article 75.

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 75 est adopté. L'article 76?

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 76 est adopté. L'article 77?

M. Johnson (Anjou): Concordance, et le nouvel alinéa se retrouve à l'article 32 de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales. Ce dernier article est abrogé par le projet de loi omnibus.

Le Président (M. Blank): L'article 77 est adopté. L'article 78?

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 78 est adopté. L'article 79?

M. Johnson (Anjou): Cette modification a pour but de mettre en évidence le fait que les accords ou les ententes sont assujettis à l'approbation gouvernementale et à la signature tant du ministre des Relations internationales que du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Le Président (M. Blank): L'article 79 est adopté. L'article 80?

M. Johnson (Anjou): La modification a pour but de confier au ministre des Relations internationales la gestion complète, y compris la responsabilité d'acquiescer ou de louer les immeubles nécessaires à la fois pour les délégations du Québec et les lieux de résidence du personnel affecté à ces délégations. Jusqu'à maintenant, cette responsabilité était exercée par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. À toutes fins utiles, c'est une affaire pratique. Il y a une expertise qui se développe dans ces questions immobilières dans le ministère.

Le Président (M. Blank): L'article 80 est adopté. L'article 81?

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 81 est adopté. L'article 82?

M. Johnson (Anjou): Il vise à permettre au ministre d'affecter à l'étranger toute personne et pas seulement des fonctionnaires. Pour une meilleure compréhension, il regroupe dans le même article le cas des personnes qui sont affectées à l'étranger et qui relèvent d'un autre ministère.

Le Président (M. Blank): L'article 82 est adopté. À l'article 83, il y a un amendement.

M. Johnson (Anjou): L'article 83.1.

Le Président (M. Blank): Plus loin. L'article 83 est adopté.

M. Johnson (Anjou): Concordance avec l'article 82, et il y aurait l'article 83.1.

Le Président (M. Blank): L'article 83.1.

M. Johnson (Anjou): Il vise à insérer, après l'article 83, le suivant: "83.1 L'article 32 de la loi est abrogé." Le commentaire que je fais est le suivant. L'article n'a plus sa raison d'être compte tenu de l'amendement apporté par l'article 77 du projet de loi omnibus et de l'article 59 de ce même projet de loi qui remplace l'article 5 de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales lequel prévoit déjà que le personnel du ministère est nommé et rémunéré conformément à la Loi sur la fonction publique.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 84? (21 h 30)

M. Johnson (Anjou): Il s'agit ici de reconnaître qu'il appartient au Conseil du trésor d'exercer les pouvoirs du gouvernement en ce qui concerne la détermination des conditions de travail des personnes qui sont affectées à l'étranger. La modification est conforme à la nouvelle Loi sur la fonction publique.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 84 est adopté. J'appelle l'article 85.

M. Johnson (Anjou): C'est de concordance.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 85 est adopté. J'appelle l'article 86.

M. Johnson (Anjou): Même chose.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 86 est adopté. J'appelle l'article 87.

M. Johnson (Anjou): En plus de l'aspect de concordance des décisions concernant l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, l'ajout de l'expression "conformément à la loi" met en évidence le fait que les ententes qui sont visées à l'article 35 sont sujettes à l'approbation gouvernementale et à la signature tant du ministre des Relations internationales que du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Blank): L'article 87

est adopté. J'appelle l'article 88.

M. Johnson (Anjou): C'est de concordance.

M. Marx: Adopté.

Loi sur le Conseil du statut de la femme

Le Président (M. Blank): Adopté. Cette section est finie. La prochaine. Quel article maintenant? 23.1, papillon.

M. Johnson (Anjou): L'article 23.1, M. le Président. Il y a un papillon, M. le Président, à l'article 23.1 que vous avez, je crois. C'est cela. Essentiellement, c'est une modification de concordance avec la Loi sur la fonction publique où on introduit le secrétaire du Conseil du trésor plutôt que le sous-ministre de la fonction publique étant donné qu'il n'y a plus de ministère de la Fonction publique.

M. Marx: D'accord.

Le Président (M. Blank): L'amendement de l'article 23.1 est adopté. Est-ce que le nouvel article 23.1 est adopté?

M. Marx: Adopté.

M. Johnson (Anjou): Adopté. L'article 53, M. le Président.

Loi sur les mines

Le Président (M. Blank): J'appelle l'article 53.

M. Johnson (Anjou): À l'article 53, M. le Président, il s'agit du secteur des mines. Nous avons avec nous nos juristes de ce secteur. Si vous avez des questions particulières. L'article 53 vise essentiellement à augmenter des tarifs qui passent de 10 \$ à 25 \$.

M. Marx: De 10 \$ à 25 \$ pourquoi?

M. Johnson (Anjou): Il s'agit d'augmenter les...

M. Marx: Pour avoir un permis. Est-ce cela?

M. Johnson (Anjou): Ce sont les droits prévus pour l'obtention du permis de prospecteur de façon à l'ajuster au taux qui est en vigueur dans les autres provinces et à compenser l'augmentation des coûts.

M. Marx: D'accord.

Le Président (M. Blank): L'article 53 est adopté. J'appelle l'article 54.

M. Johnson (Anjou): L'article 54. La modification a pour effet d'augmenter le montant des droits prévus pour l'obtention d'un permis de mise en valeur de façon à l'ajouter au taux des autres. On passe de 0,60 \$ à 0,75 \$.

M. Marx: Juste pour le Journal des débats, c'est 0,60 \$ depuis quand?

M. Hamel (Jean): Je crois que c'est...

M. Johnson (Anjou): Pouvez-vous vous identifier, s'il vous plaît?

M. Hamel: Jean Hamel, du ministère de l'Énergie et des Ressources. Je crois que c'est depuis 1970 que cette taxe n'a pas été augmentée.

M. Marx: Je vois que le gouvernement est en retard avec sa réforme...

Le Président (M. Blank): L'article 54 est-il adopté?

M. Marx: ...des droits des permis.

M. Johnson (Anjou): Oui, l'article 54 est adopté.

M. Marx: J'aimerais insister sur le fait que ce n'est pas la faute du ministre de la Justice.

Le Président (M. Blank): Les mines sont terminées.

Loi modifiant la Loi sur les mines

M. Johnson (Anjou): Il y a une modification de concordance dans le secteur des mines à l'article 182, M. le Président.

Le Président (M. Blank): Oui.

M. Johnson (Anjou): D'accord. C'est une modification de concordance avec une abrogation concernant l'article 268 de la loi.

Le Président (M. Blank): L'article 182 est-il adopté?

M. Marx: Oui.

Loi sur le régime des eaux

M. Johnson (Anjou): Loi sur le régime des eaux, M. le Président, article 130. En vertu de l'article 68, seul le détenteur de forces hydrauliques du domaine public paie des redevances statutaires. Cette modification a pour but de prévoir que, désormais, peu importe que le détenteur de forces hydrauliques soit sur des terres publiques ou privées, il doit payer la

redevance statutaire lorsqu'il génère de l'électricité.

M. Marx: Peut-on avoir un exemple de l'application de cette modification?

M. Gagnon (Robert): Oui, prenons l'Alcan. L'Alcan détient des forces hydrauliques du domaine public à la rivière Péribonka. C'est un bail. Sur le Saguenay, elle détient le site en pleine propriété. Lorsque Alcan vend de l'électricité, on ne sait pas d'où cette électricité provient parce que c'est un réseau. Donc, il faut faire de l'acrobatie pour essayer de savoir d'où vient cette énergie.

Le Président (M. Blank): Quel est votre nom?

M. Gagnon (Robert): Robert Gagnon.

M. Marx: Et maintenant, comment est-ce que cela va fonctionner?

M. Gagnon (Robert): Présentement, c'est le producteur qui va être taxé entièrement.

M. Marx: Maintenant, il sera taxé...

M. Gagnon (Robert): Indépendamment de la nature de son site.

M. Marx: Et supposons qu'Alcan... C'est à Shipshaw?

M. Gagnon (Robert): À Shipshaw, c'est le Saguenay. C'est privé.

M. Marx: C'est privé, Shipshaw. Donc, ils vont payer des redevances sur l'électricité utilisée par Alcan aussi?

M. Gagnon (Robert): Oui.

M. Marx: Et par d'autres personnes.

M. Gagnon (Robert): Oui, c'est cela.

M. Marx: Quand c'est vendu à d'autres. Présentement, si c'est Alcan qui l'utilise, elle n'a pas de redevances à payer.

M. Gagnon (Robert): Oui, elle a une redevance présentement. On ne bonifie pas cette redevance pour son utilisation. Elle la paie.

M. Marx: Elle la paie. Donc, qu'est-ce qu'on modifie ici?

M. Gagnon (Robert): On enlève la distinction entre un détenteur, celui qui détient des droits en vertu d'un bail et celui qui détient des droits en vertu des lettres

patentes ou un acte de vente notarié. Vu la nouvelle constitution canadienne, ce n'est plus nécessaire de faire cette distinction entre les deux.

M. Hamel: C'est parce qu'il y avait une ambiguïté auparavant. La loi faisait une distinction entre le détenteur des forces hydrauliques, celui, par exemple, qui les louait et celui qui était le propriétaire. On taxait le propriétaire. S'il vendait l'électricité à un tiers, on ne pouvait plus le taxer parce que la taxe se trouvait à être dans le prix de vente, ni plus ni moins. Cela devenait une taxe indirecte.

M. Marx: Ah bon!

M. Hamel: Alors là...

M. Marx: Maintenant, je comprends!

M. Hamel: Depuis l'amendement de l'article 92a, une province peut maintenant taxer directement...

M. Marx: C'est cela.

M. Hamel: ...les forces hydrauliques, le propriétaire et le...

M. Marx: D'accord.

Le Président (M. Blank): L'article 130 est-il adopté?

M. Marx: Adopté. C'est intéressant, ça.

Le Président (M. Blank): L'article 131?

M. Johnson (Anjou): Concordance.

Le Président (M. Blank): L'article 131 est adopté. Article 132?

M. Johnson (Anjou): Même objectif que le précédent.

Le Président (M. Blank): L'article 132, adopté.

Loi sur la vente du métal brut

M. Johnson (Anjou): On est rendu à...? 132, adopté? L'article 174, Loi sur la vente du métal brut. En vertu de l'article 174, la Loi sur la vente du métal brut (Lois refondues du Québec, chapitre V-5) est abrogée au complet. Je suis sûr que cela va faire plaisir au député de D'Arcy McGee. Non seulement on abroge des règlements, mais on abroge une loi au grand complet.

M. Marx: Il est temps que le gouvernement suive mes suggestions.

Le Président (M. Blank): L'article 174, adopté.

M. Marx: J'espère que le ministre a bien compris qu'en vertu de la nouvelle constitution, au sujet des ressources naturelles, on a donné plus de pouvoirs au Québec. J'espère qu'en négociant l'acceptation de la constitution, le Québec ne va pas redonner ses droits au fédéral.

Lois sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, des enseignants et des fonctionnaires

M. Johnson (Anjou): L'article 126, M. le Président? On aura les articles 126, 127, 128 et 129. Je résume ce qu'il y a là-dedans. Ils touchent le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics qui sont de nature technique. Je vais laisser M. Gélinas le dire.

M. Gélinas: J'avais demandé à M. Marx cet après-midi s'il voulait que des gens de la CARRA soient ici pour répondre aux questions de l'Opposition. J'ai consulté également M. Johnson, le député de Vaudreuil-Soulanges, pour savoir s'il avait des commentaires également. Il m'a laissé entendre qu'il n'avait pas de commentaires. Il s'agissait d'amendements de nature technique et qu'il n'y avait pas d'objection à leur adoption.

M. Marx: Je suis toujours d'accord avec M. Johnson, député de Vaudreuil-Soulanges.

M. Johnson (Anjou): Vous devriez arrêter au début de la phrase. L'article 126 est-il adopté, M. le Président?

M. Cusano: Je voudrais savoir la nature justement de...

M. Johnson (Anjou): La modification à l'article 126 a pour but de permettre à un cadre supérieur de la fonction publique d'accepter l'ajout d'un nombre inférieur au nombre que la loi et les règlements lui accordent présentement.

M. Cusano: Cela veut dire quoi?

M. Johnson (Anjou): Pour une retraite anticipée.

M. Cusano: Ah bon.

Le Président (M. Payne): L'article 126 est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): Article 127. Depuis le 2 février 1984, les membres du personnel des députés travaillant à l'Assemblée

nationale ne sont plus visés par la Loi sur la fonction publique. La modification a donc pour objet de permettre la continuation de la participation de ces personnes à un régime de retraite et viser également ceux qui sont dans les cisconscriptions.

M. Cusano: Vous me donnez le droit de parole?

Le Président (M. Payne): Absolument. Il a dit: Adopté.

M. Cusano: Il faudrait encore des renseignements. On parle de l'enseignant qui devient membre du personnel du cabinet du lieutenant-gouverneur, etc. Si on parle des enseignants qui sont membres du RREGOP ou qui sont membres du RRE.

M. Johnson (Anjou): Non, c'est une autre loi.
(21 h 45)

M. Cusano: Non, je ne suis pas enseignant. Je veux m'assurer qu'on ne se réfère pas... Est-ce qu'on se réfère au RRE?

M. Johnson (Anjou): Oui.

M. Cusano: Si on se réfère au RRE, lorsqu'il en sort, il ne peut plus le réintégrer.

Une voix: Non, non. C'est la même chose que le reste également.

M. Johnson (Anjou): C'est cela, c'est la même chose, d'accord?

M. Cusano: D'accord.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que cela va pour l'article 127, M. le Président?

Le Président (M. Payne): L'article 127 est-il adopté?

M. Marx: Adopté.

M. Johnson (Anjou): Article 128.

Le Président (M. Payne): Article 128?

M. Johnson (Anjou): La modification a le même objectif que le précédent.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté également?

M. Johnson (Anjou): Est-ce cela votre réponse?

Le Président (M. Payne): Article 129?

M. Johnson (Anjou): Cela va? En fait, on a répondu à votre question lors du précédent.

Le Président (M. Payne): Article 129?

M. Johnson (Anjou): Article 129. La modification vise à abroger l'article 93. Cet article prévoit pour les personnes qui ne peuvent bénéficier d'une entente de transfert parce qu'elles sont entrées au service du gouvernement avant l'entrée en vigueur de l'entente ou dans l'année suivant cette entrée en vigueur, si elles ont obtenu le remboursement de leur cotisation du régime de départ, de faire créditer ces années en payant le double des cotisations qu'elles auraient versées au RRF sans intérêt.

Le Président (M. Payne): Adopté?

M. Marx: Objection?

M. Cusano: Non, non, je n'ai pas d'objection.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Payne): Très bien.

M. Johnson (Anjou): Article 147, M. le Président.

Loi sur le Service des achats

Le Président (M. Payne): Article 147?

M. Johnson (Anjou): Loi sur le Service des achats.

Le Président (M. Payne): On en a déjà adopté une partie? L'article 147...

M. Johnson (Anjou): Les articles 147.1 et 147.2 concernaient les services de garde, là on est à l'article 147 sur le Service des achats.

Le Président (M. Payne): C'est cela.

M. Johnson (Anjou): D'abord, la modification a pour objet de prévoir que le personnel du Service des achats du gouvernement est constitué de fonctionnaires nécessaires à l'exercice des fonctions du directeur de ce service et que ceux-ci sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique. De plus, l'article vise à accorder au ministre ou au directeur le pouvoir d'engager le Service des achats et de prévoir la délégation du pouvoir à un fonctionnaire du service. Cela, c'est l'article 147, M. le Président.

M. Marx: C'est cela, adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté? Ensuite?

M. Laplante: On ne réintègre pas l'amendement là-dedans, M. le ministre, pour ne pas changer d'idée.

Le Président (M. Payne): Ensuite?

Loi sur la Société de développement industriel

M. Johnson (Anjou): Article 172. La Loi sur la Société de développement industriel. On y arrive. La modification a pour but de permettre à un fonctionnaire autorisé de mandater par procuration écrite une autre personne pour la signature d'un acte déterminé au nom de la société. Est-ce que cela va?

Le Président (M. Payne): Oui. M. le ministre.

M. Johnson (Anjou): Voulez-vous que...? Je peux donner des détails parce qu'on a eu l'occasion d'en discuter assez longuement au comité de législation. La Société de développement industriel du Québec administre en ce moment un certain de programmes d'aide aux entreprises, comme on le sait. L'administration efficace du programme a nécessité une décentralisation du pouvoir décisionnel au niveau des régions. Dans cette optique, étendre la délégation du pouvoir de signer un acte déterminé au nom de la société permettrait à celle-ci d'atteindre un des objectifs qui sont visés par les politiques gouvernementales, à savoir l'augmentation du rendement de la fonction publique et de ses gestionnaires. En pratique, c'est qu'on peut avoir, par exemple, une quittance à donner à l'occasion d'un remboursement, d'un prêt sans intérêt ou des choses de cette nature. On est dans un contexte où il faut que celui qui est au siège social à Montréal se rende à Val-d'Or simplement pour aller faire signer la quittance alors qu'il s'agit d'un acte très simple.

M. Marx: ...par procuration?

M. Johnson (Anjou): Dans le fond, ce qu'on peut faire, c'est de faire faire par procuration ce type de transaction.

M. Marx: D'accord. On est pour l'efficacité.

Le Président (M. Payne): L'article 172 est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): L'article 172 est

adopté, M. le Président.

Le Président (M. Payne): J'avais compris qu'on était à l'article 172.

M. Johnson (Anjou): Oui. Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Payne): C'est cela. Oui.

M. Johnson (Anjou): Merci, M. le Président. Article 173.

Le Président (M. Payne): Très bien.

Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux

M. Johnson (Anjou): On est rendu à la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux. L'objet de l'article est de prévoir que les intérêts de placement et des autres revenus de la nature d'un profit sont versés au fonds consolidé du revenu uniquement à la demande du ministre des Finances.

M. Marx: Est-ce que l'objet de cet article est d'empêcher un ministre de garder un chèque dans sa poche pendant des semaines?

M. Johnson (Anjou): Non, mais dans le budget de son ministère.

Le Président (M. Payne): L'article 173 est-il adopté?

Une voix: Oui.

Loi sur la fonction publique

M. Johnson (Anjou): Nous en sommes, M. le Président, à l'article 185.

Le Président (M. Payne): Loi sur la fonction publique.

M. Johnson (Anjou): Oui. Alors, la modification qu'on retrouve à l'article 185 vise à rétablir les choses telles qu'elles existaient à l'article 19 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1), en confiant au gouvernement le soin de déterminer la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de la Commission.

Le Président (M. Payne): Adopté? Je m'excuse, M. le député de D'Arcy McGee.

M. Marx: "Vise à rétablir", c'est-à-dire qu'on a déjà modifié cela et maintenant on revient à la situation qui était avant la modification. Pourquoi?

M. Johnson (Anjou): Je me souviens, je pense qu'à l'occasion d'une nomination de quelqu'un qui faisait l'objet d'un vote de l'Assemblée nationale, vous aviez évoqué le fait qu'il faut revenir devant l'Assemblée nationale pour fixer l'ensemble des avantages sociaux alors qu'on peut maintenant, par décret gouvernemental, le fixer en fonction des politiques générales de la fonction publique.

M. Marx: Les avantages sociaux, mais on va mentionner le salaire à l'Assemblée nationale, le cas échéant.

M. Johnson (Anjou): À la demande sûrement...

M. Marx: Comme on le fait normalement...

M. Johnson (Anjou): À la demande, cela peut sûrement être fait.

M. Marx: Les augmentations, cela se fait à l'Assemblée nationale aussi. Comme aujourd'hui là...

M. Johnson (Anjou): C'est-à-dire que si les députés le demandent, de toute évidence, cela peut être fourni. Je dis simplement que, dorénavant, la fixation de l'ensemble des conditions de travail sera décidée par le gouvernement et non pas par résolution de l'Assemblée nationale,

M. Marx: D'accord.

Le Président (M. Payne): L'article 185 est adopté. Ensuite?

Dispositions transitoires et finales (suite)

M. Johnson (Anjou): M. le Président, les dispositions transitoires. L'article 186 a été adopté déjà. Nous sommes à l'article 187 qui est de concordance avec l'article 58.

Le Président (M. Payne): Adopté?

M. Johnson (Anjou): C'est la Loi sur l'exécutif.

M. Marx: C'est de concordance avec 58.

M. Johnson (Anjou): Avec l'article 58 qui touche le ministère des Relations internationales.

M. Marx: D'accord.

Le Président (M. Payne): L'article 187 est adopté.

M. Johnson (Anjou): J'avais dit 181, je m'excuse, c'était 187. L'article 188 maintenant, même chose, toujours concordance avec l'article 58.

Le Président (M. Payne): Adopté?

M. Marx: Oui.

M. Johnson (Anjou): À ce stade-ci, M. le Président, nous serions rendus à l'article 193 auquel nous ajouterons des papillons qui touchent la Commission de refonte des lois. D'abord 193.1, M. le Président.

M. Marx: Je n'ai pas reçu les papillons.

Le Président (M. Payne): Je pense que vous avez quatre papillons, le cinquième, on l'a adopté hier, si je me souviens bien.

M. Johnson (Anjou): Oui, on l'a adopté hier soir effectivement. Est-ce que vous avez cela, M. le député?

M. Marx: Oui, j'ai les papillons.

M. Johnson (Anjou): Alors, l'article 193.1, M. le Président, est inclus dans le projet de loi à la demande de la CARRA. Les employés de la commission scolaire ont opté par scrutin pour la participation au RREGOP le 29 avril 1977. Il a été résolu par le comité de retraite de la CARRA que ces employés soient réputés cotisants à ce régime depuis le 1er juillet 1974. La modification fait en sorte que l'assujettissement au RREGOP de ces employés soit conforme à la résolution du comité de retraite.

M. Marx: La CARRA, c'est quoi?

M. Johnson (Anjou): La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

M. Marx: Des régimes de retraite. Pouvez-vous expliquer cela un peu?

M. Johnson (Anjou): La CARRA?

M. Marx: Non, l'objet de l'article.

M. Johnson (Anjou): L'objet de cela. Ce sont les seules explications que j'ai. Je regrette de ne pas pouvoir être plus spécifique que cela mais, pour l'essentiel, c'est une technique qu'on rencontre et qu'on a déjà rencontrée dans le passé qui permet, à la suite d'une entente, de permettre à des personnes de bénéficier rétroactivement à une date déterminée des avantages d'un régime - alors, notamment, ici, le RREGOP - de telle sorte qu'on protège leurs droits acquis en fonction du régime qu'ils avaient

avant.

M. Marx: Cela modifie quelle loi?

M. Johnson (Anjou): On ne modifie pas une loi, c'est dans des dispositions transitoires.

M. Marx: Cela a rapport à quoi?

M. Johnson (Anjou): On dit: Les employés de la commission scolaire régionale de Yamaska qui ont, le 29 avril 1977, par scrutin, adopté...

M. Marx: C'est comme une loi distincte cela?

M. Johnson (Anjou): C'est cela exactement. Le coût est évalué à 70 000 \$.

M. Marx: Est-ce que toutes les personnes affectées par cela ont été consultées?

M. Johnson (Anjou): Oui, c'est à leur demande si je comprends bien.

M. Gingras (Benoît): À leur demande.

M. Marx: Dites cela.

M. Johnson (Anjou): Allez-y.

M. Gingras: Essentiellement, c'est pour protéger les droits acquis et c'était une question technique qui les empêchait de faire cette option au niveau du RREGOP.

M. Marx: D'accord. Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 193.1 est adopté.

M. Johnson (Anjou): L'article 193.2 et l'article 193.3 par voie d'amendement. Les articles 193.2 et 193.3 ont pour objet, essentiellement, de confier un nouveau mandat à la Commission de refonte, notamment pour faire tous les ajustements nécessaires dans notre législation concernant le système métrique. Pour résumer d'une façon peut-être un peu simpliste, je dirais pour ne pas être obligé finalement de revenir devant le Parlement, devant l'Assemblée nationale, pour régler les problèmes de concordance métrique, on en donne le mandat, en vertu de cette loi, à la commission qui procède d'office et dont les corrections ont valeur de loi.

M. Marx: Je me demande s'il n'était pas souhaitable, au moins dans certaines lois et certains règlements, de laisser...

M. Johnson (Anjou): Les mesures

impériales.

M. Marx: ...oui, les mesures impériales et métriques parce que, apparemment, le gouvernement fédéral va reculer dans certains domaines et permettre par exemple la vente de tapis à la verge et au mètre. Je pense qu'il y a des changements qui s'en viennent.

M. Johnson (Anjou): On m'assure à la commission qu'il y a un comité qui s'intitule le comité Métri-Québec qui est dirigé, je crois, par le ministère de l'Industrie et du Commerce, si je ne me trompe pas, qui, finalement, est un lieu où on centralise toutes ces données et toutes les connaissances qu'on a quant à cela. Il faut bien voir que l'amendement à la loi n'a pas d'effet automatique, cela dépendra de la méthode choisie par la commission. Donc, je prends bonne... (22 heures)

M. Marx: ...tout cela avec Métri-Québec.

M. Johnson (Anjou): Avec Métri-Québec, c'est cela.

M. Marx: Et on va coordonner, cela va de soi, avec le gouvernement fédéral. Car j'ai vu dans les journaux cette semaine que le gouvernement fédéral va peut-être modifier l'application de cette politique. Il a aussi écouté le peuple et sait que...

M. Johnson (Anjou): Ici cela va bien le système métrique.

M. Marx: La métrisation, comme l'indépendance, cela ne se fait pas facilement.

M. Johnson (Anjou): Mais on peut y arriver.

Le Président (M. Payne): L'article 193.2 est-il adopté?

M. Marx: Oui.

M. Johnson (Anjou): L'article 193.3, M. le Président. Enfin, on a couvert le sujet en parlant des articles 193.2 et 193.3.

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Payne): Donc on présume que les deux sont adoptés. L'article 193, tel qu'amendé, est-il adopté?

Une voix: Oui.

M. Johnson (Anjou): Alors, l'article 193.4 est de permettre aux municipalités de procéder de façon analogue à l'égard de

leurs règlements.

M. Marx: Un instant! On a adopté l'article 193.1.

M. Jotmson (Anjou): Oui, et 193.2 et 193.3.

M. Marx: ...193.2 et 193.3 sont? Le ministre n'a pas expliqué 2 et 3 et je pense que pour...

Le Président (M. Payne): C'était le moment... le corollaire.

M. Marx: ...les fins du Journal des débats ce serait souhaitable qu'il les explique.

M. Johnson (Anjou): Alors, l'article 193.2 vise à confier à la Commission de refonte des lois et règlements le mandat de procéder à la conversion au système métrique des mesures contenues dans les lois et règlements du Québec en se fondant sur les données qui lui sont fournies par les ministères et organismes concernés: Métri-Québec, par exemple.

L'article 193.3, lui, oblige la commission à transmettre au ministre de la Justice la liste des lois et, si elle a procédé à une nouvelle refonte, celle des règlements qui font l'objet d'une substitution d'unités de mesure, avec l'énumération des articles visés par cette substitution. Ces listes sont déposées à l'Assemblée nationale par le ministre de la Justice. D'accord?

M. Marx: Oui. Adopté.

Le Président (M. Payne): Adopté. Je pense qu'on arrive...

M. Marx: À l'article 193.4.

M. Johnson (Anjou): L'article 193.4 poursuit le même objectif que le précédent, soit la conversion de la législation et de la réglementation du système métrique, et confère aux municipalités le pouvoir de modifier le règlement en conséquence.

M. Marx: Ils ne peuvent pas faire cela eux-mêmes, parce que la compétence sur cette matière est fédérale. La compétence sur les mesures est fédérale. Une fois que le gouvernement fédéral adopte une loi-cadre pour changer tout cela, il me semble que cela va de soi que les municipalités peuvent modifier leurs règlements et... Non? Elles ne peuvent pas? Cela prend une loi du Québec pour autoriser...

M. Johnson (Anjou): Qui les autorise à le faire.

M. Marx: ...les municipalités à se conformer à la loi fédérale?

M. Johnson (Anjou): C'est cela. Notamment, par exemple, parce qu'elles peuvent procéder à des arrondissements ou, enfin, à arrondir.

M. Marx: D'accord. Adopté.

Le Président (M. Payne): L'article 193.4 est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): Adopté.

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Payne): Adopté.

M. Johnson (Anjou): L'article 193.5 avait été adopté.

Le Président (M. Payne): Déjà hier.

M. Johnson (Anjou): Alors, l'article 203, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Ah oui.

M. Marx: Le voilà!

M. Johnson (Anjou): Adopté, M. le Président?

M. Marx: Non. J'ai une question à poser au ministre.

Le Président (M. Payne): Usuelle?

M. Marx: Non. Aujourd'hui, à la période des questions, je lui ai donné à comprendre que sa dialectique n'était pas tout à fait exacte. C'est-à-dire que le ministre prétend et croit, comme beaucoup de monde au Québec, qu'il y a deux peuples au Canada: la majorité qui vise plutôt Ottawa comme sa capitale et le peuple québécois qui vise le Québec comme sa capitale. D'accord? Ai-je raison de dire cela?

M. Johnson (Anjou): Il y a deux majorités, M. le Président.

M. Marx: Il y a deux majorités: il y a le peuple québécois et l'autre majorité. C'est cela, M. le Président?

M. Laplante: Il me semblait que c'était voté à l'unanimité.

M. Marx: Est-ce cela, M. le Président? M. le ministre plutôt. Est-ce que j'ai raison?

M. Johnson (Anjou): Vous lirez la transcription.

M. Marx: Ai-je raison de dire cela? Bien, si c'est le cas, l'autre majorité qui ne se trouve pas sur ce territoire au Québec a un veto exercé par le gouvernement du Canada sur tout. Mais comment ne pas demander, comment ne pas exiger un veto pour le peuple qui se trouve sur le territoire du Québec? Si l'autre majorité a un veto complet et entier sur tout, il faut que le peuple au Québec ait le même veto. Est-ce que le ministre est trop fatigué pour reprendre?

M. Johnson (Anjou): Non, je comprends très bien. L'accord constitutionnel d'avril 1982 comprenait, effectivement, un droit de veto sur les questions institutionnelles, contrairement à ce qu'a laissé entendre le député de l'Opposition récemment. Quant aux questions relevant de l'article 92, encore une fois, le gouvernement a marqué sa préférence pour la formule du retrait avec pleine compensation.

M. Marx: Oui, mais est-ce que le ministre n'est pas d'accord qu'une majorité a un veto plein et entier et la majorité, ici, ne l'a pas? Tout ce que je demande au ministre, c'est: N'est-il pas logique, dans l'acceptation de la constitution, de demander que la majorité qui se trouve ici ait le même droit de veto que la majorité qui est à l'extérieur du Québec?

M. Johnson (Anjou): M. le Président les questions de droit en matière constitutionnelle sont évidemment fondamentales, mais il ne faut pas se laisser obnubiler par les concepts au point de ne pas voir comment ils peuvent paralyser l'existence et la dynamique qui peut exister entre des sociétés qui sont appelées à coexister, et surtout dans une structure qui, à toutes fins utiles, permet une prédominance d'un groupe sur l'autre, sur le plan des institutions, sur le plan du fonctionnement.

Je dirais que la formule du droit de retrait avec pleine compensation, indépendamment de ses considérations intéressantes sur le plan juridique, recèle, à mes yeux, un potentiel beaucoup plus intéressant en ce qui concerne le développement du Québec et possiblement du reste du Canada.

M. Marx: Je comprends par cette réponse que le ministre a fait un virage de 160 degrés et qu'il lui manque encore 20 degrés pour faire le virage de 180 degrés. On va attendre que sa pensée évolue. Cela a déjà évolué un petit peu; à la prochaine période des questions, peut-être. La nuit va porter conseil au ministre. Parce qu'il a déjà expliqué que le premier ministre n'a pas voulu dire... Maintenant, c'est possible qu'il

explique que lui-même n'a pas voulu dire, et ainsi de suite.

Ceci dit, l'autre question que j'ai, qui touche l'article 203, c'est: Le ministre a voulu faire croire à tout le monde qui a regardé la période des questions aujourd'hui que je suis un mauvais Québécois, parce que je ne suis pas d'accord avec l'article 203, ou que je suis un faux Québécois parce que je suis en désaccord avec l'article 203. Mais qu'est-ce qu'il a voulu dire?

M. Johnson (Anjou): Je ne prétends pas que le député de D'Arcy McGee soit un faux Québécois. Je ne connais pas de faux Québécois.

M. Marx: Mais qu'est-ce qu'il a voulu dire aujourd'hui quand il a dit que je ne protège pas les droits...

M. Johnson (Anjou): Les gens du Québec... M. le Président, j'ai simplement dit que les guerres qu'a menées, pas seulement en commission parlementaire, mais surtout à l'Assemblée ou en commission plénière, à l'occasion, de l'Assemblée, des propos que j'ai entendus du député de D'Arcy McGee - je resserrirai, à l'occasion, certains des extraits - dans sa façon de présenter son opposition au fait que le gouvernement du Québec ne veuille pas appliquer la Charte des droits et libertés contenue dans l'Acte constitutionnel de 1982, il ne peut pas faire ça sans tenir compte du fondement de cette charte. Et le fondement de cette charte a été très bien établi par celui qui est le mentor de beaucoup de nos amis d'en face, je crois, M. Trudeau, parce que cette charte présupposait l'existence d'un seul peuple canadien. Il ne fait pas cette distinction.

M. Marx: C'est là où je ne suis pas d'accord avec le ministre. Le point est que toute la charte s'applique au Québec, veux ou veux pas - les cours ont dit cela - sauf les articles 2 et 7 à 15. Donc, les articles 2 et 7 à 15 ne s'appliquent pas au Québec, sauf si le Québec veut les accepter, sauf si l'Assemblée nationale veut les accepter. Et on ne les accepte pas. Donc, tout ce qu'on fait, on prive les Québécois d'un certain nombre de droits constitutionnels et d'un certain nombre de protections.

Je pense qu'on peut accepter l'application des articles 2 et 7 à 15 aux lois du Québec tout en disant qu'on n'accepte pas la charte dans le sens qu'on n'a jamais accepté, comment dirais-je...

Une voix: Le rapatriement.

M. Marx: ...le rapatriement, la clause de...

Une voix: Nonobstant.

M. Marx: ...modification, la clause d'amendement et tout cela. On n'a jamais accepté cela. C'est-à-dire qu'on peut accepter que les dispositions concernant les droits et libertés de la personne s'appliquent aux lois du Québec tout en disant qu'on n'accepte pas les clauses d'amendement de la constitution et ainsi de suite et même peut-être d'autres articles, si vous voulez.

M. Johnson (Anjou): Ce qu'on n'accepte pas, en utilisant l'article 3 de la charte qui permet d'exclure les articles 2 et 7 à 15, et ce qu'on retrouve à l'article 203, ici, ce sont les limites imposées par cette charte au pouvoir de la Législature du Québec.

M. Marx: Mais l'idée...

M. Johnson (Anjou): Or, la Législature du Québec s'est donné une Charte des droits et libertés qui va, à bien des égards, beaucoup plus loin que les dispositions qu'on retrouve dans la Charte des droits et libertés du "Canada Bill". La Charte des droits et libertés au Québec, elle s'applique; elle domine l'ensemble de nos lois, sauf là où il y a des clauses restrictives spécifiques quant à son application. Ce qui est fondamental dans ce débat, ce sont beaucoup plus les fondements de la Charte des droits et libertés du Canada. Le fondement central de la Charte des droits et libertés du Canada, c'est la notion d'une standardisation des conditions juridiques qui découle d'une conception qu'il y a un seul peuple canadien. Cette conception, nous ne l'acceptons pas.

M. Marx: Je comprends les arguments du ministre et je partage une bonne partie de son opinion. Mais ce que je ne partage pas, c'est que les articles 2 et 7 à 15 imposent des limites à l'Assemblée nationale que cette dernière ne veut pas accepter. On peut les accepter ou pas, ce n'est pas imposé. Ce n'est pas comme les clauses concernant l'amendement de la constitution, la formule d'amendement.

C'est pourquoi j'accepte ces articles. Et je les accepte pour d'autres raisons, parce que sur le plan technique, malgré ce que votre prédécesseur a toujours voulu faire valoir, il y a une différence entre une charte constitutionnelle et une charte statutaire; toute l'interprétation est différente, mais je ne veux pas faire ce débat.

Je veux que le ministre comprenne simplement qu'en acceptant les articles 2 et 7 à 15, l'Opposition veut que l'on ait ces protections au Québec, mais l'Opposition n'accepte pas la formule d'amendement et d'autres articles. Nous allons, le cas échéant, si c'est notre tour, demander un certain nombre de modifications au "Canada Bill" avant que ce soit accepté par un gouvernement dirigé par le Parti libéral du

Québec. Je pense que c'est évident.
(22 h 15)

De dire que le Parti libéral accepte le "Canada Bill" parce qu'on accepte les articles 2 et 7 à 15, c'est faux. On accepte les articles 2 et 7 à 15 parce qu'on a le choix. En ce qui concerne la formule d'amendement, on n'a pas le choix aujourd'hui, légalement, d'accepter ou de ne pas accepter cela, mais on va sûrement demander qu'il y ait des modifications et vous allez voir cela lors de la publication de notre manifeste. Je pense qu'il est injuste de la part du ministre de dire que nous acceptons le "Canada Bill" et que cela veut dire aussi la formule d'amendement, en acceptant ces articles.

M. Laplante: C'est ambigu en diable, ce que vous dites là.

M. Marx: J'ai voulu clarifier cela aujourd'hui.

M. Laplante: Je me demande ce que la population va comprendre là-dedans.

M. Marx: Non, mais je ne parle pas ici nécessairement pour que tout le monde me comprenne. Si je veux parler pour que tout le monde me comprenne, je vais peut-être reformuler cela d'une autre façon. Mais étant donné que nous avons des députés ici qui sont assez intelligents pour me comprendre, j'espère que le message sera compris. Enfin...

M. Johnson (Anjou): Ce que je comprends de ce que nous dit le député de D'Arcy McGee, c'est qu'enfin on va voir une position du Parti libéral sur ces questions. Je suis très heureux de l'apprendre.

M. Marx: Non, non, ce n'est pas ça.

M. Johnson (Anjou): Je suis très heureux de l'apprendre.

M. Paradis: Ce n'est pas le secret de la Labatt bleue.

M. Marx: Ce n'est pas ça. Et je trouve qu'il est injuste pour le ministre de conclure comme ça. Il n'est pas devant les caméras maintenant et il n'est pas nécessaire de crier fort. Je pense qu'il peut juste accepter cela et dire qu'il comprend notre position.

En acceptant ces articles qui touchent les droits fondamentaux et les garanties juridiques, on n'accepte pas la formule d'amendement et autres choses qui se trouvent dans le "Canada Bill". S'il veut continuer à crier fort au salon bleu et à nous accuser de toutes sortes de choses - par exemple, que le député de D'Arcy McGee a accepté le "Canada Bill", l'a avalé

d'un bout à l'autre - je pense qu'il peut le faire, mais sur le plan intellectuel, il y a des choses qui manquent, s'il continue de cette façon.

M. Johnson (Anjou): J'en prends bonne note, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Alors, l'article 203 est adopté sur...

M. Marx: De toute façon, je voulais dire aussi qu'il n'était pas dans le style du ministre de la Justice de procéder de cette façon.

M. Johnson (Anjou): Adopté?

Le Président (M. Payne): Adopté sur division?

M. Marx: Sur division, malheureusement. Parce que le ministre ne m'a pas convaincu.

M. Johnson (Anjou): That is where the crux is.

M. Marx: Non, non.

M. Johnson (Anjou): D'accord. Article 204?

Le Président (M. Payne): Oui, article 204.

M. Johnson (Anjou): Il prévoit des modifications aux articles 9 de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants, 55 de la Loi sur les régimes de retraite des fonctionnaires qui sont en vigueur depuis le 2 février 1984, date de l'entrée en vigueur de ces articles, dans la mesure où ils visent un membre du personnel visé à l'article 124.1 de l'Assemblée nationale.

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'amendement est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): L'amendement était à l'effet de remplacer à la sixième ligne le nombre "1er" par le nombre "10".

M. Marx: Un instant!

Le Président (M. Payne): L'article...

M. Johnson (Anjou): "10 août"... Je m'excuse, M. le Président. Nous avons un amendement à l'effet...

Le Président (M. Payne): Allez.

M. Johnson (Anjou): ...de remplacer à la sixième ligne la date "1er août" par la date

"10 août".

Le Président (M. Payne): Oui, c'est ce que j'ai.

M. Johnson (Anjou): L'amendement est adopté, M. le Président.

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Payne): Un instant! On ne s'entend pas. Ce que j'ai, c'est de remplacer dans la sixième ligne le nombre "1er" par le nombre "10".

M. Johnson (Anjou): C'est ça. Donc, l'article se lirait "au 10 août 1983" plutôt que le "1er août 1983".

Le Président (M. Payne): D'accord.

M. Johnson (Anjou): Cela va?

M. Marx: C'est ça.

Le Président (M. Payne): Alors cet amendement est adopté?

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Payne): L'article 204 tel qu'amendé est-il adopté?

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Payne): Article 205?

M. Johnson (Anjou): L'article 205 prévoit l'entrée en vigueur de la loi au jour de sa sanction à l'exception de l'article 6 qui modifie l'article 50 de la Loi sur les archives qui entre en vigueur le jour de la présentation du projet de loi. Les autres articles énumérés entrèrent en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement. Le texte proposé par voie d'amendement - je pense que vous l'avez - vise à l'ajout du paragraphe 1.1 qui vise à spécifier que les articles qui modifient la Loi sur le régime des eaux n'entreront en vigueur que le 1er janvier 1985, parce que les redevances payées par les compagnies sont basées sur l'année civile et que les dispositions transitoires relatives à la conversion métrique par la Commission de la refonte des lois et des règlements n'entreront en vigueur que le 1er avril 1985.

Enfin, l'article 119 est remplacé par l'article 118 de façon que l'article 119 entre en vigueur le jour de la sanction. L'article 119 crée des nouveaux pouvoirs réglementaires qui devront être exercés avant l'entrée en vigueur des articles 114 à 118, à cause de la prépublication obligatoire des règlements.

M. Marx: C'est une mise en oeuvre très compliquée d'un projet de loi. C'est le moins que je puisse dire.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que l'amendement est adopté, M. le Président?

Le Président (M. Payne): Est-ce qu'il est adopté?

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Payne): L'article 205 tel qu'amendé est adopté?

M. Marx: Adopté.

M. Johnson (Anjou): Je m'excuse. On ferait un amendement à l'intérieur de notre amendement, M. le Président, qui vise à supprimer à la deuxième ligne du deuxième alinéa de l'article 205 le chiffre 184.

Le Président (M. Payne): Est-ce que je peux l'avoir par écrit? Merci.

M. Johnson (Anjou): Puisqu'on a abrogé 184.

Le Président (M. Payne): L'amendement de l'amendement est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): Le sous-amendement est-il adopté, M. le Président?

M. Marx: Le tout est adopté.

M. Johnson (Anjou): L'amendement est-il adopté, M. le Président?

M. Marx: Adopté.

Le Président (M. Payne): L'amendement est adopté.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que l'article 205 est adopté?

Le Président (M. Payne): Merci beaucoup, M. le Président.
C'est la fin du marathon.
M. le député de D'Arcy McGee.

M. Marx: M. le Président, je pense que le ministre des Finances a certaines informations à communiquer au ministre de la Justice.

M. Rocheleau: On en doute.

M. Marx: M. le Président, peut-on ajouter le nom du député de Hull comme intervenant?

Le Président (M. Payne): À quelle fin?

M. Rocheleau: M. le Président, hier soir...

Le Président (M. Payne): Juste un instant! À quelle fin?

M. Marx: Il a quelque chose à soulever à la commission.

Le Président (M. Payne): Est-ce qu'il y a consentement?

Une voix: Oui.

Le Président (M. Payne): Très bien!

Retrait de certains articles

M. Rocheleau: Merci, M. le Président. Hier soir, en cette commission, on traitait entre autres des articles 6 et suivants qui touchaient particulièrement les archives et l'Assemblée nationale. La commission a adopté, entre autres, les articles 6.1, 6.2, 6.3, 6.4, 6.5, 6.6 et 6.7. À la suite de discussions qui ont été tenues aujourd'hui, il a été convenu de rediscuter de certains de ces articles ce soir. Sans discuter pour autant le bien-fondé de certains de ces articles, nous souhaiterions recommander le retrait des articles 6.1, 6.6, 6.7 et 6.8.

Pour le bénéfice de cette commission j'aimerais expliquer que, hier soir, nous avons remplacé l'article 6.6, c'est-à-dire l'amendement, par un autre amendement qui aurait pu faire une discussion sur sa recevabilité étant donné le fait que ça changeait le fond de l'amendement. Par contre, nous en avons quand même disposé avec division sur l'adoption.

Nous souhaiterions que ces différents articles soient retournés au Bureau de l'Assemblée nationale afin d'être étudiés plus en profondeur afin de pouvoir faire les recommandations qui s'imposent et qui pourront revenir éventuellement, s'il y a lieu, dans un prochain projet de loi.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, nous acceptons que les articles 6.1, 6.6, 6.7 et 6.8 soient retirés du projet de loi.

M. Marx: Adopté.

M. Johnson (Anjou): Je pense qu'il faut procéder au reste: les préambules et autres, M. le Président.

Le Président (M. Payne): Oui. J'aimerais appeler le titre du projet de loi. Est-ce qu'il est adopté?

M. Marx: Juste une question sur le titre, si les légistes sont... Il y a des sessions parlementaires où on a adopté des lois omnibus avec le même titre. Il était

très difficile de se référer au projet de loi omnibus parce qu'on ne savait pas de quoi on parlait. Il y a des projets de loi omnibus qui ont porté le même titre. J'ai déjà donné l'exemple à l'Assemblée nationale et je pense qu'à l'avenir ce sera...

M. Johnson (Anjou): Omnibus 1, omnibus 2.

M. Marx: Ou d'indiquer qu'on parle d'un autre projet de loi.

M. Johnson (Anjou): Je pense qu'on tient bien compte de la suggestion du député. Cela pourrait être, par exemple, Loi modifiant de nouveau certaines dispositions législatives, s'il y en a deux dans une session.

M. Marx: No 1 ou no 2 ou...

M. Johnson (Anjou): Je pense qu'à avenir...

M. Marx: ...de trouver une méthode.

M. Johnson (Anjou): Sûrement.

Le Président (M. Payne): L'ensemble du projet de loi tel qu'amendé est-il adopté?

M. Johnson (Anjou): Adopté, M. le Président.

M. Marx: Oui.

Le Président (M. Payne): Est-ce que le ministre voudrait bien présenter une motion de renumérotation?

M. Johnson (Anjou): Oui, M. le Président. Je fais motion pour que le projet de loi portant sur diverses dispositions législatives soit renuméroté...

Le Président (M. Payne): Très bien.

M. Johnson (Anjou): ... comme il se doit.

Le Président (M. Payne): La commission ayant terminé son mandat, elle ajourne ses travaux sine die.

(Fin de la séance à 22 h 25)

Sous-commission des institutions

Étude détaillée du projet de loi 19 - Loi électorale

Le mercredi 19 décembre 1984 NO - 6 B

Table des matières

Le Directeur général des élections et le personnel électoral	S-CI-1
Le conseil consultatif	S-CI-4
L'électeur	S-CI-4
La liste électorale	S-CI-5
La période électorale	S-CI-11
Le secret du vote	S-CI-19
Le nouveau dépouillement	S-CI-19
Articles en suspens	S-CI-19
Le financement des partis politiques	
et le contrôle des dépenses électorales	S-CI-22
La contestation d'élection	S-CI-31
Le pouvoir réglementaire	S-CI-31
Le rapport annuel et les dispositions financières	S-CI-32
Les infractions et peines	S-CI-32
Articles en suspens	S-CI-33
Les infractions et peines (suite)	S-CI-34
Les dispositions diverses et finales	S-CI-34
Articles en suspens	S-CI-36
Dispositions applicables à la tenue d'un référendum	S-CI-37
Les dispositions diverses et finales (suite)	S-CI-39

Intervenants

M. Luc Tremblay, président
M. Jacques Rochefort
M. Marc-Yvan Côté
M. Harry Blank

* M. Pierre-F. Côté, Directeur général des élections

* M. Jean Lambert, Direction générale des élections

* M. François Casgrain, idem

* Témoins interrogés par les membres de la sous-commission

Le mercredi 19 décembre 1984

Étude détaillée du projet de loi 19

(Douze heures cinq minutes)

Le Président (M. Tremblay): La sous-commission des institutions entreprend l'étude du projet de loi 19, Loi électorale. La sous-commission est réunie en vertu d'un mandat de l'Assemblée nationale pour étudier le projet de loi article par article. La commission a formé une sous-commission formée des députés de Vanier, de Gouin, de Saint-Louis, de Charlesbourg ainsi que de moi-même, député de Chambly. Par consentement unanime, j'ai été désigné pour agir comme président de cette sous-commission.

M. Côté (Charlesbourg): Il faut en profiter, M. le Président, ce n'est pas si souvent que cela arrive, l'unanimité.

Le Président (M. Tremblay): Nous entreprenons immédiatement - puisqu'il y a quorum, car il y a deux membres de la commission qui sont présents: M. le député de Gouin et M. le député de Charlesbourg - l'étude du projet de loi. Je donne la parole au ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur pour ses considérations préliminaires.

M. Rochefort: Merci, M. le Président. Je ne ferai pas de commentaire d'introduction, de présentation du contenu du projet de loi. Cependant, pour le bon fonctionnement de la commission et pour votre gouverne personnelle, je pense qu'il n'est pas inutile de rappeler, d'abord, qu'on retrouve essentiellement deux choses dans le projet de loi qui est devant nous. D'une part, il s'agit de l'intégration de trois lois, la Loi électorale, la Loi sur les listes électorales et la Loi régissant le financement des partis politiques, en une seule. Plusieurs des articles qui sont devant nous ne sont là que pour des fins d'intégration de trois lois en une seule.

Deuxièmement, l'ensemble des articles qui comportent des modifications par rapport aux lois existantes est le fruit d'un consensus intervenu au conseil consultatif des élections, où sont représentées les deux formations politiques avec le Directeur général des élections et son personnel. En conséquence, l'ensemble du projet de loi représente un consensus intervenu entre le Directeur général des élections, le Parti libéral et le Parti québécois, ce qui fait qu'en termes de

fonctionnement de notre commission, M. le Président, je vous suggère humblement d'appeler les articles.

L'entente qui est intervenue entre le député de Charlesbourg et moi-même aura pour effet que, dès que vous les aurez appelés, s'il n'y a pas de problème en termes de fidélité quant au consensus intervenu au conseil consultatif, nous les adopterons sur-le-champ plutôt que de présenter, pour chaque article, son contenu, ses effets et sa portée. De cette façon, nous pourrions aller dans le sens de profiter du travail qui a été effectué au conseil consultatif pour éviter de reprendre à nouveau ce travail pour les fins, uniquement, de l'adoption article par article.

Le Président (M. Tremblay): Je me permettrai de vous proposer une façon de fonctionner. J'appellerai les articles et, si je n'entends pas d'objection, je les déclarerai adoptés, quitte à revenir sur certains articles si on est allé trop vite au passage. M. le député de Charlesbourg, pour vos observations préliminaires.

M. Côté (Charlesbourg): Elles seront très brèves, M. le Président. Pour renchérir, quant aux propos du député de Gouin, tout simplement pour la bonne compréhension de ceux qui font une consommation nocturne du Journal des débats des commissions parlementaires, afin que ces gens ne pensent pas qu'on a adopté le projet de loi en disant tout simplement "adopté, adopté, adopté", je dirai que ce travail, qui en est un de deux ans, a été discuté à moult reprises au niveau du conseil consultatif. La proposition faite par le député de Gouin me va. M. le Président, je suis prêt, dès ce moment-ci, à procéder.

**Le Directeur général des élections
et le personnel électoral**

Le Président (M. Tremblay): Alors, l'article 1?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

M. Rochefort: M. le Président, on m'a fait une suggestion, toutefois; il s'agit peut-être de rappeler quand les articles ne sont que du droit actuel. Or, les articles 1, 2 et 3 sont du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 1

est adopté, l'article 2 est adopté, l'article 3 est adopté. L'article 4?

M. Rochefort: Il y a un papillon, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui, qui se lit comme suit: Remplacer, dans la troisième ligne, la lettre "H" par la lettre "A".

M. Rochefort: Là aussi, l'article est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): Alors, l'article 4 est adopté tel qu'amendé. L'article 5?

M. Rochefort: Il y a un papillon, M. le Président, qui se lit comme suit: Remplacer l'article par le suivant: "5. Le Directeur général des élections doit se consacrer exclusivement à l'accomplissement de ses fonctions; il peut cependant exercer tout autre mandat que lui confie l'Assemblée nationale. Il peut également être consulté par le gouvernement sur toute législation à caractère électoral."

Le Président (M. Tremblay): Oui, M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Charlesbourg): Avant de l'adopter, je pense que c'est une prescription qui est très intéressante et qui éviterait dans l'avenir de commettre des erreurs de même nature que celles qu'on retrouve dans le projet de loi 3 qui est l'objet d'un bâillon au niveau de l'Assemblée nationale: une motion de clôture.

M. Rochefort: Le député de Charlesbourg veut transporter ici des débats qui ont lieu ailleurs à l'Assemblée nationale et qui ont lieu présentement. Je m'aperçois qu'on risque de défaire le beau climat d'unanimité qui règne entre nous sur les questions qui nous réunissent aujourd'hui. Il y a d'autres lieux pour nous retrouver sur des choses qui ne nous réunissent pas.

Le Président (M. Tremblay): La motion d'amendement à l'article 5 est-elle adoptée?

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, oui, adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 5 est adopté avec amendement. L'article 6?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 6 est adopté. L'article 7?

M. Rochefort: Même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 8?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 8 est adopté, aussi bien que l'article 7. L'article 9?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 9 est adopté. L'article 10?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 10 est adopté. L'article 11?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 11 est adopté. L'article 12?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 12 est adopté. L'article 13?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 13 est adopté. L'article 14?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 14 est adopté. L'article 15?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 15 est adopté. L'article 16?

M. Rochefort: Ici, M. le Président, il s'agit d'une concordance avec la nouvelle Loi sur la fonction publique.

Le Président (M. Tremblay): L'article 16 est adopté. L'article 17?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 17 est adopté. L'article 18, il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui, M. le Président, le papillon se lit comme suit: Remplacer, dans la deuxième ligne, le chiffre "331" par le chiffre "330". L'article lui-même est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 18 tel qu'amendé est adopté. Suspension à loisir.

(Suspension de la séance à 12 h 15)

(Reprise à 12 h 17)

Le Président (M. Tremblay): À l'ordre, s'il vous plaît;

La sous-commission des institutions reprend ses travaux. L'article 19?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 19 est adopté. L'article 20?

M. Rochefort: La même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 20 est adopté. L'article 21? Il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Le papillon se lit comme suit: Remplacer, à la troisième ligne, la lettre "H" par la lettre "A".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 21 ainsi que l'article 21 sont adoptés. L'article 22?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 22 est adopté. L'article 23?

M. Rochefort: C'est un nouvel article, M. le Président. Il s'agit de dispositions similaires à celles existant dans d'autres lois concernant la délégation de signature.

Le Président (M. Tremblay): L'article 23 est adopté. L'article 24? Il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Il se lit comme suit: Premièrement, remplacer le premier alinéa par les suivants: "24. Sont membres du personnel électoral le directeur du scrutin et ses aides, le secrétaire du scrutin et ses assistants, le personnel du scrutin, le recenseur, le réviseur ainsi que le secrétaire et l'aide-enquêteur d'une commission de révision. Les membres du personnel électoral sont choisis parmi les personnes ayant la qualité d'électeur."

Deuxièmement, remplacer, à la deuxième ligne du deuxième alinéa, la lettre "H" par la lettre "A".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 24 ainsi que l'article 24 sont adoptés. L'article 25?

M. Rochefort: Le droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 25 est adopté. L'article 26? L'article 26 est-

il adopté?

Une voix: Adopté.

M. Rochefort: Le droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 27?

M. Rochefort: Le droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 27 est adopté. L'article 28?

M. Rochefort: Le droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 28 est adopté. L'article 29? Il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Il se lit comme suit: Remplacer le premier alinéa par le suivant: "29. Le directeur du scrutin peut destituer le secrétaire du scrutin ou l'un de ses assistants, un aide, un membre du personnel du scrutin, un recenseur, ainsi qu'un secrétaire ou un aide-enquêteur d'une commission de révision qui néglige d'accomplir ses fonctions, qui se livre à un travail de nature partisane ou qui n'a pas la qualité requise pour occuper la fonction. Seul le Directeur général des élections peut cependant destituer un réviseur."

Le Président (M. Tremblay): La motion d'amendement à l'article 29 est adoptée ainsi que l'article 29.

L'article 30?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 30 est adopté. L'article 31?

Une voix: Le droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 31 est adopté. L'article 32?

M. Rochefort: Il s'agit d'une modification. Voulez-vous que j'en explique la nature?

Une voix: Oui.

M. Rochefort: Afin d'apporter des correctifs aux problèmes éprouvés par ces personnes et de favoriser une plus grande participation des citoyens aux campagnes électorales, on précise la portée du congé auquel ils ont droit en augmentant leurs recours. Il s'agit essentiellement des candidats, des agents officiels et du personnel électoral.

Le Président (M. Tremblay): L'article 32...

M. Côté (Charlesbourg): C'est pour éliminer le genre de sort qu'avait subi le candidat libéral dans le comté de Bourget.

M. Rochefort: M. Rivard, entre autres.

Le Président (M. Tremblay): Très bien. L'article 32 est adopté.
L'article 33?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 33 est adopté. L'article 34?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 34 est adopté. L'article 35?

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 35 est adopté.

L'article 36?

M. Rochefort: C'est la même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 36 est adopté.

L'article 37?

M. Rochefort: C'est la même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 37 est adopté.

L'article 38?

M. Rochefort: C'est toujours du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 38 est adopté.

L'article 39?

M. Rochefort: C'est la même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 39 est adopté.

L'article 40, qui a un papillon.

M. Rochefort: Oui, et il se lit comme suit: Ajouter, après le deuxième alinéa, le suivant: Il peut de la même façon nommer des aides pour l'assister dans l'exécution de ses fonctions.

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 40 est adopté tel qu'amendé.

L'article 41?

M. Rochefort: C'est le droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 41 est adopté.
L'article 42?

M. Rochefort: Juste un instant, M. le Président. Des articles 42 à 53 inclusivement, il s'agit du droit actuel, donc d'articles qui sont présents dans le projet de loi uniquement pour des fins d'intégration des trois lois dont je...

Le Président (M. Tremblay): À quel numéro?

M. Rochefort: Jusqu'à l'article 53 inclusivement.

Le Conseil consultatif

Le Président (M. Tremblay): Alors, l'article 42 est adopté. L'article 43 est adopté. L'article 44 est adopté. L'article 45 est adopté. L'article 46 est adopté. L'article 47 est adopté. L'article 48 est adopté. L'article 49 est adopté. L'article 50 est adopté. L'article 51 est adopté. L'article 52 est adopté et l'article 53 est adopté.

L'article 54? Il y a un papillon.

L'électeur

M. Rochefort: Oui, M. le Président. Il s'agit de remplacer le paragraphe 4 par les suivants: Le nouveau 4°: n'est pas interdite, n'est pas en cure fermée suivant la Loi sur la protection du malade mental (LRQ, chapitre P-41) ou n'est pas sous la juridiction du Curateur public.

5°: n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la présente loi.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que l'amendement est adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Il serait peut-être bon de donner quelques explications, M. le Président. Je pense que cela nécessite quand même quelques explications, compte tenu des avis qui ont été demandés par le directeur général.

M. Rochefort: Effectivement, M. le Président, cette proposition d'amendement fait suite à des consultations qui ont été menées par le Directeur général des élections à la suite d'une entente qui était intervenue au conseil consultatif. Ce sont des consultations qu'il a menées auprès de la Commission des droits de la personne, auprès du Curateur public et de l'Office des personnes handicapées de façon à faire préciser dans la loi quelles étaient les personnes qui pouvaient être exclues du droit de vote, donc, des personnes qui n'avaient

pas les qualités d'électeur, afin que ce soit plus précis, plutôt que d'avoir un article qui avait une portée générale et qui prêtait souvent à différentes interprétations.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 54 est adopté. L'article 54 est adopté tel qu'amendé.

L'article 55?

M. Rochefort: Effectivement, M. le Président. Le Directeur général des élections m'indique que la Commission des droits de la personne nous a donné son accord quant au libellé dont nous venons de discuter, sujet à une révision de sa position selon les décisions qui seront prises dans le projet de loi 106, soit le nouveau Code civil, qui devrait être déposé prochainement, j'imagine, en tout cas, qui est en discussion. Cela devrait être inessamment.

Si jamais les nouvelles dispositions du Code civil étaient différentes de celles sur lesquelles nous nous sommes entendus, nous reviendrions à cet article de façon à nous assurer qu'il soit conforme à l'article qui sera adopté dans le nouveau Code civil.

Le Président (M. Tremblay): Alors...

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): Oui, M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Charlesbourg): Je saisis ce que le ministre nous dit mais, lorsqu'on dit que nous reviendrions, il faudrait revenir avec un projet de loi autre que le 106, soit avec un bill omnibus.

M. Rochefort: Non, non, c'est automatique, sauf qu'au fond c'est une entente avec le directeur général et les deux partis représentés au conseil consultatif.

M. Côté (Charlesbourg): Je comprends que c'est faute de mieux.

M. Rochefort: C'est cela. Pour l'instant, ils se satisfont de cet article. Si jamais il devait être différent dans le projet de loi du Code civil qui sera adopté, on nous demandera - et nous nous y sommes engagés - de respecter leur demande dans la mesure du possible.

M. Côté (Charlesbourg): Cela pourrait se faire lors d'un bill omnibus.

M. Rochefort: Par exemple.

M. Côté (Charlesbourg): D'accord.

Le Président (M. Tremblay): J'ai appelé

tout à l'heure l'article 55.

M. Côté (Charlesbourg): Cela va.

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 55 est adopté. L'article 56?

M. Rochefort: Les articles 55 à 58 inclusivement, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Alors, les articles 56, 57 et 58 sont adoptés. L'article 59?

M. Rochefort: C'est un article de concordance.

Le Président (M. Tremblay): Alors, l'article 59 est adopté. Je m'excuse, j'avais l'esprit un peu ailleurs. L'article 60?

J'ai appelé l'article 60 que je déclare adopté. J'appelle l'article 61.

La liste électorale

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 61 est adopté. L'article 62?

L'article 62 est adopté. L'article 63?

L'article 63 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Un instant, M. le Président.

M. Rochefort: Un instant. M. le député de Charlesbourg a quelque chose.

M. Côté (Charlesbourg): L'article 63, c'est quand même...

M. Rochefort: 62 ou 63?

M. Côté (Charlesbourg): L'article 63.

M. Rochefort: Un instant! L'article 62 est-il adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Oui, l'article 62 est adopté. Je rappelle l'article 63 parce qu'on l'a déclaré déjà adopté.

M. Côté (Charlesbourg): On entame du neuf et à ce niveau-là, quand on parle d'uniformiser le recensement dans le monde rural et dans le monde urbain, je pense que cela nécessiterait peut-être un commentaire d'ordre général, mais qui pourrait impliquer l'ensemble des prochains articles si le ministre voulait...

M. Rochefort: Effectivement, M. le

Président, un des groupes de travail qui ont été créés par le Directeur général des élections à la suite de discussions intervenues au conseil consultatif des élections avec les formations politiques s'est penché sur l'ensemble de la Loi sur les listes électorales, il est question de recensement et de révision. Un consensus est rapidement intervenu à ce groupe de travail entre les deux partis politiques et le personnel du Directeur général des élections et c'était, dans la mesure du possible, d'uniformiser les procédures quant au recensement des électeurs pour dresser la liste électorale au Québec. Donc, on verra apparaître dans les articles qui vont suivre un certain nombre d'articles qui expliquent quelle sera cette nouvelle procédure qui change donc la loi actuelle pour faire en sorte que la procédure du recensement, du "dressement" de la liste électorale se fasse en milieu rural selon la même formule que celle que nous connaissions en milieu urbain, c'est-à-dire, par exemple, par deux recenseurs qui, dans la mesure du possible, vont aller visiter les foyers de façon vraiment à ajuster les méthodes de recensement à ce que l'on vit aujourd'hui aussi dans le monde rural, comme c'est le cas dans le monde urbain.
(12 h 30)

M. Côté (Charlesbourg): Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 63 est adopté. L'article 64? L'article 64 est adopté. L'article 65? L'article 65 est adopté. L'article 66? L'article 67 est adopté. L'article 68? L'article 68 est adopté.

M. Rochefort: L'article 67, oui. Vous n'avez pas oublié l'article 67, non?

Le Président (M. Tremblay): Non, l'article 67, je l'ai adopté déjà. L'article 68 est adopté. L'article 69?

M. Rochefort: C'est du droit actuel, l'article 69.

Le Président (M. Tremblay): L'article 69 est adopté. L'article 70? Je vais baisser le rythme, parce que vous avez, vous aussi, à changer les pages. L'article 70 est adopté.

M. Rochefort: Du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 71?

M. Rochefort: Même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 72? L'article 72 est adopté. L'article 73?

M. Rochefort: C'est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 73 est adopté. L'article 74?

M. Rochefort: Même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 74 est adopté. L'article 75?

M. Rochefort: Du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 75 est adopté. L'article 76? L'article 76 est adopté. L'article 77?

M. Rochefort: Du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 77 est adopté. L'article 78?

M. Rochefort: C'est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 78 est adopté. L'article 79?

M. Rochefort: Il y a un papillon, M. le Président. Je ne sais pas si on vous a...

Le Président (M. Tremblay): Oui, il y a un nouveau papillon, vous avez bien raison.

M. Rochefort: L'amendement se lit comme suit: Remplacer l'article par le suivant - il s'agit d'une nouvelle rédaction "79. Le propriétaire ou l'administrateur d'un immeuble d'habitation ainsi que le directeur d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil doivent permettre et faciliter l'accès de cet immeuble, centre hospitalier ou centre d'accueil aux recenseurs".

Oui, cela va. Parfait! C'est parce que ce sont des textes tout chauds, M. le Président, qui font suite à une rencontre de ce matin.

M. Côté (Charlesbourg): À un consensus du matin, M. le Président.

M. Rochefort: C'est cela.

M. Côté (Charlesbourg): Imaginez-vous, à 7 h 30, ce matin, le comité consultatif travaillait d'arrache-pied pour bonifier, pour rendre la loi perfectible. Semble-t-il que, dans certains cas, ça l'est.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que la motion d'amendement est adoptée? L'amendement à l'article 79 est adopté et l'article 79 est adopté. L'article 80? L'article 80 est adopté. L'article 81, il y a un papillon.

M. Rochefort: Le papillon se lit comme suit - là aussi, c'est une nouvelle rédaction, à la suite d'un consensus intervenu ce matin - "81. Malgré les articles 74 à 77, le

Directeur général des élections peut, lorsque les circonstances l'exigent, notamment, en raison de la superficie, autoriser les recenseurs à procéder au recensement par tout autre moyen jugé convenable qu'il détermine en accord avec les partis autorisés représentés à l'Assemblée nationale."

M. le Président, pour faire suite aux propos que je tenais tantôt, quant à la présentation des articles que nous étudions actuellement, tout en souhaitant que le recensement en milieu rural se fasse un peu de la même façon qu'il se faisait depuis de nombreuses années en milieu urbain, voilà un article qui permettra d'accorder au Directeur général des élections un certain pouvoir d'adapter à des circonstances particulières qui peuvent exister, notamment, dans des circonscriptions à grande étendue ou dans d'autres circonstances.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 81 est adopté et l'article 81 est adopté. L'article 82?

M. Côté (Charlesbourg): Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 82 est adopté. L'article 83?

M. Côté (Charlesbourg): Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 83 est adopté. L'article 84?

M. Côté (Charlesbourg): Droit actuel, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 84 est adopté. L'article 85?

M. Côté (Charlesbourg): Même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 85 est adopté. L'article 86? L'article 86 est adopté. Je vais dorénavant tenir pour acquis que, lorsque vous ne dites pas un mot, ni l'un ni l'autre, c'est qu'il y a problème.

M. Rochefort: Non, non, pas qu'il y a problème, mais que ce n'est pas du droit actuel, donc, que ce n'est pas un article qui est présent dans l'actuel projet de loi uniquement pour des raisons d'intégration, mais parce qu'il s'agit, effectivement, d'une modification à la Loi électorale actuelle ou à la Loi sur les listes électorales ou à la Loi régissant le financement des partis politiques. Mais, encore une fois, cela constitue un consensus, cela représente un consensus intervenu au conseil consultatif.

Le Président (M. Tremblay): Dans ces cas-là, j'aurai une hésitation.

M. Rochefort: D'accord. Nous interpré-

terons vos hésitations.

Le Président (M. Tremblay): L'article 86 est adopté. L'article 87?

M. Rochefort: Droit actuel.

M. Côté (Charlesbourg): Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 87 est adopté. L'article 88?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 88 est adopté. L'article 89? L'article 89...

M. Rochefort: Concordance avec un article adopté tantôt.

Le Président (M. Tremblay): ...est adopté. L'article 90?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 90 est adopté. L'article 91?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 91 est adopté. L'article 92?

M. Côté (Charlesbourg): Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 92 est adopté. L'article 93?

M. Côté (Charlesbourg): Même chose.

Le Président (M. Tremblay): L'article 93 est adopté. L'article 94?

M. Côté (Charlesbourg): Ici, il serait important de préciser que c'est à la suite de pressions et de récriminations du milieu. Sur les listes électorales distribuées, il y avait la profession et l'âge aussi; il y avait donc un danger pour les citoyens de se faire agresser à cause de leur statut. Ceci est maintenant éliminé de la liste qui sera distribuée. Maintenant, il n'y a que l'adresse et le nom de la personne.

M. Rochefort: Pour ajouter aux propos du député de Charlesbourg, M. le Président, on a là un bel exemple d'un équilibre qu'on a réussi à trouver quant à une préoccupation fort légitime d'un certain nombre de personnes dans la société, soit la divulgation de renseignements de nature privée qui avait pour effet - non pas pour but, mais pour effet - la distribution des listes électorales sous la forme que nous connaissions jusqu'à maintenant, c'est-à-dire incluant l'âge et la profession. Donc, on reconnaît que ces deux

renseignements pouvaient apporter des problèmes de la nature de ceux qui avaient été soulevés, mais, en même temps, plutôt que d'abolir carrément cette distribution de la liste électorale qui a un objectif très important, soit de permettre à chaque électeur d'une section de vote d'assumer personnellement, dans une certaine mesure, le contrôle de l'inscription sur la liste électorale des électeurs de sa rue, de son rang, de permettre qu'il ait entre les mains un instrument de travail qui, d'abord, lui permette de vérifier s'il y est inscrit et si les membres de sa famille y sont bel et bien inscrits, si l'inscription est correcte, s'il n'y a pas d'erreur dans l'adresse ou l'orthographe du nom, on fournit un instrument de travail à un ensemble d'électeurs de la même section de vote en vue d'assumer le contrôle de l'inscription, de la qualité et de l'exactitude de la liste électorale.

Le Président (M. Tremblay): Me permettez-vous une question?

M. Rochefort: Sûrement.

Le Président (M. Tremblay): Cela veut-il dire que, dorénavant, le fait de dire que Mme Unetelle est femme au foyer, épouse, cela n'existera plus?

M. Côté (Charlesbourg): La profession disparaît.

M. Rochefort: Il n'y aura plus de profession, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Cela disparaît. Maintenant, si ma mémoire est bonne, il y a sur la liste électorale une colonne qui prévoit d'identifier le sexe, masculin ou féminin.

M. Rochefort: Non, pas à ma connaissance. Sauf que..

Le Président (M. Tremblay): Alors, il ne sera plus possible, par exemple, pour quelqu'un qui s'appellerait Claude Untel, de déterminer si c'est un homme ou une femme; supposons Claude Beauchemin.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, vous faites une petite erreur. C'est sur la liste dactylographiée remise aux partis politiques et non pas sur la liste dactylographiée sur papier journal qui est distribuée. Effectivement, sur la liste remise aux partis politiques, il y a une mention quant au sexe de la personne. Cela ne change rien, mais quant à la distribution de la liste imprimée pour tout le public il n'est pas question de cela.

Le Président (M. Tremblay): L'article

94 est adopté. L'article 95?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 95 est adopté. L'article 96?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 96 est adopté. L'article 97?

M. Côté (Charlesbourg): C'est un beau message aux concierges ou aux propriétaires d'habitation qui empêchaient des recenseurs ou des gens de distribuer du matériel provenant du Directeur général des élections, des informations essentielles quant au moment du vote et au lieu. Ce ne sera dorénavant plus possible d'empêcher ces gens-là de faire leur travail, donc, de communiquer l'information.

Le Président (M. Tremblay): L'article 97 est adopté. L'article 98?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. L'article 99?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 99 est adopté. L'article 100? L'article 100 est adopté. L'article 101? L'article 101 est adopté. L'article 102? L'article 102 est adopté.

M. Rochefort: Droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 103, il y a...

M. Rochefort: ...il y a un papillon...

Le Président (M. Tremblay): ...un papillon, oui.

M. Rochefort: ...qui se lit comme suit: Ajouter l'alinéa suivant: "Elles peuvent également demander à un électeur qui dépose personnellement une demande d'inscription une preuve établissant qu'il est bien domicilié à l'endroit où il demande d'être inscrit."

C'est un amendement qui permet au personnel dans les bureaux de dépôt d'être en mesure de demander à un électeur de prouver, par une preuve de résidence, qu'il habite bien le domicile où il demande d'être inscrit, de façon à faciliter le travail du personnel des commissions de révision par la suite et de façon qu'il puisse se consacrer au rôle essentiel et prioritaire pour lequel il est nommé.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 103 est adopté et l'article 103 est adopté.

L'article 104?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 104 est adopté.

L'article 105?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 105 est adopté. L'article 106? L'article 106 est adopté. L'article 107? L'article 107 est adopté. L'article 108? L'article 108 est adopté. L'article 109? L'article 109 est adopté. L'article 110? L'article 110 est adopté. L'article 111? L'article 111 est adopté. L'article 112? L'article 112 est adopté. L'article 113?

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 113 est adopté. L'article 114? L'article 114 est adopté. L'article 115? L'article 115 est adopté. L'article 116? L'article 116 est adopté. L'article 117? L'article 117 est adopté. L'article 118? L'article 118 est adopté. L'article 119? L'article 119 est adopté. L'article 120 a un papillon.

M. Rochefort: Il y a un papillon. À l'article 120, on retrouve le papillon suivant, la proposition d'amendement suivante: Insérer, après le deuxième alinéa, le suivant: "Les articles 116 et 117 s'appliquent à la nomination des aides-enquêteurs."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article...

M. Rochefort: Cela concerne, M. le Président, le mécanisme de nomination des aides-enquêteurs qui seront nommés sur recommandation des partis politiques, comme c'est le cas pour les recenseurs, les scrutateurs, les secrétaires de bureau de votation, etc.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 120 est adopté et l'article 120 est adopté.

L'article 121?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 121 est adopté. L'article 122? L'article 122 est adopté. L'article 123?

M. Côté (Charlesbourg): M. le

Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Côté (Charlesbourg): Je pense qu'il était bon de préciser que tout ce monde-là doit travailler à nouveau, comme les aides-enquêteurs, ensemble, pas séparément comme on l'a vu à maintes reprises dans le passé, lis se partageaient le travail; donc, le travail se faisait plus vite pour le même salaire. Je pense que c'est une disposition qui est nouvelle, mais qui va probablement donner des résultats assez intéressants.

M. Rochefort: D'autre part, les aides-enquêteurs, ce n'était pas un poste qui existait dans la Loi électorale, formellement. Or, non seulement ce que dit le député de Charlesbourg est juste, M. le Président, mais, de plus, on prévoit formellement l'existence de cette fonction dans la Loi électorale et on définit le rôle qu'ils devront jouer et la façon dont ils devront l'assumer dans la Loi électorale.

Le Président (M. Tremblay): L'article 123 est adopté. L'article 124?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 124 est adopté. L'article 125?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 125 est adopté. L'article 126?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 126 est adopté. L'article 127?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 127 est adopté. L'article 128? L'article 128 est adopté. L'article 129? L'article 129 est adopté. L'article 130.

M. Côté (Charlesbourg): Qu'est-ce qu'il y a de neuf?

M. Côté (Pierre-F.): C'est une reformulation qui est...

M. Côté (Charlesbourg): Tout simplement parce qu'on...

M. Côté (Pierre-F.): Fondamentalement, c'est...

M. Côté (Charlesbourg): On dit, dans les notes explicatives, que cet article vise à préciser certaines fonctions dévolues à la

commission de révision.

M. Rochefort: Quelles fonctions précisément?

M. Côté (Pierre-F.): Jean va vous le dire.

M. Lambert (Jean): Ce sont des fonctions qu'on regroupe en disant: On doit vérifier la liste. Mais on est toujours obligé de préciser quelle est effectivement la façon dont ils doivent...

M. Côté (Charlesbourg): La faire.

M. Lambert: ...vérifier une liste, c'est-à-dire qu'ils doivent vérifier au moins...

Le Président (M. Tremblay): Là, il y a un petit problème technique pour le Journal des débats. Il faudrait, je crois... Est-ce que ces paroles-là sont imputées...

M. Côté (Charlesbourg): Au ministre.

Une voix: Au ministre.

Le Président (M. Tremblay): Allez-y, alors!

M. Côté (Charlesbourg): Ne vous gênez pas.
(12 h 45)

M. Rochefort: M. le Président, elles me sont imputées et elles sont prononcées par le Directeur général des élections et ses adjoints, le Directeur général des élections ayant été nommé à l'unanimité des membres de l'Assemblée nationale et ayant eu à présider les travaux du conseil consultatif qui nous ont menés là où nous sommes aujourd'hui.

M. Côté (Charlesbourg): Il veut le garder, son poste de ministre!

M. Rochefort: Non, c'est...

Le Président (M. Tremblay): Oui, allez-y, M. le directeur.

M. Côté (Pierre-F.): Cela précise, en fin de compte, certaines fonctions de vérification de la liste électorale que l'on prend la peine, généralement, d'inclure dans nos directives aux réviseurs. Mais, pour plus de clarté dans la loi, on a cru bon de l'indiquer plus clairement à l'article 130.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 130 est adopté.

L'article 131? L'article 131 est adopté.
L'article 132? L'article 132 est adopté.
L'article 133? L'article 133 est adopté.
L'article 134? L'article 134 est adopté.
L'article 135? L'article 135 est adopté.
L'article 136? L'article 136 est adopté.
L'article 137? L'article 137 est adopté.
L'article 138? L'article 138 est adopté.
L'article 139?

M. Rochefort: Jusqu'à l'article 144 inclusivement, M. le Président, il s'agit de droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 140 est adopté. L'article 141 est adopté, l'article 142 est adopté, l'article 143 est adopté, l'article 144 est adopté. L'article 145, il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui, M. le Président. Il s'agit d'ajouter l'alinéa suivant à l'article 145: La commission de révision siège dans un endroit situé dans la municipalité, lequel doit autant que possible être public et accessible aux personnes handicapées.

Alors, cela a pour effet de préciser la localisation du siège de la commission de révision dans les sections de vote rurales et l'accessibilité, évidemment, aux personnes handicapées auxdits bureaux.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 145 est adopté et l'article 145 est adopté. L'article 146?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 146 est adopté. L'article 147?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 147 est adopté. L'article 148? L'article 148 est adopté. L'article 149?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 149 est adopté. L'article 150?

M. Rochefort: À l'article 149, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui, nous revenons à l'article 149.

M. Rochefort: Là aussi, c'est une mesure d'adaptation, d'uniformisation des méthodes de recensement et de révision qui reconnaît que dans certaines municipalités, qui ne comportent qu'une section de vote, la révision se fera selon le mode actuel qui était différent de celui que l'on retrouvait en milieu urbain.

Le Président (M. Tremblay): L'article 150?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 150 est adopté. L'article 151? L'article 151 est adopté. L'article 152? L'article 152 est adopté. L'article 153 est adopté, l'article 154 est adopté, l'article 155 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

La période électorale

Le Président (M. Tremblay): L'article 156 est adopté. L'article 157 est adopté. L'article 158 est adopté. L'article 159?

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Côté (Charlesbourg): ...c'est quand même...

M. Rochefort: Oui.

M. Côté (Charlesbourg): C'est un article majeur.

M. Rochefort: C'est quelque chose d'important, cela.

M. Côté (Charlesbourg): C'est un article majeur et je pense que cela vise à prolonger la période électorale de sept jours. Je pense que les explications de la deuxième lecture ont été assez claires, mais c'est peut-être bon de les rappeler; cela permettra la tenue d'une élection dans des conditions plus normales, compte tenu de l'obligation que les directeurs de scrutin ont de s'installer, de louer des locaux et, finalement, de se préparer. Cette période, je pense, sera la bienvenue pour les directeurs de scrutin.

M. Rochefort: Oui. Effectivement, il y a deux éléments dans l'article 159 qui est devant nous. Le premier a pour effet d'augmenter automatiquement d'une semaine la durée des périodes électorales de façon à s'assurer que les directeurs de scrutin, donc, les directeurs locaux de scrutin, aient le temps nécessaire pour s'installer afin de répondre aux prescriptions de la Loi électorale. Les délais que nous connaissions jusqu'à maintenant faisaient en sorte que, dans les faits, souvent, ils n'étaient pas en mesure, si nous avions décrété une élection, alors que leurs bureaux ou leurs locaux n'étaient pas loués, de répondre aux exigences de la loi. D'une part, ce problème sera réglé par la première disposition de cet article.

Deuxièmement, cela a aussi pour effet de faire en sorte que, pour toute élection qui aurait lieu après le 30 juin, le recensement prévu pour les mois de septembre et octobre serait devancé. Compte tenu du nombre considérable de déménagements qui ont lieu le 1er juillet, notamment, en milieu urbain, ce devancement de la période du recensement fera en sorte que cela nous assurera d'une liste électorale qui aura non seulement été révisée, comme ce serait le cas si le jour du scrutin était avant le 1er juillet, mais qui aura été fraîchement dressée à la suite de cette période intense de déménagements que nous connaissons au Québec le 1er juillet de chaque année.

Donc, on augmente la durée de la période électorale, là encore, de façon à pouvoir inclure, pendant la période électorale, le recensement des électeurs qui aurait été normalement réalisé à l'automne, si le scrutin général n'avait pas eu lieu entre la période du 30 juin et le troisième lundi qui suit la fête du Travail.

Le Président (M. Tremblay): L'article 159 est adopté. L'article 160? L'article 160 est adopté. L'article 161 a un amendement.

M. Rochefort: Oui, il s'agit de remplacer l'article 161 par le suivant: "161. Le Directeur général des élections publie un calendrier électoral en la forme prévue par l'annexe B ou l'annexe C, selon le cas".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 161 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 161 est adopté et l'article 161 est adopté. L'article 162 est adopté. L'article 163? L'article 163 est adopté. L'article 164 est adopté. L'article 165? L'article 165 est adopté. L'article 166 est adopté. L'article 167 est adopté. L'article 168 est adopté. L'article 169 est adopté. L'article 170 est adopté. L'article 171 est adopté. L'article 172? L'article 172 est adopté. L'article 173? L'article 173 est adopté. L'article 174? L'article 174 est adopté. L'article 175?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 175 est adopté. L'article 176 est adopté. L'article 177 est adopté. L'article 178 est adopté. L'article 179? L'article 179 est adopté. L'article 180? L'article 180 est adopté. L'article 181? L'article 181 est adopté. L'article 182? L'article 182 est adopté. L'article 183? L'article 183 est adopté. L'article 184 est adopté. L'article

185 a un amendement.

M. Rochefort: Oui, il s'agit de faire une correction, de remplacer dans la deuxième ligne la lettre "C" par la lettre "D". Je vous réfère à une annexe.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 185 est adopté et l'article 185 est adopté. L'article 186 est adopté. L'article 187 est adopté. L'article 188 est adopté. L'article 189 est adopté. L'article 190 est adopté. L'article 191?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 191 est adopté. L'article 192 est adopté. L'article 193 est adopté. L'article 194 est adopté. L'article 195 est adopté. L'article 196?

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, cela a fait l'objet d'un consensus après de longues discussions au comité consultatif. Il est bon de le dire.

M. Rochefort: Oui, M. le Président, et il est aussi utile de dire que la nouvelle rédaction de l'article 196 est le fruit d'un mécanisme très utile que nous avons dans la Loi électorale qui est le suivant: Il est maintenant prévu qu'au cours d'une élection partielle le Directeur général des élections, à la suite d'un accord entre lui et les chefs des deux formations politiques représentées à l'Assemblée nationale, dans le cadre d'un protocole d'entente, peut tester certaines modifications quant au processus électoral de façon que nous puissions être en mesure d'en évaluer le fonctionnement concret sur le terrain avec des électeurs et que nous puissions avoir l'occasion de vérifier sur le terrain comment le nouveau système envisagé a pu fonctionner, a pu "performer" afin de savoir dans quelle mesure c'est suffisamment satisfaisant pour soit l'inclure dans la Loi électorale, soit l'adopter en partie, soit rejeter cette nouvelle formule.

Effectivement, la procédure qui existait quant au déroulement du vote par anticipation était insatisfaisante pour les électeurs, le personnel du Directeur général des élections et les partis politiques, puisqu'elle comportait une durée très longue pour le vote de chaque électeur, ce qui avait pour effet de créer de longues files d'attente. Le Directeur général des élections a testé, à l'occasion de deux ou trois élections partielles, un nouveau mécanisme. Des membres du conseil consultatif se sont rendus sur place pour vérifier concrètement le fonctionnement de ce nouveau mécanisme, mais, compte tenu du nouveau mécanisme et de l'expérience vécue et étudiée, nous avons été en mesure d'apporter les corrections

suivantes qui nous permettent de tenir compte des préoccupations que le législateur avait lors de la rédaction de l'article "antécédent" et de la façon dont avait pu "performer" sur le terrain cette nouvelle disposition.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. L'article 197?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 197 est adopté. L'article 198 est adopté. L'article 199 est adopté. L'article 200 est adopté. L'article 201 a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Il vise là aussi à faire une correction, M. le Président, à remplacer, à la deuxième ligne du deuxième alinéa, la lettre "H" par la lettre "A".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 201 est adopté. L'article 201 est adopté. L'article 202 est adopté. L'article 203 est adopté. L'article 204 est adopté. L'article 205 est adopté. L'article 206 est adopté. À l'article 207, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il se lit comme suit: Remplacer, à la deuxième ligne du premier alinéa, la lettre "D" par la lettre "E".

M. Côté (Charlesbourg): En plus du papillon, c'est quand même un amendement majeur à la Loi électorale concernant l'exercice du droit de vote des détenus. C'est tout simplement pour simplifier la tenue du vote, l'exercice du droit de vote et pour en diminuer les coûts. Adopté, M. le Président.

M. Rochefort: Effectivement. Il est 13 heures, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 207 est adopté. L'article 207 est adopté. La sous-commission des institutions suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 59)

(Reprise à 15 h 13)

Le Président (M. Tremblay): La sous-commission des institutions reprend ses travaux. Lorsque nous nous sommes quittés, à 13 heures, nous venions d'adopter l'article 207. Conséquemment, j'adopte...

Une voix: 208, M. le Président?

Le Président (M. Tremblay): Oui. J'appelle l'article 208 et je le déclare adopté. J'adopte l'article 209. L'article 210?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 210 est adopté. J'appelle l'article 211 et je le déclare adopté. L'article 212?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 212 est adopté. L'article 213? L'article 213 est adopté. L'article 214? L'article 214 est adopté. L'article l'article 215? L'article 215 est adopté. L'article 216? L'article 216 est adopté. J'adopte l'article 217. L'article 218 est adopté. L'article 219 est adopté. L'article 220 est adopté. L'article 221?

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 221 est adopté. J'adopte l'article 222. L'article 223 est adopté. L'article 224 a un papillon.

M. Rochefort: Oui, M. le Président.

M. Côté (Charlesbourg): Il est pesant, à part ça.
(15 h 15)

M. Rochefort: Dans un premier temps, M. le Président, on va débattre du papillon et, ensuite, j'aurai quelque chose à ajouter. Donc, il s'agit de préciser le rôle et les fonctions du préposé à l'information et au maintien de l'ordre. L'amendement est le suivant: Ajouter l'alinéa suivant à l'article 224: "Le préposé à l'information et au maintien de l'ordre a notamment pour fonctions: 1° D'accueillir les électeurs et de les diriger vers le bureau de vote correspondant à leur section de vote; 2° De veiller à l'accessibilité et de faciliter la circulation à l'intérieur des bureaux de vote; 3° De voir à ce qu'une seule personne à la fois soit admise à un bureau de vote; 4° De voir à ce que seuls les électeurs présents sur les lieux d'un bureau de vote à l'heure de fermeture des bureaux puissent être admis à exercer leur droit de vote; 5° De communiquer au directeur du scrutin toute situation qui demande son intervention."

C'est la proposition d'amendement qui nous est faite. On pourrait en disposer et, ensuite, je voudrais soulever une question avec les autres membres de la commission, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, c'est une pratique, je pense, qui

était établie par directive, auparavant; ce serait dans la loi maintenant et cela ne laisserait aucune place à de l'interprétation. Nous sommes entièrement d'accord que ce papillon fasse partie de la loi.

M. Rochefort: Est-ce adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 224 est adopté. Article 224?

M. Rochefort: Un instant, M. le Président. Je voudrais soulever - en tout cas, on va en discuter et, s'il y a un problème, on suspendra - la remarque qui m'a été faite, à savoir qu'il serait peut-être utile d'ajouter un sixièmement qui pourrait se lire comme suit: Veiller à ce que seules les personnes autorisées par la présente loi soient présentes dans l'endroit où se trouvent un ou plusieurs bureaux de vote.

L'objectif aurait pour but de prévoir dans la loi, quant aux personnes qui ne sont pas spécifiquement prévues par la loi comme pouvant être présentes au cours d'une journée de scrutin dans un bureau de vote, que le préposé à l'information et au maintien de l'ordre aurait les pouvoirs de les exclure pour éviter qu'à chaque fois que cela se présente on communique avec les partis, avec le directeur de scrutin. Cela prend deux heures et douze personnes pour essayer de résoudre un problème comme celui-là, alors qu'on sait que cela se produit fréquemment. Sachant que cela se produit fréquemment, il s'agirait de prévoir cela dans les fonctions du préposé à l'information et au maintien de l'ordre. Là-dessus, M. le Président, je précise que cela ne fait pas partie des discussions qui sont intervenues au conseil consultatif. Je le soulève; je voudrais avoir la réaction du député de Charlesbourg et peut-être du directeur général.

Le Président (M. Tremblay): Je le recevrai...

M. Rochefort: Je n'en fais pas un amendement pour l'instant. Nous en discutons entre nous.

Le Président (M. Tremblay): D'accord. M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Charlesbourg): J'aimerais peut-être entendre le texte.

M. Rochefort: Cela pourrait être un sixièmement qui se lirait comme suit: Veiller à ce que seules les personnes autorisées par la présente loi soient présentes dans l'endroit où se trouvent un ou plusieurs bureaux de vote. Donc, c'est de spécifier que c'est aussi

un des mandats, une des fonctions du préposé à l'information et au maintien de l'ordre de faire appliquer la présence d'un certain nombre de personnes qui sont explicitement prévues par la loi dans les bureaux de scrutin tout au cours d'une journée de votation.

M. Côté (Charlesbourg): Pour bien se comprendre, cela veut dire, dans un cas comme celui-là, que les officiers d'élection, les représentants, le chasseur qu'on reconnaît dans la loi, parce que cela ne l'était pas auparavant, sont effectivement des personnes autorisées à aller là et qu'une personne qui pourrait arriver avec une procuration serait aussi une personne autorisée.

M. Rochefort: C'est ce que prévoit la loi, oui. On sait quels sont les cas où cela se produit et ce sont toujours des cas, justement, tellement frontalières qu'on se demande, par le statut de la personne, ce qu'on peut faire. Cela prend deux heures et on dérange douze personnes.

M. Côté (Charlesbourg): Les partielles.

M. Rochefort: J'ai déjà vu cela dans des générales.

M. Côté (Charlesbourg): Mon collègue de Saint-Louis, de par sa vaste expérience - car vous savez que notre collègue de Saint-Louis fêtera son 25e anniversaire d'élection en juin comme député et il en a vécu des bonnes et des moins bonnes, c'est clair...

Une voix: Et des moins bonnes.

M. Rochefort: Probablement, la loi de la moyenne étant ce qu'elle est.

M. Côté (Charlesbourg): Je suis bien heureux que le député de Gouin admette qu'il y en a des bonnes et des moins bonnes. Évidemment, quand on en a passé des bonnes, il en vient des moins bonnes.

M. Rochefort: De votre bouche, je suis surpris d'entendre cela.

M. Côté (Charlesbourg): Tout simplement pour dire qu'il faudrait peut-être préciser "bureau de vote", parce qu'il y a certains problèmes qui se posent à un certain moment donné aussi au niveau des entrées d'école.

M. Rochefort: M. Côté ou un de ses collaborateurs pourrait répondre à ça mais, sauf erreur, on a corrigé ça dans la Loi électorale. C'est rendu très clair, ce qu'est un bureau de vote. Non?

M. Côté (Pierre-F.): C'est l'endroit.

M. Côté (Charlesbourg): D'accord. On va poser un problème concret. Où se trouvent les bureaux? Les bureaux se trouvent dans le gymnase. Le problème se pose concrètement. Des gens arrivent à l'entrée. Que faites-vous avec?

M. Côté (Pierre-F.): Là, vous avez raison. Puisque le gymnase est très loin, le préposé... est où?

M. Côté (Charlesbourg): Il est à l'entrée du gymnase.

M. Côté (Pierre-F.): Dans un gymnase. Bon! C'est cet endroit-là qu'il doit...

M. Rochefort: Mais là-dessus, ce que j'ai pu dire, c'est que normalement, en pratique, c'est ce qui sépare le trottoir du bureau de votation. S'il y a un corridor qui mène au gymnase, c'est évident que les gens qui n'ont pas le droit de se trouver dans le bureau de votation, dans la salle où les bureaux de vote se trouvent parce qu'on ne veut pas qu'ils dérangent les électeurs, ne peuvent pas non plus se trouver dans le corridor, puisque ça fait partie de la location payée par le Directeur général des élections pour tenir le scrutin. C'est un peu ça, la pratique.

M. Côté (Pierre-F.): Si je comprends bien votre disposition, ce qu'on vise, c'est que le préposé au maintien de l'ordre voie à ce qu'il n'y ait pas d'importuns ou de gens qui viennent déranger le déroulement du scrutin et qu'il n'y ait pas non plus des personnes qui viennent - passez-moi l'expression - faire la loi sur place.

M. Rochefort: C'est ça.

M. Côté (Pierre-F.): On dit - c'est une question de pratique et de directive qu'on donnerait au préposé - de veiller à ce que seules les personnes autorisées par la présente loi soient présentes dans l'endroit où se trouvent un ou plusieurs bureaux de vote. L'endroit, c'est l'endroit le plus immédiat où se trouve le bureau de vote. On ne peut pas dire que ça va couvrir un rayon de 200 ou 300 pieds. C'est l'endroit le plus immédiat. C'est ça que vous voulez dire?

M. Rochefort: Oui, mais là-dessus, sur l'endroit, mon intention n'est pas de le préciser dans cet article. Il me semble avoir lu ailleurs dans la Loi électorale qu'il y a des précisions dans vos directives. Bon!

Ce que je serais prêt à suggérer aux députés de Charlesbourg et de Saint-Louis, c'est ceci: Si on s'entend sur le sens, sur la préoccupation, nous pourrions suspendre l'article, demander à un des procureurs, un des légistes, Me Côté, de préparer une

proposition en ce sens-là sur laquelle on pourrait revenir un peu plus tard. Cela va?

M. Côté (Charlesbourg): Parfait, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 224 est suspendu.

M. Côté (Pierre-F.): Vous voulez couvrir le plus possible tous les abords également? C'est ça?

M. Rochefort: On veut couvrir ce qui est considéré comme un endroit de votation. Je ne veux pas l'élargir par cet article-là. Donc, trouvons ce qu'il y a dans la loi ou dans vos directives qui définisse un bureau de vote et...

M. Côté (Charlesbourg): Par contre, on s'entend bien. Dans mon cas, si on parle d'une polyvalente et qu'on vote dans le gymnase, je n'aimerais quand même pas que toute la polyvalente...

M. Rochefort: Non, non, non.

M. Côté (Pierre-F.): C'est ça, on se comprend bien.

M. Rochefort: D'ailleurs, là-dessus, je pense qu'une pratique et des directives existent à cet effet. Il ne s'agit pas d'élargir ce qui existe, il s'agit d'ajouter cette fonction au déposé.

Le Président (M. Tremblay): Pour qu'on s'entende bien, j'ai déclaré l'amendement à l'article 224 adopté. L'article 224 lui-même est suspendu, ce qui nous permettra plus tard de revenir avec un sous-amendement si c'est le voeu des membres de la commission.

M. Rochefort: C'est ça.

Le Président (M. Tremblay): J'appelle l'article 225 et je le déclare adopté. L'article 226?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 226 est adopté. L'article 227 est adopté. L'article 228 est adopté. L'article 229 est adopté. L'article 230 est adopté. L'article 231 est adopté. L'article 232 est adopté. L'article 233 est adopté. L'article 234 est adopté. L'article 235?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 235 est adopté. L'article 236?

M. Rochefort: Concordance avec 235.

Le Président (M. Tremblay): L'article 236 est adopté. L'article 237? Il y a un papillon.

M. Rochefort: Effectivement, M. le Président. Il s'agit de remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, la lettre "E" par la lettre "F".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 237 est adopté. L'article 237 est adopté. J'appelle l'article 238 et je le déclare adopté. L'article 239 est adopté. L'article 240 est adopté. L'article 241 est adopté. L'article 242 est adopté. L'article 243?

Une voix: Cela va.

Le Président (M. Tremblay): L'article 243 est adopté. À l'article 244, il y a un papillon.

M. Rochefort: M. le Président, je vais lire l'article et j'aurai un commentaire à faire en réponse aux réflexions du député de Charlesbourg et du Directeur général des élections. La proposition d'amendement se lirait comme suit, à l'article 244: Remplacer, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot "exemplaire" par le mot "extrait". Pour expliquer le sens de l'amendement, il s'agit de remplacer dans la loi la nécessité de remettre au scrutateur un exemplaire de la Loi électorale et des règlements par l'idée de lui remettre simplement un extrait. À la suite des commentaires qui m'ont été faits, il faudrait peut-être préciser qu'il faut au moins que cet extrait comprenne l'ensemble des articles de la loi avec lesquels...

M. Côté (Charlesbourg): La Loi électorale bien plus que la loi des listes, par exemple.

M. Côté (Pierre-F.): C'est cela. Par exemple, il n'a pas besoin des dispositions sur le financement.

M. Côté (Charlesbourg): Ni des listes.

M. Côté (Pierre-F.): Le scrutateur.

M. Côté (Charlesbourg): Ni des listes électorales.

M. Côté (Pierre-F.): Ni des listes. L'extrait, c'est ce qui se rapporte... On pourrait parler d'extraits; sans cela, cela nous oblige à remettre la brique.

M. Rochefort: Effectivement, je comprends cela et on s'entend. Donc, il est clair que c'est l'ensemble des articles nécessaires...

M. Côté (Pierre-F.): Absolument.

M. Rochefort: ...auxquels il peut être confronté.

M. Côté (Pierre-F.): Tous les articles qui peuvent le concerner.

M. Rochefort: D'accord.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 244 est adopté et l'article 244 est adopté tel qu'amendé.
L'article 245 est adopté.

M. Rochefort: Jusqu'à 252 inclusive-ment, M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): L'article 246 est adopté.

M. Rochefort: ...c'est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): Oui. L'article 247 est adopté. L'article 248 est adopté. L'article 249 est adopté. L'article 250 est adopté. L'article 251 est adopté. L'article 252 est adopté. J'appelle l'article 253 et je le déclare adopté. L'article 254, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il s'agit de remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots "ne correspond pas exactement" par les mots "est légèrement différente". Il s'agit d'un consensus intervenu ce matin au conseil consultatif.

Une voix: Oui.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. L'amendement à l'article 254 est adopté ainsi que l'article 254. L'article 255 est adopté. L'article 256 est adopté.

M. Rochefort: Jusqu'à 261 inclusive-ment, c'est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 257 est adopté.

M. Rochefort: Vous avez des choses?

M. Blank: J'ai des remarques à faire à l'article 260.

Le Président (M. Tremblay): L'article 258 est adopté.

L'article 259 est adopté. L'article 260? La parole est au député de Saint-Louis.

M. Blank: À l'article 260, je constate qu'il y a deux formes de votation. Il y en a une où une personne qui est infirme peut être assistée par le scrutateur ou le secrétaire du bureau en présence des

représentants. Il y a aussi une autre façon: elle peut être assistée par une autre personne de la même section de vote sans représentant. Là, je trouve cela dangereux. J'ai été moi-même témoin d'un cas - cela fait quelques jours - lors de l'élection dans le comté de Saint-Jacques, dans une maison d'accueil, où un organisateur d'un parti politique est allé chercher une femme d'un certain âge, pas seulement malade physiquement, mais peut-être un peu mentalement et le scrutateur a dit: Elle a le droit de vote. Mais elle a dit: Je ne peux pas voter. Elle est entrée dans le "poll" avec ce monsieur-là qui, en effet, réside à cet endroit, mais il n'était pas là comme ami, comme il est précisé dans cet article, c'était un organisateur politique. On ne sait pas s'il a voté comme madame voulait voter. Il n'y a personne qui puisse vérifier cela. Je ne vois pas pourquoi on ne met pas la même restriction que, même avec un ami, cela se fasse en présence au moins des représentants.
(15 h 30)

M. Rochefort: Là-dessus, dans un premier temps, il faut comprendre que c'est une question qui n'a pas été soulevée au conseil consultatif, en tout cas, qui n'a pas fait l'objet d'un débat, à ma connaissance personnelle. Deuxièmement, je me souviens que, lorsque nous avons ajouté cette possibilité pour un électeur d'être accompagné d'une personne qu'il choisit lui-même, l'argumentation qui avait été développée à l'époque par le législateur, les députés de la commission parlementaire qui avaient travaillé sur ce projet de loi, c'était de façon à privilégier encore mieux la confidentialité du vote. Plutôt que la personne vote en présence d'un ou deux officiers d'élection et de quelques représentants, le fait qu'elle vienne avec quelqu'un qu'elle connaît, qu'elle a choisi elle-même, qui ne lui est pas imposée soit par un directeur de scrutin ou par un parti politique, cela protégeait mieux la confidentialité de l'expression de son vote, qui est une des préoccupations importantes qu'on retrouve dans l'ensemble de l'économie de la loi.

Si on veut soulever cette question, on peut la regarder, sauf que je ne voudrais pas qu'on fasse cela sur un coin de table. Je ne suis pas fermé, par principe.

M. Blank: Ce que vous dites, quant au secret du vote, la confidentialité, c'est une chose. Mais il y a une autre chose, on peut perdre ou gagner une élection par un vote. Il est question de la balance, de la convenance entre les deux droits. Je pense que le droit de choisir un candidat, avec un vote majoritaire, est plus important que la confidentialité.

M. Rochefort: Je prends acte des propos du député de Saint-Louis que je ne fais pas miens. J'en prends acte.

M. Blank: Vous aimez mieux, à cause de la confidentialité du vote, qu'une élection soit volée par un vote?

M. Rochefort: Là, on me prête des intentions.

M. Blank: Je vais vous dire franchement, depuis 25 ans que je suis ici, j'ai été témoin au moins de quatre ou cinq comtés qui ont élu des députés par un vote. C'est mieux que le bon candidat soit élu et qu'une personne sache comment une autre a voté. Cela affecte une personne, mais l'autre droit affecte tout un comté.

M. Rochefort: De la même façon...

M. Blank: Peut-être qu'un gouvernement peut...

M. Rochefort: De la même façon, il s'est déjà produit des situations où effectivement...

M. Blank: J'ai été un témoin personnel de cette affaire.

M. Rochefort: Oui, M. le député de Saint-Louis, je comprends. Moi, j'ai déjà été témoin aussi d'un électeur qui a voté en présence seulement du scrutateur. Je n'ai jamais eu d'assurance que le scrutateur avait respecté l'intention de l'électeur. Bon, je fais confiance aux gens. Écoutez, on peut peut-être suspendre deux secondes.

Le Président (M. Tremblay): Voulez-vous suspendre l'article?

M. Rochefort: Non.

Le Président (M. Tremblay): M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Charlesbourg): Je pense qu'il faut quand même admettre qu'il y a quelque chose là. Je me sentirais peut-être davantage sécurisé si c'était le scrutateur et le secrétaire du bureau de vote qui sont les représentants des deux principaux partis, finalement, parce que recommandés par deux partis... Ce ne sont pas nécessairement des représentants, mais ce sont des officiers d'élection. S'ils assurent la personne...

M. Rochefort: Ma seule préoccupation, c'est qu'il manque quand même quelques membres du conseil consultatif. Je ne veux pas nier l'importance du sujet que soulève le député de Saint-Louis, mais est-ce qu'on ne pourrait pas demander au groupe de travail

qu'on a constitué ce matin de revoir cette question, puisqu'il doit nous faire rapport en février ou mars? On pourrait peut-être mettre cela dans un bill omnibus au mois de mars.

M. Blank: Je ne sais pas si on sera ici au mois de mars.

M. Rochefort: Les discussions sur le projet de loi sont marquées par la préoccupation de calendriers électoraux.

M. Côté (Charlesbourg): Non, non, mais, entre nous, il ne faut pas rêver en couleur. S'il y a un bill omnibus, il va arriver au mois de juin. Il n'arrivera pas au mois de mars. Le gouvernement ne fera pas un bill omnibus spécialement pour quelques articles sur lesquels on se sera entendu au cours du mois de mars. Cela arrivera au mois de juin.

M. Rochefort: La proposition du député de Saint-Louis, c'est quoi? C'est de biffer complètement la possibilité de quelqu'un d'autre...

M. Blank: Non, qu'il fasse... Une des raisons pour lesquelles on a mis cela là...

M. Rochefort: Je veux savoir c'est quoi votre...

M. Blank: D'accord.

M. Rochefort: Comment libelleriez-vous l'article?

M. Côté (Pierre-F.): Si je comprends votre suggestion, c'est que la personne qui accompagne l'électeur devrait être accompagnée du scrutateur, du secrétaire ou d'un représentant. En somme, vous dites que...

M. Blank: Des représentants.

M. Côté (Pierre-F.): ...qu'elle ne devrait pas être seule.

M. Blank: Oui, c'est cela, en présence du scrutateur, du secrétaire ou des représentants.

M. Côté (Pierre-F.): Soit du scrutateur, du secrétaire ou des représentants. C'est cela, votre suggestion?

M. Blank: Oui, parce qu'une des raisons pour lesquelles on a cette clause, c'est qu'elle peut aller peut-être avec quelqu'un qu'elle connaît ou qu'elle doit connaître, au lieu de dire: Tous vos amis restent là. On va vous donner le scrutateur, le greffier ou le représentant, votre ami peut être avec vous, mais les autres seront là.

M. Côté (Charlesbourg): Pourquoi pas le scrutateur si...

M. Rochefort: C'est cela. Moi, j'ai le goût de dire que cela devrait être, de deux choses l'une: Ou on maintient la disposition actuelle qui date de la dernière réforme de la Loi électorale, sauf erreur, ou on revient à l'ancienne Loi électorale, mais là, si on dit qu'en plus de l'électeur, en plus des officiers d'élection et des représentants des partis politiques l'électeur pourra aussi être accompagné d'un ami ou d'une connaissance, il va y avoir du trafic tout à l'heure dans le bureau de votation.

M. Côté (Charlesbourg): C'est parce qu'on peut limiter le nombre d'officiers...

M. Blank: Le scrutateur ou le greffier ou des représentants, pas tous.

M. Rochefort: Non, pas tous. Il faut qu'il y en ait deux.

M. Blank: Oui, comme pour les personnes qui viennent seules.

M. Rochefort: D'accord, mais vous tenez à ce qu'il y ait quand même un électeur extérieur aussi?

M. Blank: Si la personne exige cela, parce que c'est parfois peut-être plus confortable avec un ami.

M. Côté (Charlesbourg): Est-ce qu'on peut... Peut-être qu'on pourrait s'entendre pour que le député de Saint-Louis rédige un amendement.

M. Rochefort: On va suspendre l'article, M. le Président.

M. Côté (Charlesbourg): Et on y reviendra tantôt.

M. Rochefort: Oui.

M. Côté (Charlesbourg): Je pense qu'il y a effectivement des vérifications importantes, à faire.

M. Rochefort: 261?

Le Président (M. Tremblay): Nous sommes à l'article 260. Est-ce que l'article 260 est adopté?

M. Rochefort: Il est suspendu, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Ah! l'article 260 est suspendu. L'article 261 est adopté. L'article 262?

M. Côté (Charlesbourg): 262, ce sont des modifications, en fait, aux questions contenues dans la formule...

M. Côté (Pierre-F.): Ce qui s'est produit, c'est ceci: quand on a adopté le règlement, le règlement qui a été adopté par la commission parlementaire, justement les gens de votre parti ont suggéré que dans la formule entrent ces dispositions et, finalement, l'ancien article ne permettait pas d'aller aussi loin que cela. Là, on a dit: On va régulariser cela et on va le mettre dans la loi.

M. Rochefort: Oui, c'est cela. On avait discuté de cela au conseil.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté. Moi, j'en ai perdu des bouts au niveau du comité.

Le Président (M. Tremblay): L'article 262 est adopté. L'article 263 est adopté. L'article 264 est adopté. L'article 265 est adopté. L'article 266 est adopté. L'article 267 est adopté. L'article 268 est adopté.

M. Rochefort: Jusqu'à l'article 276 inclusivement, M. le Président, c'est du droit actuel.

Le Président (M. Tremblay): L'article 270 est adopté. L'article 271 est adopté. L'article 272 est adopté. L'article 273 est adopté. L'article 274 est adopté. L'article 275 est adopté. L'article 276 est adopté. J'appelle l'article 277 sur lequel il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui, dans une seconde, si vous me permettez, pour que je me retrouve dans tous mes papiers. À l'article 277, il y a un papillon qui a pour but de faire une correction. Il s'agit de remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, la lettre "F" par la lettre "G".

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 277 est adopté. L'article 277 est adopté. J'appelle l'article 278 sur lequel il y a un papillon.

M. Rochefort: De même nature, M. le Président. De remplacer, dans la deuxième ligne, la lettre "G" par la lettre "H".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 278 est adopté. L'article 278 est adopté. Les articles 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285 sont adoptés. L'article 286? Sur l'article 286, M. le député.

M. Côté (Charlesbourg): Non, M. le

Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 286 est adopté. L'article 287? Je le déclare adopté. Les articles 288, 289 sont adoptés. L'article 290? Je le déclare adopté. L'article 291?

Une voix: Adopté.

Le secret du vote

Le Président (M. Tremblay): Les articles 292, 293, 294, 295 et 296 sont adoptés.

M. Rochefort: Jusqu'à l'article 315 inclusivement, droit actuel, M. le Président.

Le nouveau dépouillement

Le Président (M. Tremblay): Les articles 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315 sont adoptés. Nous passons...

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, avant de passer à l'autre cahier, on devrait peut-être s'organiser pour compléter celui-là, parce qu'il y a quelques articles en suspens qu'on pourrait peut-être...

Articles en suspens

Le Président (M. Tremblay): Les articles 224 et 260, M. le député.

M. Côté (Charlesbourg): Il y a peut-être deux nouveaux papillons.

Le Président (M. Tremblay): Certainement.

M. Rochefort: Est-ce qu'on est...

Le Président (M. Tremblay): Sur lequel...

M. Rochefort: Quels sont les articles suspendus, M. le Président?

Le Président (M. Tremblay): Les articles 224 et 260.

M. Côté (Pierre-F.): Il y aurait les articles 81 et 149.

Le Président (M. Tremblay): Les articles 81 et 149, oui. Il y a une motion à l'effet de rappeler les articles 81 et 149. Je la déclare adoptée.

M. Rochefort: Attendez un instant, M. le Président.

M. Côté (Charlesbourg): La motion

adoptée...

M. Côté (Pierre-F.): C'est parce qu'on voudrait...

M. Côté (Charlesbourg): Pas l'article adopté, mais le retour à l'article.

Le Président (M. Tremblay): J'ai reçu une motion pour revenir aux articles 81 et 149.

M. Rochefort: D'accord, M. le Président. L'article 81.

Le Président (M. Tremblay): J'ai l'impression qu'il y a seulement moi qui travaille.

M. Côté (Charlesbourg): Il y a seulement vous qui avez une charge additionnelle.

Le Président (M. Tremblay): C'est parce que vous avez fait vos devoirs.

M. Rochefort: À l'article 81, M. le Président, le Directeur général des élections nous suggère d'ajouter à la troisième ligne après le mot "superficie", les mots suivants "et de l'éloignement". L'article se lirait comme ceci: "Malgré les articles 74 à 77, le Directeur général des élections peut, lorsque les circonstances l'exigent, notamment en raison de la superficie et de l'éloignement, autoriser les recenseurs à procéder au recensement par tout autre moyen jugé convenable qu'il détermine en accord avec les partis autorisés, représentés à l'Assemblée nationale".

M. Blank: Particulièrement dans mon comté.

M. Rochefort: Évidemment dans les comtés de Gouin et de Saint-Louis.

M. Côté (Charlesbourg): Dans Charlesbourg aussi.
(15 h 45)

Le Président (M. Tremblay): Nous apprécierions recevoir l'amendement par écrit. Nous allons devoir le suspendre. Oui, il faut suspendre l'adoption parce qu'on en a besoin par écrit.

M. Rochefort: Ah oui! d'accord! Comment, vous dites bien?

Le Président (M. Tremblay): On a besoin de l'amendement.

M. Rochefort: Oui, je vais vous le remettre. D'ailleurs, ce n'est pas "superficie et de l'éloignement" mais "ou de l'éloignement", effectivement.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 81 est adopté et je déclare aussi l'article 81 adopté. L'article 149? Je m'excuse. C'est un sous-amendement à l'amendement de l'article 81, pour les fins du Journal des débats, et je le déclare adopté. Je l'ai déjà fait. J'ai l'impression de me répéter. Adopté.

Je porte à votre considération l'article 149 qui, lui, n'était pas amendé.

M. Rochefort: M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): Oui, M. le ministre.

M. Rochefort: ...à l'article 149, on ajouterait l'alinéa suivant: "Malgré les dispositions inconciliables du présent titre, le Directeur général des élections peut, lorsque les circonstances l'exigent, notamment en raison de la superficie ou de l'éloignement, déclarer que la liste électorale de cette section de vote sera révisée conformément aux dispositions de la présente sous-section en accord avec les partis autorisés représentés à l'Assemblée nationale." Adopté?

M. Côté (Charlesbourg): 224?

Le Président (M. Tremblay): L'article 224 vient après. L'amendement à l'article 149 est adopté et l'article 149, tel qu'amendé, est adopté. J'appelle l'article 224 qui avait déjà un amendement. Ce sera donc un sous-amendement.

M. Rochefort: Donc, à l'article 224, il y a deux choses. D'abord, on va s'entendre sur le texte qu'on ajouterait et qui deviendrait cinquièmement. Donc, le présent cinquièmement deviendrait sixièmement en termes d'ordre de présentation. Ce nouveau cinquièmement se lirait comme suit: De veiller à ce que seules les personnes autorisées à être présentes sur les lieux d'un bureau de vote puissent l'être. On reprend, en ce sens, l'expression qu'on retrouve au quatrième, qui a déjà été adopté, sur les lieux d'un bureau de vote. Cela deviendrait cinquièmement. L'ancien cinquièmement deviendrait sixièmement.

Le Président (M. Tremblay): Il suffirait de dire, dans la proposition, que l'amendement s'insère entre les points 4 et 5. Oui.

M. Rochefort: C'est parce que les lieux, c'est déjà ce qu'on retrouve à quatrième.

M. Blank: Sur la question que vous discutez, disons que la place de vote est ici, dans cette Chambre, on a cinq "polls" ici. De coutume, à 18 heures, les "polls" ferment,

mais les gens qui sont déjà là ont droit de vote. Où sont-ils? Ils ne sont jamais dans ces bureaux, ils sont à la porte à attendre.

M. Rochefort: Oui, mais on l'a à quatrième, l'expression "lieux d'un bureau de vote". On l'a à l'article 266, on l'a à l'article 269.

M. Blank: Oui, mais qu'est-ce que je vais dire sur les lieux du vote? Cela dit quoi?

M. Côté (Pierre-F.): En fait, en pratique, comment cela se dit... Cela pourrait être précisé, si on veut, dans les directives, mais, en pratique, c'est le bon sens, l'environnement, les circonstances, l'endroit physique. On a à 266, par exemple: "Sur les lieux d'un bureau de vote, nul ne peut utiliser un signe permettant d'identifier son appartenance politique ou manifestant son appui..." À 269: "Les électeurs présents sur les lieux d'un bureau de vote..." On ne donne de définition nulle part de ce qu'est le lieu d'un bureau de vote.

M. Blank: Prenons une maison d'accueil ou un hôpital, des personnes peuvent se promener sur un étage avec un bouton du Parti québécois ou du Parti libéral; est-ce qu'elles sont sur les lieux du vote?

M. Côté (Pierre-F.): Cela dépend où est situé le bureau de vote.

M. Blank: Vous voulez dire sur l'étage.

M. Casgrain (François): On a nos directives. Lorsqu'on nous pose une question, on dit: La salle de votation, le lieu où sont les bureaux, c'est bien évident que c'est le lieu du vote. Est également sur les lieux du bureau de vote l'endroit où les électeurs attendent, soit dans le couloir, pour entrer dans la salle de votation, jusqu'à la porte d'entrée, par exemple, la porte d'accès à ce corridor qui mène à la salle de votation, au gymnase ou à la classe.

M. Blank: En pratique, je sais de quoi il s'agit. Mais disons qu'à un moment donné, à 20 heures, quand les "polls" ferment, vous avez un scrutateur qui dit: Non, la loi, c'est ceci. Nonobstant les directives, il est trop tard pour se plaindre, il y a dix électeurs qui seront privés de leur vote.

M. Rochefort: D'abord, M. le Président, ce n'est pas le scrutateur, c'est le préposé à l'information, en vertu de quatrième.

M. Blank: C'est le préposé, lui...

M. Côté (Pierre-F.): Non, mais, à l'article 269, on prévoit que des 'électeurs

qui sont présents à un bureau de vote ont droit de voter.

M. Blank: Oui, mais où est ce lieu? C'est cela que je me demande.

M. Côté (Pierre-F.): Bon, alors...

M. Côté (Charlesbourg): Non, mais si l'interprétation devient restrictive et dit que les lieux de vote, c'est la pièce qui est ici...

M. Côté (Pierre-F.): Oui, mais je peux vous dire que notre façon de voir et les directives auxquelles on peut apporter... Non, mais je veux dire que là-dessus on remarque, on peut apporter...

M. Blank: La mienne aussi.

M. Rochefort: Est-ce que vous voulez qu'on définisse les lieux d'un bureau de vote dans la loi? Ce n'est pas facile à définir.

M. Côté (Pierre-F.): Ce que je vous suggérerais plutôt, c'est qu'on devrait nous préciser ou essayer d'être plus explicite sur ce que sont les lieux.

M. Côté (Charlesbourg): Je suis prêt à adopter l'amendement, tout en disant que le comité qui commencera à siéger après les fêtes devrait se pencher sur une définition d'un lieu de vote.

M. Rochefort: Cela pourrait faire l'objet d'une directive du directeur général. D'accord.

Le Président (M. Tremblay): Je n'ai pas reçu le sous-amendement.

M. Rochefort: Je vous le remets immédiatement, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Si vous me permettez, on va suspendre son adoption pour pouvoir en faire une présentation où il n'y aurait pas d'erreur possible.

M. Rochefort: C'est clair, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): C'est clair, mais...

M. Rochefort: Donc, on s'est entendu, il reste simplement à le dactylographier pour la présidence.

M. Côté (Charlesbourg): 260.

Le Président (M. Tremblay): Alors, je suspends l'article 224 pour la forme et j'appelle l'article 260. Pour ne pas qu'il y ait d'erreur pour ce qui concerne l'amendement

à l'article 224, il serait mieux de reprendre les six articles et on retirera tout simplement le premier amendement pour n'utiliser que celui-là comme amendement.

M. Côté (Pierre-F.): C'est cela, vous allez avoir un texte nouveau, refait à neuf.

Une voix: Un texte refondu.

Le Président (M. Tremblay): Alors, l'article 260. Vous me permettez d'ajourner deux minutes? Alors, la commission est ajournée à loisir.

(Suspension de la séance à 15 h 59)

(Reprise à 16 h 5)

Le Président (M. Tremblay): La sous-commission des institutions reprend ses travaux. Nous étions à l'étude de l'article 260.

M. Côté (Pierre-F.): À l'article 260, le texte va venir dans deux minutes. Je vous le donne de mémoire: À la cinquième ligne, après le mot...

Le Président (M. Tremblay): Nous serions prêts à rappeler l'article 254.

M. Côté (Pierre-F.): Si vous voulez, oui.

Le Président (M. Tremblay): Nous rappelons l'article 254. Quel est l'amendement que vous voulez apporter?

M. Côté (Pierre-F.): C'est juste la correction suivante: Quand on a remplacé, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots "ne correspond pas exactement", il faudrait ajouter "à" et remplacer le tout par les mots: "est légèrement différente de". Ce sont les mots "à" et "de", au point de vue du français, qui sont..

Le Président (M. Tremblay): Celui-là est pareil. Vous avez le nouveau.

Nous retirerions l'amendement à l'article 254 adopté ce matin, pour le remplacer par le nouveau qui se lit: Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots "ne correspond pas exactement à" par les mots "est légèrement différente de". Je déclare cet amendement adopté.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, je propose qu'on revienne...

Le Président (M. Tremblay): L'article 254 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): ...ultérieure-

ment à l'article 260. Abordons la deuxième phase de nos savantes délibérations.

Le Président (M. Tremblay): Il nous restera les articles 224 et 260 à confirmer, à la suite de la décision de la commission. Je me retrouve.

L'article 316? Je crois qu'il y a un amendement.

Le financement des partis politiques et le contrôle des dépenses électorales

M. Rochefort: Il y a deux papillons, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Il y en a trois. Il y en a un autre et je voudrais le situer correctement...

M. Rochefort: Vous en avez un troisième, vous?

Le Président (M. Tremblay): Il s'agit de l'intitulé de la sous-section 6 de la section I du chapitre II du titre VIII. On dit: Remplacer l'intitulé par le suivant: Les dispositions diverses. J'essaie de voir où cela va. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui peut m'indiquer où cela va?

M. Côté (Pierre-F.): C'est un peu plus loin, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): C'est l'article 334. Je le mets à l'article 334 et on le verra à ce moment. À l'article 316, il y a deux papillons ou seulement un?

M. Rochefort: Il y en a au moins deux. Il y a cela d'acquis.

Le Président (M. Tremblay): Bon.

M. Rochefort: M. le Président, un premier qui vise à ajouter, à la fin de la définition de l'expression "période électorale", après le mot "scrutin" les mots "à l'heure de la fermeture des bureaux de vote".

Le Président (M. Tremblay): La définition.

M. Côté (Pierre-F.): Cela est très précis et très clair; sur le plan du financement des partis politiques, cela se termine à l'heure de la fermeture des bureaux de vote.

M. Rochefort: C'est pour le financement.

M. Côté (Pierre-F.): C'est pour la section du financement.

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 316 se lit: Ajouter, à la fin de la définition de l'expression "période électorale", après le mot "scrutin" les mots "à l'heure de la fermeture des bureaux de vote". Je le déclare adopté.

M. Rochefort: Un deuxième, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Rochefort: Insérer, après la définition de l'expression "instance d'un parti", la suivante: "Institutions financières: Une banque à charte, une compagnie de fiducie et une caisse d'épargne et de crédit au sens de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (LRQ, chapitre C-4)."

M. Côté (Pierre-F.): On dit dans le papillon que pour tous les articles de cette partie, au lieu d'énumérer chaque fois "banque à charte, compagnie de fiducie ou caisse d'épargne", on va employer l'expression "institution financière".

M. Rochefort: Cela va.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que le deuxième amendement à l'article 316 est adopté?

Une voix: Oui.

Le Président (M. Tremblay): Je déclare le deuxième amendement à l'article 316 adopté. Est-ce que l'article 316 est adopté? L'article 316 est adopté.

L'article 317? L'article 317 est-il adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Je m'excuse, M. le Président, à l'article 316...

Le Président (M. Tremblay): Je rappelle l'article 316.

M. Côté (Charlesbourg): L'article 316 ou 317. Il y avait une discussion ce matin, puisqu'on m'avait indiqué 316, 6e.

Le Président (M. Tremblay): L'article 316 ou 317?

M. Côté (Charlesbourg): L'article 317, je m'excuse.

Le Président (M. Tremblay): Alors, je rappelle l'article 317.

M. Côté (Charlesbourg): Il y a eu des discussions au comité consultatif au moment où j'étais absent et on m'a informé que le sixièmement, "une somme n'excédant pas dans chaque cas 50 \$ pour les frais

d'inscription à des congrès politiques", ne correspondait pas exactement au consensus établi au sous-comité.

M. Côté (Pierre-F.): Je demanderais à M. Lambert de vous donner les raisons qui ont été évoquées ce matin.

M. Lambert: Disons que le consensus au niveau du comité technique et du conseil consultatif n'est pas facile à établir parce qu'on est revenu au moins trois fois sur le sujet. Mais, après analyse, possiblement que la façon de l'interpréter était de faire en sorte que les congrès soient exclus, en ce sens qu'au début de nos travaux on voulait faire une distinction entre des activités à caractère politique et des activités dites de financement pour permettre que, dans le cas d'activités de financement, on puisse rendre optionnelle l'émission de reçus ou pas. Mais, en cours d'évolution de nos travaux, on en est venu à la conclusion que pour toute activité ou manifestation à caractère politique inférieure à 50 \$ l'émission de reçus pourrait être optionnelle.

Si on le laisse comme il est, cela pourrait très bien arriver qu'une activité soit identifiée clairement comme un congrès. À ce moment-là, évidemment, le reçu serait administré comme n'étant pas sur une base optionnelle.

M. Côté (Charlesbourg): Une manifestation politique.

M. Lambert: Par ailleurs, si la personne qui organise ce type d'activité l'identifiait comme colloque ou réunion ou une activité à caractère politique, elle pourrait le rendre optionnel. Alors, on voit que l'application de 6 et 7, il y a une nuance qui est très faible. Cela peut vouloir dire la même chose, à condition qu'il y ait un vocabulaire choisi au moment de la tenue de l'activité.

M. Rochefort: Le fait de supprimer 6e, quant à vous, pose quoi comme problème?

M. Lambert: Personnellement, cela ne pose pas de problème, pour le Directeur général des élections non plus. C'est seulement d'essayer de traduire le plus fidèlement possible ce qui aurait pu être conclu, mais, comme je l'ai dit au départ, on ne peut vraiment tracer la ligne nettement de ce qui a été établi ou pas.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, j'aurais une proposition à ce moment-ci de suspendre l'article, afin de ne pas retarder, quitte à ce que l'on suspende le moment venu pour adopter ce qui reste et peut-être avoir une discussion avec le député de Gouin pour tenter de régler ce qui semble être une petite impasse.

M. Rochefort: D'accord.

Le Président (M. Tremblay): L'article 317 est suspendu. L'article 318?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 318 est adopté. L'article 319?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. L'article 320 est adopté. L'article 321 est adopté. L'article 322 est adopté. L'article 323 est appelé.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 323 est adopté. L'article 324?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. L'article 325?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. L'article 326, il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Il s'agit de supprimer, à la deuxième ligne du paragraphe 3, le mot "relatifs".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 326...
(16 h 15)

M. Rochefort: D'accord, à la deuxième ligne, ça va. Merci.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 326 est adopté et l'article 326 est adopté. L'article 327?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 327 est adopté. L'article 328?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 328 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Cela fait plaisir à M. le député de Gouin, ça.

Le Président (M. Tremblay): L'article 329? L'article 329 est adopté. L'article 330? Il y a un papillon, qui se lit comme suit: Premièrement, supprimer, à la deuxième ligne du paragraphe 4, le mot "relatifs"; deuxièmement, ajouter, à la fin, l'alinéa suivant: "L'agent officiel désigné par le

candidat indépendant dans sa déclaration de candidature et le représentant officiel de ce candidat".

L'amendement à l'article 330 est adopté et l'article 330 est aussi adopté. L'article 331? L'article 331 est adopté. L'article 332? L'article 332 est adopté. L'article 333? L'article 333 est adopté.

Nous voilà au papillon avec lequel on avait des difficultés tout à l'heure.

M. Côté (Pierre-F.): Si vous me permettez, M. le Président, on dit que c'est avant l'article 334. Il s'agit du titre de cette sous-section. Actuellement, c'est une façon incorrecte de l'indiquer: 6. Dispositions diverses. On demande de le remplacer, à la sous-section 6, par "Les dispositions diverses", à la page 61.

Le Président (M. Tremblay): Il s'agit, ici, de remplacer le titre "Dispositions diverses" par "Les dispositions diverses". L'intitulé de la sous-section 6 de la section I du chapitre II du titre VIII est modifié par l'amendement inscrit au papillon. Alors, c'est adopté.

L'article 334? L'article 334 est adopté. L'article 335?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 335 est adopté. L'article 336, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il s'agit, premièrement, de remplacer, à la troisième ligne du premier alinéa, le chiffre "327" par le chiffre "329" et, deuxièmement, d'insérer, à la première ligne du deuxième alinéa, après le mot "fournir" les mots "par écrit".

Le Président (M. Tremblay): Cet amendement à l'article 336 est adopté et l'article 336 est adopté. L'article 337? L'article 337 est adopté. L'article 338? L'article 338 est adopté. L'article 339, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il faudrait remplacer le paragraphe 1^o du deuxième alinéa par le suivant: "1^o être accompagnée, à la date de la requête conjointe pour chacun des partis requérants, d'un bilan auquel est joint en annexe pour chacune de leurs instances le solde de l'encaisse, le montant des placements ainsi que le total des dettes".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 339 est adopté et l'article 339 est adopté. L'article 340, il y a un papillon.

M. Rochefort: Qui vise à ajouter, après le deuxième alinéa, le suivant: "Le Directeur

général des élections peut exiger des partis requérants ou de leurs instances qu'ils lui remettent tout livre, compte ou document se rapportant à leurs affaires financières. Il peut également exiger que les bilans des partis requérants soient vérifiés par un vérificateur."

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 340 est adopté. L'article 340 est adopté. L'article 341?

M. Rochefort: M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): Là, nous avons un problème parce qu'il comporte un amendement qui touche...

M. Rochefort: Il faudrait procéder à l'adoption de l'article 342 et on reviendra à l'article 341. C'est cela?

M. Côté (Pierre-F.): Oui, il faudrait passer à l'article 342 et, après cela, revenir pour inverser la...

M. Côté (Charlesbourg): ...numérotation.

M. Côté (Pierre-F.): ...numérotation.

M. Rochefort: Cela va, M. le Président?

Le Président (M. Tremblay): Il s'agit d'inverser... Je suspends l'article 341...

M. Rochefort: C'est cela.

Le Président (M. Tremblay): ...et j'appelle l'article 342. Il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Il faut remplacer l'article par le suivant: "342. À compter de la fusion, les partis requérants et leurs instances cessent d'exister et sont remplacés par le parti et les instances issus de la fusion. Le parti et les instances issus d'une fusion succèdent aux droits et obligations des partis requérants et de leurs instances. Chacun des partis requérants et chacune de leurs instances doivent faire parvenir au Directeur général des élections dans les 60 jours qui suivent la fusion un rapport financier pour la période écoulée depuis le 31 décembre précédent jusqu'à la date de la fusion."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 342 est adopté et l'article 342 est adopté. L'article 341?

M. Rochefort: M. le Président, l'amendement à pour effet...

Le Président (M. Tremblay): On va adopter l'article 341 et on inversera ensuite.

M. Rochefort: D'accord, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 341 est adopté. Il y a une proposition afin d'inverser les articles 341 et 342 afin que l'article 341 devienne 342 et que l'article 342 devienne 341.

M. Rochefort: Adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Vous avez bien compris, M. le Président. Adopté.

Le Président (M. Tremblay): La motion est adoptée.

M. Rochefort: Bon président!

M. Côté (Charlesbourg): Il est membre du comité consultatif.

M. Rochefort: Cela est une bonne école, mais cela peut aussi lui faire peur.

M. Côté (Charlesbourg): Est-ce que je peux faire la proposition?

Le Président (M. Tremblay): Je porte à votre considération l'article 343.

M. Rochefort: On peut vous laisser la chance de le faire, vous aussi.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 343 est adopté. Les propos du député de Charlesbourg m'inquiètent grandement.

M. Côté (Charlesbourg): À quel niveau, M. le Président? Ayant saisi la Chambre du fait que mes propos vous inquiétaient, pourriez-vous saisir la Chambre de mes propos qui vous inquiètent?

Le Président (M. Tremblay): Eh bien, si je n'étais pas assis sur la chaise du président, je vous dirais que, lorsque des promotions sont proposées par l'Opposition, c'est toujours inquiétant. L'article 344 est appelé et il y a un amendement.

M. Rochefort: M. le Président, il faut insérer à la première ligne du premier alinéa, après le mot "demande", le mot "écrite".

Le Président (M. Tremblay): La motion d'amendement est adoptée.

M. Côté (Charlesbourg): Comme elle

vient du gouvernement, elle n'est pas inquiétante, M. le Président. Adopté.

M. Rochefort: M. le Président, elle vient du gouvernement à la suite d'un consensus intervenu entre les partis.

Le Président (M. Tremblay): L'article 344 est adopté. Vous avez bien fait votre travail avant d'arriver ici, vraiment. L'article 345? L'article 345 est adopté. L'article 346 est adopté. L'article 347? L'article 347 est adopté. L'article 348 est adopté. L'article 349?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 349 est adopté. L'article 350, il y a un papillon.

M. Rochefort: L'article 350, me dites-vous?

Le Président (M. Tremblay): Oui, l'article 350.

M. Rochefort: Excusez-moi, M. le Président. Il s'agit d'ajouter l'alinéa suivant: "Si un candidat indépendant cesse d'être autorisé en vertu de l'article 346, les articles 353, 354, 356 et 357 s'appliquent en y faisant les changements nécessaires."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 350 est adopté. L'article 350 est aussi adopté. L'article 351?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 351 est adopté. L'article 352? L'article 352 est adopté. L'article 353?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 353 est adopté. L'article 354? L'article 354 est adopté. L'article 355?

M. Côté (Charlesbourg): Ce sont les partis responsables de ces instances. L'actif et le passif des dettes. Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 355 est adopté. L'article 356 est adopté. L'article 357, il y a un amendement.

M. Rochefort: L'amendement vise à remplacer l'article par le suivant: "Aux fins de la liquidation des actifs d'un parti et de ses instances qui cessent d'être autorisés, le Directeur général des élections peut ouvrir des comptes dans des institutions financières ayant un bureau au Québec et désigner, pour signer les chèques ou autres ordres de

paiement, au moins deux personnes choisies parmi les membres de son personnel".

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 357 est adopté. L'article 357 est adopté également. L'article 358 est adopté. L'article 359 est adopté. L'article 360 est adopté. L'article 361 est adopté. L'article 362 est appelé.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 362 est adopté. L'article 363? L'article 363 est adopté. L'article 364? L'article 364 est adopté. L'article 365? L'article 365 est adopté. L'article 366 a un amendement.

M. Rochefort: Il faut remplacer, dans la deuxième ligne, les mots et chiffres "4° et 5° de l'article 407 et à l'article 422" par ce qui suit: "3°, 4° et 5° de l'article 407 et à l'article 421".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 366 est adopté et l'article 366 est adopté. L'article 367 est adopté. Je porte à votre considération l'article 368. L'article 368 est adopté. Je porte à votre considération l'article 369. Qu'est-ce que j'utilisais tout à l'heure? C'était mieux. L'article 369 est adopté. Article 370?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Il est adopté. L'article 371 est adopté. Je porte à votre considération l'article 372, qui a un amendement.

M. Rochefort: Ah bon! C'est pour les institutions financières.

M. Côté (Pierre-F.): Ce sont toujours les institutions financières, oui.

M. Rochefort: Il s'agit de remplacer l'article par le suivant: "Toute contribution en argent de plus de 100 \$ doit être faite au moyen de chèque ou autre ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur son compte dans une institution financière ayant un bureau au Québec".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 372...

M. Côté (Charlesbourg): Il y a quelques petites corrections.

M. Côté (Pierre-F.): Oui. "Toute

contribution en argent de plus de 100 \$ doit être faite au moyen, non pas de, mais d'un chèque..."

Le Président (M. Tremblay): D'accord. Je le corrige d'office.

M. Côté (Pierre-F.): Au moyen d'un, au lieu de "de".

M. Rochefort: Oui, d'un chèque.

M. Côté (Pierre-F.): D'un chèque.

M. Rochefort: Ou d'un autre...

M. Côté (Pierre-F.): Ou autre, non.

M. Rochefort: Cela va, oui.

M. Côté (Pierre-F.): Oui.

M. Côté (Charlesbourg): Dans ce cas-là, est-ce que cela veut dire que les procurations bancaires qu'on avait auparavant n'étaient pas légales ou n'étaient pas couvertes par la loi? Est-ce qu'on a eu cela ou...

M. Rochefort: Ce n'était pas cela, le problème. C'est de changer "banque à charte" et "compagnie de fiducie" par "institution financière".

M. Côté (Pierre-F.): C'est simplement la définition qu'on a déterminée tantôt pour remplacer toute l'énumération.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 372 est adopté et l'article 372 est adopté. L'article 373 est adopté. Je porte à votre considération l'article 374. L'article 374 est adopté. Je porte à votre considération l'article 375. L'article 375 est adopté. Je porte à votre considération l'article 376, avec un amendement.
(16 h 30)

M. Rochefort: Oui, encore, comme tantôt, M. le Président. Il s'agit de remplacer l'article par le suivant: "Les contributions en argent et les fonds recueillis conformément au présent titre doivent être déposés dans des institutions financières choisies par les entités autorisées et ayant un bureau au Québec." C'est encore la notion des institutions financières.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 376 est adopté et l'article 376 est adopté. L'article 377 est adopté; l'article 378 est adopté, l'article 379...

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): ... est adopté.

Je porte à votre considération l'article 380.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 380 est adopté.

Je porte à votre considération l'article 381.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): C'était quoi, mon autre terme, ce que je disais tout à l'heure? Cela allait bien mieux!

M. Côté (Charlesbourg): Oui, cela a l'air dur!

M. Rochefort: "J'appelle."

Le Président (M. Tremblay): J'appelle l'article 382. L'article 382 est adopté. L'article 383? L'article 383 est adopté. L'article 384 est adopté. L'article 385? L'article 385 est adopté. L'article 386 est adopté. L'article 387 est adopté. L'article 388 est adopté. L'article 389, il y a...

M. Rochefort: Il y a un papillon qu'il faut enlever. Non, cela va, le dernier en date est le bon. C'est cela?

Le Président (M. Tremblay): Voulez-vous me le lire, s'il vous plaît?

M. Rochefort: Oui, M. le Président. Il s'agit de remplacer le premier alinéa par les suivants: "Le Directeur général des élections rembourse aux partis autorisés la moitié des frais de vérification du rapport financier prévu à l'article 390, jusqu'à concurrence de 4000 \$."

"Lorsqu'il exige la vérification d'un bilan accompagnant une requête conjointe de fusion ou d'un rapport financier produit à la suite d'une fusion en vertu de l'article 41, le Directeur général des élections rembourse la moitié des frais de vérification, jusqu'à concurrence de 4000 \$."

Le Président (M. Tremblay): Celui-là n'est pas bon. Alors, c'est l'article 341...

M. Rochefort: Pardon?

Le Président (M. Tremblay): C'est bien en vertu de l'article 341.

M. Rochefort: L'article 41 ou 341? 341. Vous suivez bien, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Si ma mémoire est bonne, tout à l'heure, nous

avons inversé ces deux numéros. Est-ce le nouveau...

M. Rochefort: C'est le numéro tel qu'inversé.

Le Président (M. Tremblay): D'accord. Je corrige l'article 341.

M. Rochefort: On pourrait passer un examen au président, après, sur les articles. C'est bien, M. le Président.

Une voix: C'est bien 341.

M. Rochefort: Article 341.

Le Président (M. Tremblay): Je corrige l'article 341 et je déclare l'amendement à l'article 389 adopté. L'article 389 est adopté, l'article 390 est adopté. L'article 391?

M. Rochefort: Il faut remplacer l'article par le suivant: "L'état des revenus et dépenses doit comporter un relevé général des revenus et le total des dépenses et indiquer en outre: 1^o le total des dons anonymes recueillis au cours de réunions ou manifestations visées dans le paragraphe 2^o du 2^o alinéa de l'article 317, ainsi que la nature, le lieu et la date de ces réunions ou manifestations; 2^o le total des contributions de 100 \$ ou moins et des sommes recueillies en vertu du paragraphe 5^o du 2^o alinéa de l'article 317; 3^o le total des sommes recueillies en vertu du paragraphe 6^o du 2^o alinéa de l'article 317 pour les frais d'inscription à un congrès politique, ainsi que le lieu et la date du congrès; 4^o le total des sommes recueillies en vertu du paragraphe 7^o du 2^o alinéa de l'article 317 comme prix d'admission à une activité ou une manifestation à caractère politique, ainsi que la nature, le lieu et la date de l'activité ou de la manifestation; 5^o le total des contributions de plus de 100 \$."

M. Côté (Pierre-F.): Si on modifie l'article 317.6, il faudrait...

M. Rochefort: On fera les concordances.

M. Côté (Pierre-F.): ...faire la concordance avec l'article 391.3.

M. Rochefort: On fera les concordances. L'amendement est adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 391 est adopté et l'article 391 est adopté. L'article 392?

M. Rochefort: Il faut remplacer le paragraphe 6e par le suivant...

Le Président (M. Tremblay): Il y en a deux.

M. Côté (Pierre-F.): C'est le deuxième texte qui est bon, M. le ministre.

M. Rochefort: On est à l'article 392.

Le Président (M. Tremblay): Oui, et il y a deux textes.

M. Rochefort: Je n'ai pas eu le deuxième.

Il y a deux amendements, M. le Président, à l'article 392. Un premier vise à remplacer, dans la première ligne du premier paragraphe, les mots "établissements financiers" par les mots "institutions financières". Il serait plus juste de dire "dans le paragraphe 1^{er}" que "dans le premier paragraphe".

Deuxièmement, remplacer le paragraphe 6^o par le suivant: "le détail de toutes les sommes empruntées selon le paragraphe 4^o du 2^e alinéa de l'article 317, la date de chaque prêt, le nom et l'adresse complète du prêteur, le taux d'intérêt exigé, ainsi que le montant des remboursements en capital et intérêts."

Le Président (M. Tremblay): Il n'y a qu'un amendement qui comporte deux points.

M. Rochefort: D'accord.

Le Président (M. Tremblay): Je corrige d'office...

M. Rochefort: Par les pouvoirs qui vous sont conférés...

Le Président (M. Tremblay): ...par les pouvoirs qui me sont conférés par le règlement, la première ligne...

M. Côté (Pierre-F.): Il faut laisser le paragraphe 1^o comme ça.

Le Président (M. Tremblay): On le laisse comme ça. Je ne corrige rien d'office.

M. Côté (Pierre-F.): Je m'excuse.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 392 est adopté.
L'article 392 de même.
L'article 393?

M. Rochefort: Remplacer l'article par le suivant: "Le rapport financier annuel mentionné à l'article 390 n'est réputé transmis au Directeur général des élections que s'il est accompagné du certificat du vérificateur prévu à l'article 387. Ce certificat n'est toutefois pas nécessaire dans le cas d'un rapport financier de fermeture

d'un bilan accompagnant une requête conjointe de fusion ou d'un rapport financier produit à la suite d'une fusion en vertu de l'article 341. Le Directeur général des élections peut cependant les exiger."

Le Président (M. Tremblay): Pour être bien sûr, puis-je savoir quelle est la différence?

M. Casgrain: Oui. Dans la deuxième ligne du deuxième alinéa il manquait une virgule.

Le Président (M. Tremblay): Je ne l'avais pas vue.

L'amendement à l'article 393 est adopté. L'article 393 est adopté. L'article 394 est adopté. L'article 395? L'article 395 est adopté. L'article 396 est adopté. L'article 397 est adopté. L'article 398 est adopté. L'article 399?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 399 est adopté.
L'article 400?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 400 est adopté.

Je porte à votre considération l'article 401. L'article 401 est adopté. Je porte à votre considération l'article 402.

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Quel est le terme?

M. Côté (Charlesbourg): J'appelle...

M. Rochefort: J'appelle...

Le Président (M. Tremblay): J'appelle...

M. Rochefort: Je pense que j'ai une vieille carrière de président de commission derrière moi.

Le Président (M. Tremblay): L'article 403? L'article 403 est adopté. L'article 404? L'article 404 est adopté. L'article 405? L'article 405 est adopté. L'article 406?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 406 est adopté. L'article 407? L'article 407 est adopté. J'appelle l'article 408 et je le déclare adopté. L'article 409 est adopté. L'article 410? L'article 410 est adopté. L'article 411? L'article 411 est adopté. L'article 412 est adopté. L'article 413 est

adopté. L'article 414? L'article 414 est adopté. L'article 415? L'article 415 est adopté. L'article 416? Il y a un papillon.

M. Côté (Pierre-F.): C'est le nouveau texte.

M. Rochefort: La loi générale, chapitre III. M. Casgrain est-il ici?

Ah ouï! l'article 416, c'est le chapitre III.

Une voix: Oui, c'est cela, c'est le chapitre III.

Une voix: Le chapitre II.

Une voix: Non, c'est le chapitre II.

M. Casgrain: Le chapitre II.

Une voix: Je l'ai corrigé tantôt.

M. Côté (Charlesboug): On l'a corrigé tantôt.

Des voix: On l'a corrigé d'office.

Une voix: Ah bon!

Le Président (M. Tremblay): Le nouveau texte, c'est celui où on a biffé le chiffre "III" pour le remplacer par le chiffre "II". Je vous prierais de le faire à l'encre à ce moment-là, parce que j'aurais seulement à initialiser cela. Pourriez-vous lire l'amendement, M. le ministre?

M. Rochefort: Oui, M. le Président. Il faut ajouter les alinéas suivants: "Seules les sommes détenues conformément au chapitre II par une entité autorisée peuvent être versées dans le fonds électoral mis à la disposition d'un agent officiel. L'agent officiel doit déposer les sommes versées dans le fonds électoral mis à sa disposition dans un compte d'une institution financière ayant un bureau au Québec. Ce compte doit être distinct de celui du représentant officiel." Tel est le texte de l'amendement.

Avant que nous en disposions, M. le Président, je voudrais m'assurer qu'on ne fasse pas d'erreur en ne parlant pas de l'avance prévue aux articles 41 et suivants lorsque nous parlons de ce que doit comprendre le fonds électoral.

M. Casgrain: Oui, l'avance est versée au représentant officiel qui la verse dans son compte de représentant officiel, qui la transfère par la suite au fonds électoral à l'agent officiel qui peut être lui-même ou une autre personne, mais dans un autre compte.

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 416 est adopté, ainsi que l'article 416. L'article 417?

M. Rochefort: Il faut remplacer l'article par le suivant: "Pendant une période électorale, seul l'agent officiel d'un candidat ou d'un parti autorisé ou son adjoint peut faire ou autoriser des dépenses électorales."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 417 est adopté et l'article 417 aussi. L'article 418? L'article 418 est adopté. L'article 419? L'article 419 est adopté. L'article 420 est adopté. L'article 421?

M. Rochefort: Il y a un papillon, M. le Président, pour remplacer l'article par le suivant: Sous réserve des paragraphes 4°, 5° et 6° de l'article 407, un candidat peut payer lui-même les dépenses personnelles qu'il fait à l'occasion d'une élection jusqu'à concurrence de 2000 \$. Les dépenses personnelles que le candidat peut ainsi "payées" sont "parties" de ses dépenses personnelles; elles ne doivent comprendre aucune publicité.

M. Côté (Pierre-F.): Je me demande s'il n'y a pas lieu de remplacer le premier alinéa de l'article.

M. Rochefort: Ah oui! M. le Président, on ne remplace pas l'article en totalité, mais le premier alinéa de l'article 421.

Le Président (M. Tremblay): Cela va?

M. Rochefort: Un instant! Un instant, M. le Président!

M. Côté (Pierre-F.): Il y a une faute de français. On doit inscrire "peut ainsi payer" au lieu de "payées".

M. Rochefort: Ah oui! à l'avant-dernière ligne, inscrire "payer".

M. Côté (Pierre-F.): Le mot "parties", c'est correct.

Une voix: Il n'y a pas que moi qui fais des fautes.

M. Côté (Pierre-F.): Inscrire "sont parties".

Une voix: Ce sont des dépenses personnelles.

Une voix: C'est "font partie".

M. Côté (Pierre-F.): C'est "font partie de ses".

M. Rochefort: M. le Président, on va

rédiger l'article, n'est-ce pas?

Le Président (M. Tremblay): Est-ce "sont parties"?

M. Rochefort: Non, M. le Président, suspendons.
(16 h 45)

Le Président (M. Tremblay): L'article 421 est suspendu. L'article 422? L'article 422 est adopté. L'article 423.

M. Côté (Charlesbourg): À l'article 423, c'est la limite de 3000 \$ pour les dépenses permises dans le cas d'une convention en temps de campagne électorale. On parle de publicité, cela inclut aussi la publicité sur les lieux. Mais, à l'intérieur de l'article, on ne le retrouve pas; est-ce que c'est couvert par l'article tel que libellé?

M. Rochefort: On l'a passé. L'article qui permet de faire de la publicité sur les lieux d'une convention, c'est passé.

M. Côté (Charlesbourg): Dans la note explicative, on nous dit: Modification afin de faire en sorte qu'il soit possible, lors d'une convention pour le choix d'un candidat dans une circonscription électorale, d'engager des dépenses de publicité à l'intérieur de l'enveloppe de 3000 \$ prévue à cette fin. À l'intérieur de l'article, je ne le retrouve pas.

M. Côté (Pierre F.): Le commentaire n'est pas à la bonne place.

M. Côté (Charlesbourg): Il me semblait qu'il y avait quelque chose.

M. Casgrain: En fin de compte, c'est le commentaire qu'on devrait retrouver au paragraphe 4 de l'article 407 où on dit: Les frais raisonnables d'un candidat pour sa participation à une convention pour le choix d'un candidat dans une circonscription électorale; ces frais ne peuvent...

Le Président (M. Tremblay): Comme nous n'adoptons pas les commentaires...

M. Côté (Charlesbourg): Je suis d'accord, M. le Président, c'est parce que je voulais qu'il me...

Le Président (M. Tremblay): Je pense que c'est bien normal. Compte tenu que le point a été fait, est-ce que l'article 423 est adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Oui, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 423 est adopté. L'article 424? L'article 424 est adopté. L'article 425? L'article 425 est

adopté. L'article 426, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il faut remplacer, dans la deuxième ligne, le chiffre "426" par le chiffre "425". Article de référence.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 426 est adopté. L'article 426 est adopté. J'appelle l'article 427 et il y a un papillon.

M. Rochefort: Il faut remplacer le premier alinéa par le suivant: En période électorale, tout radiodiffuseur, télédiffuseur ou câblodistributeur, ainsi que tout propriétaire de journal, périodique ou autre imprimé, peut mettre gratuitement à la disposition des chefs des partis et candidats du temps d'émission à la radio ou à la télévision ou de l'espace dans le journal, le périodique ou autre imprimé, pourvu qu'il offre un tel service de façon équitable, qualitativement ou quantitativement, à tous les candidats d'une même circonscription électorale, ou à tous les chefs des partis représentés à l'Assemblée nationale ou qui ont recueilli au moins 3% des votes valides lors des dernières élections générales.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 427 est adopté. L'article 427 est adopté. L'article 428?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 428 est adopté. L'article 429?

L'article 429 est adopté. J'appelle l'article 430 et il y a un papillon.

M. Rochefort: Juste un instant, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Voulez-vous que je vous lise cela...

M. Rochefort: Non, j'ai mon papier, je veux juste... D'accord, il faut remplacer les deuxième et troisième alinéas par les suivants: "Pour chaque candidat, les dépenses électorales doivent être limitées de façon à ne pas dépasser 80 cents par électeur au cours d'élections générales. Toutefois, dans les circonscriptions électorales de Duplessis, Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Saguenay et Ungava, le maximum est augmenté de 20 cents par électeur. Dans la circonscription électorale des Îles-de-la-Madeleine, le maximum est augmenté de 55 cents par électeur. Lors d'une élection partielle, la limite des dépenses électorales d'un candidat est augmentée de 25 cents."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 430 est adopté. L'article 430 est adopté. L'article 431? L'article 431 est adopté. L'article 432? L'article 432 est adopté. L'article 433? L'article 433 est adopté. L'article 434? L'article 434 est adopté. L'article 435? L'article 435 est adopté. L'article 436? L'article 436 est adopté. L'article 437? L'article 437 est adopté. L'article 438? L'article 438 est adopté. L'article 439? L'article 439 est adopté. L'article 440? L'article 440 est adopté. L'article 441? L'article 441 est adopté. L'article 442? L'article 442 est adopté. L'article 443? L'article 443 est adopté. L'article 444 est adopté. L'article 445 est adopté. L'article 446 est adopté. L'article 447? L'article 447 est adopté. L'article 448 est adopté. L'article 449? L'article 449 est adopté. L'article 450 est adopté. L'article 451, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il faut remplacer, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, les mots et chiffre "à l'article 431" par "au deuxième alinéa de l'article 430".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 451 est adopté et l'article 451 est adopté. L'article 452? L'article 452 est adopté. L'article 453, il y a un papillon.

M. Rochefort: Oui. Il faut remplacer, à la sixième ligne du premier alinéa, les mots et chiffre "à l'article 431" par "au deuxième alinéa de l'article 430".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 453 est adopté et l'article 453 est adopté. L'article 454? L'article 454 est adopté. L'article 455? L'article 455 est adopté. L'article 456? L'article 456 est adopté. L'article 457? L'article 457 est adopté. L'article 458, il y a un amendement.

M. Rochefort: Oui. Il faut remplacer le troisième alinéa par le suivant: "Les dépenses électorales pouvant faire l'objet d'un remboursement ne peuvent excéder la limite fixée au deuxième alinéa de l'article 430."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article...

M. Rochefort: 458.

Le Président (M. Tremblay): ...458 est adopté ainsi que l'article 458. L'article 459, il y a un papillon.

M. Rochefort: Remplacer, dans la première ligne du premier alinéa, le chiffre "431" par le chiffre "430".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 459 est adopté et l'article 459 est adopté. L'article 460? L'article 460 est adopté.

Une voix: Adopté.

La contestation d'élection

Le Président (M. Tremblay): L'article 461 est adopté. L'article 462 est adopté. L'article 463, il y a un papillon.

M. Rochefort: Remplacer, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, le chiffre "437" par le chiffre "436".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 463 est adopté ainsi que l'article 463. L'article 464 est adopté. L'article 465 est adopté. L'article 466 est adopté. L'article 467 est adopté. L'article 468 est adopté. L'article 469 est adopté. L'article 470 est adopté. L'article 471 est adopté. L'article 472, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il faut remplacer, dans la troisième ligne, le mot et les chiffres "222 ou 223" par le mot et les chiffres "497 et 498".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 472 est adopté ainsi que l'article 472. L'article 473 est adopté. L'article 474 est adopté. L'article 475 est adopté. L'article 476 est adopté. L'article 477, il y a un papillon.

M. Rochefort: Il faut supprimer, dans la première ligne, les mots "reconnue ou".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 477 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): Oh! Je retire mes paroles.

M. Côté (Charlesbourg): Qu'est-ce qui fait qu'on fait disparaître "reconnue ou"?

M. Casgrain: Si vous regardez le texte actuel, on dit: "toute personne tenue pour coupable". Ici, il s'est produit une erreur lorsqu'on a rédigé le texte et cela n'a pas été corrigé.

Le pouvoir réglementaire

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 477 est adopté. L'article 477 est adopté. L'article 478 est

adopté. L'article 479 est adopté. L'article 480 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): D'accord. Je me demandais comment...

Le Président (M. Tremblay): L'article 481 est adopté. L'article 482 est adopté.

Une voix: Adopté.

Le rapport annuel et les dispositions financières

Le Président (M. Tremblay): L'article 483 est adopté. L'article 484 est adopté. L'article 485 est adopté. L'article 486 est adopté. L'article 487 est adopté. L'article 488 est adopté. L'article 489 est adopté.

Une voix: Adopté.

Les infractions et peines

Le Président (M. Tremblay): L'article 490 est adopté. L'article 491 est adopté. L'article 492 est appelé. L'article 492 est adopté. L'article 493 est adopté. L'article 494 est adopté. L'article 495 est adopté. L'article 496, il y a un papillon.

M. Rochefort: Qui vise à insérer, dans la première ligne du paragraphe premier, après le mot "articles" ce qui suit: "32,".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 496 est adopté. L'article 496 est adopté. L'article 497 est adopté. L'article 498 est adopté.

M. Rochefort: Un instant!

Le Président (M. Tremblay): L'article 498 est sur la table.

M. Rochefort: À l'article 498, on exclut des dépenses électorales les aliments, sandwiches, etc., qui sont fournis à des électeurs à l'occasion d'une assemblée d'électeurs réunis en vue de favoriser l'élection d'un candidat durant une élection. C'est ce qu'on retrouve à premièrement.

Deuxièmement, on exclut aussi le même type de bien qui est fourni par un électeur autre qu'un agent officiel à ses propres frais à une assemblée d'électeurs réunis en vue de favoriser l'élection d'un candidat durant une élection. Sauf qu'on ne fait pas mention - et je soulève la question pour les fins de discussion avec le député de Charlesbourg et les gens du bureau du Directeur général des élections - des dépenses de même nature qu'encourt un agent officiel soit la journée de l'élection pour ses représentants ou au cours d'une campagne électorale pour le personnel qu'on retrouve au bureau, au

secrétariat général d'un parti politique. Je voulais soulever la question. Étant donné que ce sont des dépenses de même nature, n'y aurait-il pas lieu de les exclure aussi? C'est cela. Pendant le mois de l'élection, les gens qui sont au bureau, le midi ou le soir, font venir...

M. Côté (Charlesbourg): Il n'y aurait pas de problème.

M. Rochefort: Quelqu'un pourrait préparer un article. J'en avais un.

Le Président (M. Tremblay): L'article 498 est suspendu.

M. Rochefort: Merci.

Le Président (M. Tremblay): L'article 499 est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Il y a une observation qui est fort judicieuse. On règle notre problème à nous, les grands partis. Est-ce que, nous, on va pouvoir les payer? On les exclut des dépenses, mais les partis vont pouvoir les payer. Si vous avez un candidat indépendant, il n'est pas sûr que lui va pouvoir les payer, advenant le cas où ces frais seraient remboursables. Dans la mesure où cela devient une dépense, c'est donc remboursable. C'est comptabilisé. Dans ce cas-ci, elles ne le seraient plus. Nous, des grands partis, on est capable de le faire, mais dans le cas des candidats indépendants il n'y aurait pas de possibilité. Est-ce qu'on ne peut pas faire un amendement qui permettrait...

Une voix: Optionnel?

M. Côté (Charlesbourg): Oui, optionnel.

M. Rochefort: Si c'est une dépense, il doit répondre aux prescriptions de la loi, les factures et tout ça, et il est admissible au remboursement. S'il choisit...

M. Côté (Charlesbourg): Un indépendant dont les dépenses pourraient être remboursables à ce moment.

Le Président (M. Tremblay): L'article 498 est suspendu. Peut-être que tout à l'heure on aura un amendement qui...

M. Côté (Charlesbourg): Ce n'est pas à la même place. C'est dans les sanctions. En tout cas, pouvez-vous regarder cela? (17 heures)

M. Rochefort: Regardez-le et on y reviendra.

Le Président (M. Tremblay): Est-il dans votre intention d'adopter 498 immédiatement,

quitte à revenir à un autre article plus tard?

M. Rochefort: Non. On le suspend.

Le Président (M. Tremblay): Non. On suspend 498. L'article 500?

M. Rochefort: Oui, mais 499, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Je l'ai adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Vous deviez savoir ce que vous faisiez à ce moment-là.

Le Président (M. Tremblay): Je l'ai appelé, comme tous les autres, et personne n'a réagi, donc, j'ai compris qu'il était...

M. Côté (Charlesbourg): Vous aviez raison.

M. Rochefort: C'est l'entente, M. le Président. Il faut respecter l'entente. Cela va.

L'article 500. Dans un premier temps, il faut remplacer, dans la deuxième ligne du paragraphe 1^{er}, le chiffre "431" par le chiffre "430". Dans un deuxième temps, il faut remplacer, dans la deuxième ligne du paragraphe 4^o, le chiffre "445" par le chiffre "447".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 500 est adopté et l'article 500 est adopté. L'article 501 est adopté. L'article 502 est adopté. L'article 503 est appelé.

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 503 est adopté. L'article 504?

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 504 est adopté. L'article 505, il y a un amendement.

M. Rochefort: Oui, et qui a pour objectif de supprimer, dans la première ligne, le mot "sciemment".

M. Côté (Pierre F.): Non, je m'excuse, on n'est pas obligé de l'enlever. M. le Président, on a convenu, ce matin, qu'on ne l'enlèverait plus. Je l'ai oublié.

M. Rochefort: On va suspendre deux minutes, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui, très bonne idée. Justement, j'allais réclamer mes

dix minutes syndicales. Alors, la sous-commission des institutions est suspendue à loisir.

(Suspension de la séance à 17 h 2)

(Reprise de la séance à 17 h 10)

Articles en suspens

Le Président (M. Tremblay): La sous-commission des institutions reprend ses travaux et j'appelle l'article 224. À l'article 224, il y avait un amendement et nous le retirons complètement. L'amendement à l'article 224 est retiré et je déclare que la motion pour retirer l'amendement à l'article 224 est adoptée. Il y a un nouvel amendement qui se lit comme suit: Ajouter l'alinéa suivant: Le préposé à l'information et au maintien de l'ordre a notamment pour fonctions: 1^o d'accueillir les électeurs et de les diriger vers le bureau de vote correspondant à leur section de vote; 2^o de veiller à l'accessibilité et de faciliter la circulation à l'intérieur des bureaux de vote; 3^o de voir à ce qu'une seule personne à la fois soit admise à un bureau de vote; 4^o de voir à ce que seuls les électeurs présents sur les lieux d'un bureau de vote à l'heure de fermeture des bureaux puissent être admis à exercer leur droit de vote; 5^o de veiller à ce que seules les personnes autorisées à être présentes sur les lieux d'un bureau de vote puissent l'être; 6^o de communiquer au directeur du scrutin toute situation qui demande son intervention.

Cet amendement à l'article 224 est adopté et l'article 224 est adopté. Maintenant, l'article 260?

M. Rochefort: M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui, M. le ministre.

M. Rochefort: J'aimerais que nous puissions délibérer sur cet article en présence du député de Charlesbourg.

Le Président (M. Tremblay): Vous voulez délibérer sur l'article 260?

M. Rochefort: Avez-vous le texte de l'article 260?

Le Président (M. Tremblay): Le texte est ici, je le lis. 260. Insérer, dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot "électorale" les mots "en présence du scrutateur ou du secrétaire du bureau de vote".

M. Rochefort: Oui, d'accord.

Le Président (M. Tremblay): L'amen-

dement à l'article 260 est adopté et l'article 260 est adopté, ce qui complète l'étude du premier cahier. Nous sommes à l'article 505. Il était suspendu avec 317.

M. Rochefort: Il faut finir cela avant 18 heures.

Le Président (M. Tremblay): C'est mon désir le plus cher.

M. Rochefort: C'est un mandat jusqu'à 18 heures seulement.

Le Président (M. Tremblay): C'est un mandat de la commission.

Une voix: Ce n'est pas un mandat de l'Assemblée nationale? Comment?

M. Rochefort: Du leader, on avait jusqu'à 18 heures. En tout cas, on va finir par y arriver.

Le Président (M. Tremblay): Oui, cela va bien. Il y a trois articles seulement qui sont suspendus soit 317, 421 et 498. L'article 421 est réglé et nous sommes à l'article 505. (17 h 15)

M. Côté (Charlesbourg): D'accord, on y reviendra. Procédons.

Le Président (M. Tremblay): Lequel voulez-vous étudier? L'article 505?

M. Côté (Charlesbourg): Ah oui, continuons à voler et on reprendra ce qui reste.

Les infractions et peines (suite)

Le Président (M. Tremblay): L'article 505?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement... C'était le ministre qui avait...

M. Côté (Charlesbourg): Non, il y avait un besoin.

Le Président (M. Tremblay): À l'article 505.

M. Côté (Charlesbourg): Non, il n'y a rien.

M. Rochefort: C'est réglé; ça va.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 505 est adopté et l'article 505 est adopté. Il n'y a pas d'amendement. Je m'excuse, il n'y a pas d'amendement.

M. Rochefort: À l'article 505, il n'y a pas d'amendement.

Le Président (M. Tremblay): Alors, il n'y a pas d'amendement à l'article 505 et l'article 505 est adopté. L'article 506?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 506 est adopté. L'article 507? L'article 507 est adopté. L'article 508? L'article 508 est adopté. L'article 509? L'article 509 est adopté. L'article 510, il y a un papillon.

M. Rochefort: Premièrement, il faut remplacer, à la première ligne du premier alinéa, le mot "au" par "aux"; deuxièmement, remplacer, dans la sixième ligne du deuxième alinéa, le chiffre "431" par le chiffre "430."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 510 est adopté et l'article 510 est adopté. L'article 511 est adopté. L'article 512 est adopté. L'article 513 est appelé. L'article 513 est adopté. L'article 514 a un amendement, un papillon.

Les dispositions diverses et finales

M. Rochefort: Oui, il faut remplacer l'article par le suivant: "Lorsqu'une élection est ordonnée dans une circonscription électorale dans laquelle le scrutin a été tenu depuis le dernier recensement annuel, les listes électorales qui sont révisées pendant la période électorale sont celles qui ont servi lors de ce scrutin."

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 514...

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): ...est adopté. L'article 514 est adopté. L'article 515 est adopté. L'article 516 est adopté. L'article 517 est adopté. L'article 517 est adopté. L'article 518 est adopté. L'article 519?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 519 est adopté. L'article 520?

M. Côté (Charlesbourg): C'est un article transitoire.

M. Côté (Pierre-F.): C'est parce que, là, c'est 520, mais il est à la mauvaise place, il y a un trait.

Le Président (M. Tremblay): Je salue la présence du président de la commission des institutions qui vient nous visiter.

À Particle 520, est-ce qu'il a des objections?

M. Rochefort: C'est suspendu.

Le Président (M. Tremblay): L'article 520 aussi? L'article 520 est adopté et il y a un amendement qui est...

M. Rochefort: Suspendu.

M. Côté (Charlesbourg): ...on l'appellera plus tard.

Le Président (M. Tremblay): ...520.1, un papillon, et il est suspendu. L'article 522?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 522 est adopté. L'article 523?

M. Côté (Pierre-F.): Vous ne pouvez pas passer par-dessus l'article 521, vous.

M. Côté (Charlesbourg): L'amendement, le papillon...

Le Président (M. Tremblay): On a adopté l'article 521, mais on a suspendu l'article 520.1.

M. Côté (Pierre-F.): C'est cela. Il y a 521 et il y a 521.1.

Le Président (M. Tremblay): Non, il y a l'article 520 et l'article 521.1 et il y a l'article 521, évidemment.

M. Côté (Charlesbourg): L'article 520 est adopté, mais l'article 520.1 est suspendu.

Le Président (M. Tremblay): C'est cela. L'article 523?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 523 est adopté. L'annexe A? Est-ce que l'annexe A...

M. Côté (Charlesbourg): C'est à l'article 524.

Le Président (M. Tremblay): Ah ouï! Excusez-moi! C'est un article, n'est-ce pas?

M. Côté (Charlesbourg): Oui.

Le Président (M. Tremblay): Il y a un texte proposé, d'accord. L'article 524 est-il adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 524 est adopté. L'article 525?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 525 est adopté. L'article 526?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

M. Rochefort: C'est un article de concordance.

M. Côté (Charlesbourg): De concordance.

Le Président (M. Tremblay): L'article 526 est adopté. Les articles 527, 528, 529, 530, 531, 532 et 533 sont adoptés.

M. Côté (Charlesbourg): J'aurais une petite question, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): À quel endroit?

M. Côté (Charlesbourg): À l'article 533. On remplace le mot "votant" par "électeur". Est-ce une notion dépassée ou quoi?

M. Casgrain: Oui. On ne retrouve plus le mot "votant" à aucun endroit dans la Loi électorale. Dans cette loi, pour désigner un électeur qui se présente pour voter, on dit "l'électeur" se présente pour voter.

Le Président (M. Tremblay): L'article 533 est adopté. Les articles 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544 et 545 sont adoptés. L'article 546 est appelé. Il y a un...

M. Côté (Pierre-F.): Dans l'appendice 2 de la Loi sur la consultation populaire, pour tout ce qu'on vient d'adopter, il faut faire la concordance.

M. Rochefort: Tous ces papillons-là?

M. Casgrain: C'est-à-dire qu'on a introduit un très grand nombre de papillons jusqu'à maintenant dans la Loi électorale, donc...

M. Rochefort: Ce sont des papillons de concordance.

M. Casgrain: De concordance, oui. Il y avait deux petites erreurs qui se sont glissées.

M. Rochefort: Et qui sont reprises dans les nouveaux papillons ici.

M. Casgrain: Oui, on devrait ajouter deux papillons.

M. Côté (Pierre-F.): Dans les deux papillons que vous avez sur le côté: 546 et...

Le Président (M. Tremblay): Nous sommes à l'article 546.

M. Casgrain: Il y a deux papillons supplémentaires ou à modifier, je ne me souviens plus, dans la pile que vous avez.

Le Président (M. Tremblay): Peut-être que vous pourriez mettre cela en ordre et nous étudierions les articles 317, 421 et 498.

M. Côté (Pierre-F.): Excusez, M. le Président. Donnez-moi votre pile, on va la mettre en ordre.

Le Président (M. Tremblay): Ah! J'apprécie beaucoup.

M. Rochefort: Pendant que vous faites cela, peut-on revenir à un ou deux articles?

Le Président (M. Tremblay): Oui, article 317.

M. Côté (Charlesbourg): Je vais vous donner la mienne aussi, M. Côté, parce que vous allez me perdre assez vite.

M. Côté (Pierre-F.): Oui.

Articles en suspens

Le Président (M. Tremblay): L'article 317?

M. Rochefort: 317?

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Rochefort: Bien oui, mais ce n'est pas réglé. On pourrait prendre l'article 421.

Le Président (M. Tremblay): Je suspends l'article 317 et j'appelle l'article 421.

M. Rochefort: Oui. Le texte a été corrigé, M. le Président. Je vous remettrai l'amendement si vous n'en avez pas de copie.

Le Président (M. Tremblay): J'en ai une, vous pouvez le lire.

M. Rochefort: Il s'agit de remplacer le premier alinéa par le suivant: Sous réserve des paragraphes 4°, 5° 6° de l'article 407, un candidat peut payer lui-même les dépenses personnelles qu'il fait à l'occasion d'une élection jusqu'à concurrence de 2000 \$. Les dépenses personnelles que le candidat peut ainsi payer font partie de ses dépenses électorales. Elles ne doivent comprendre aucune publicité.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 421 est adopté. L'article 421 est adopté. Peut-être qu'on peut aller voir l'article 498; je serais surpris si on avait déjà réglé cela.

M. Côté (Charlesbourg): Article 498?

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Côté (Charlesbourg): Il est possible, M. le Président, qu'on l'ait...

Le Président (M. Tremblay): C'est relativement aux infractions et à l'alimentation.

M. Côté (Charlesbourg): Aux infractions et à l'alimentation. L'alimentation qui pourrait devenir une infraction.

Le Président (M. Tremblay): Voilà!

M. Côté (Pierre F.): Il y a des petits problèmes. On en a discuté entre nous et il y a des petits...

M. Rochefort: Je pense qu'on va suspendre, M. le Président.

M. Côté (Charlesbourg): Oui, pour régler...

Le Président (M. Tremblay): Peut-être qu'on peut continuer après la... Je m'excuse, je ne l'ai pas pris en note tout à l'heure. C'est 526...

M. Côté (Pierre F.): C'est 546.

Le Président (M. Tremblay): 546. Il y a peut-être autre chose qu'on pourrait adopter après 546.

M. Rochefort: Si on suspendait maintenant, M. le Président, on pourrait régler des choses...

M. Côté (Charlesbourg): On va régler les problèmes qui sont en suspens, là.

Le Président (M. Tremblay): Si c'est là le désir de la commission, la sous-commission des institutions suspend ses travaux à loisir.

(Suspension de la séance à 17 h 26)

(Reprise à 17 h 33)

Le Président (M. Tremblay): La sous-commission des institutions reprend ses travaux et j'appelle l'article 317. Est-ce qu'il est réglé, 317, ou s'il faut aller à 521?

M. Côté (Charlesbourg): Cela prenait la rédaction.

Le Président (M. Tremblay): Alors, 520.1?

M. Rochefort: Il faut ajouter le nouvel article suivant, M. le Président, après 520: 520.1 "Les membres du personnel temporaire du Directeur général des élections qui le (inscrire ici la date du dépôt du présent projet de loi) étaient à son emploi et qui occupaient des fonctions à caractère permanent deviennent membres permanents de son personnel et la Loi sur la fonction publique (1983, chapitre 55) leur devient applicable sans autre formalité."

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, uniquement là-dessus, "inscrire ici la date du dépôt", on peut le faire. Le dépôt du projet de loi... Pourquoi ne pas le faire?

M. Rochefort: Bien oui, vous avez bien raison. Vous êtes un bon législateur, M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Pierre F.): Il a été déposé quand? Le jeudi 13?

M. Rochefort: Donc, cela se lirait comme suit: Les membres du personnel électoral temporaire du Directeur général des élections qui, le 13 décembre 1984, étaient à son emploi et qui occupaient... etc.

Le Président (M. Tremblay): Attendez un peu! Le 13 décembre 1984, c'est cette année, et "étaient à son emploi". D'accord.

M. Côté (Charlesbourg): Cela concerne combien de personnes, M. le Président?

M. Rochefort: Le Directeur général des élections va répondre à la question, M. le Président.

M. Côté (Pierre F.): Pardon?

M. Côté (Charlesbourg): Cela concerne combien de personnes?

M. Côté (Pierre F.): Une vingtaine.

M. Côté (Charlesbourg): Et, principalement, quelle catégorie de travailleurs?

M. Côté (Pierre F.): Il y en a dans tous les services.

M. Côté (Charlesbourg): Il y en a trois ici? Ah! Est-ce que ce serait un beau cadeau de Noël, quoi? Bien mérité, évidemment, mais... Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 520.1 est adopté, ce qui est un article en soi. L'article 546? Si vous voulez lire les amendements, M. le ministre?

M. Rochefort: Ce n'est pas nécessaire.

Le Président (M. Tremblay): Non? Comment allons-nous...

M. Côté (Charlesbourg): La seule assurance qu'on a à ce moment-ci, c'est que tous les amendements qu'on adopte ici ne sont que des amendements de concordance.

M. Rochefort: C'est bien ce que je croyais, M. le Président.

M. Côté (Charlesbourg): Mais j'aime bien qu'on se le dise.

M. Rochefort: On va demander au Directeur général des élections...

Le Président (M. Tremblay): Je suis bien inquiet. Je pense qu'on devrait les adopter un par un pour les fins du Journal des débats.

M. Côté (Charlesbourg): Oui, sauf que la question est générale et cela évitera de la poser chaque fois. Dans tous les cas, les amendements qui sont posés ici, qui amendent la loi sur les référendums, ne sont que des amendements de concordance.

M. Côté (Pierre-F.): Oui.

M. Rochefort: Exclusivement.

M. Côté (Pierre-F.): Exclusivement des amendements de concordance.

Dispositions applicables à la tenue d'un référendum

M. Rochefort: D'accord. L'article 546.

Le Président (M. Tremblay): On pourrait procéder, parce qu'il faut leur donner un titre...

M. Côté (Charlesbourg): Appendice 2.

Le Président (M. Tremblay): Ils n'ont pas de numéro. C'est l'article 546.

M. Côté (Charlesbourg): Des articles, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Il y a 542 là-dedans.

M. Rochefort: Les articles entre parenthèses.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que c'est une erreur?

M. Côté (Charlesbourg): 546 toujours.

Le Président (M. Tremblay): C'est toujours 546.

M. Côté (Charlesbourg): Mais vous pourriez les appeler pour les différencier par les numéros d'article, M. le Président.

M. Rochefort: Entre parenthèses.

Le Président (M. Tremblay): D'accord. J'appelle l'amendement à l'article 546 qui amende l'article 10.

M. Rochefort: Il faut remplacer, dans la première ligne du premier alinéa, les mots "la deuxième ligne" par les mots "les première et deuxième lignes".

Le Président (M. Tremblay): Adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Vous ne lirez pas tout cela.

M. Rochefort: Je n'ai pas besoin de les lire?

M. Côté (Charlesbourg): S'il y a nécessité de les lire, M. le Président...

Le Président (M. Tremblay): Je ne le crois pas, pour autant qu'on les identifie facilement.

M. Rochefort: Qu'on les appelle. L'article 64.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 64...

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): ...est adopté.

L'amendement à l'article 546 amendement...

M. Rochefort: 237.

M. Côté (Charlesbourg): 237.

Le Président (M. Tremblay): ...l'article 237 est-il adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Adopté. Cela amende...

M. Rochefort: Cela amende la loi référendaire par concordance.

Le Président (M. Tremblay): D'accord.

M. Rochefort: On retrouve dans la loi référendaire des dispositions analogues à celles de la Loi électorale.

Le Président (M. Tremblay): Cet article vise à amender la loi référendaire...

M. Côté (Charlesbourg): En concordance.

M. Rochefort: En concordance avec les modifications que nous venons d'apporter à la Loi électorale.

Le Président (M. Tremblay): Je comprends.

M. Côté (Pierre-F.): Dans la loi référendaire, il y a deux grandes parties. La première partie, ce sont les dispositions générales; après, c'est l'application de la Loi électorale.

Le Président (M. Tremblay): Vous vous donnez cette possibilité de le faire par l'article 546.

M. Côté (Charlesbourg): C'est cela.

Une voix: Oui.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement amendement l'article 237 est adopté. L'amendement à l'article 316.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 316 est adopté. L'amendement à l'article 317?

M. Rochefort: Adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 317 est adopté. L'amendement à l'article 318?

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 318 est adopté. L'amendement aux articles 325 et 332.

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement aux articles 325 et 332 est adopté.

L'amendement à l'article 403? L'amendement à l'article 403 est adopté.

L'amendement à l'article 407?

L'amendement à l'article 407 est adopté.

L'amendement à l'article 417?

L'amendement à l'article 417 est adopté.

L'amendement à l'article 438?

L'amendement à l'article 438 est adopté.

L'amendement à l'article 439?

L'amendement à l'article 439 est adopté.

L'amendement à l'article 447?

L'amendement à l'article 447 est adopté.

L'amendement à l'article 450?

L'amendement à l'article 450 est adopté.

L'amendement à l'article 497?

L'amendement à l'article 497 est adopté.

L'amendement à l'article 500?

L'amendement à l'article 500 est adopté.

L'amendement aux articles 514 et 515?

L'amendement aux articles 514 et 515 est adopté.

L'amendement à l'article 519?

L'amendement à l'article 519 est adopté.

L'amendement à l'annexe A et à l'annexe B?

M. Côté (Pierre-F.): C'est remplacé par ce qui suit.

M. Rochefort: On change les calendriers, M. le Président.

M. Côté (Pierre-F.): On change les calendriers comme on les a changés tantôt.

M. Rochefort: C'est cela. C'est remplacé par le suivant.

M. Côté (Pierre-F.): Par l'annexe suivante. C'est cela.

Le Président (M. Tremblay): Alors, tout cela?

M. Côté (Pierre-F.): La première annexe.

M. Rochefort: L'amendement est un tableau.

M. Côté (Pierre-F.): L'annexe B est remplacée par la suivante. L'annexe A, cela demeure. L'annexe B est remplacée...

Le Président (M. Tremblay): D'accord. Dans l'annexe A, il n'y a pas de changement.

M. Côté (Pierre-F.): Non. L'annexe est changée.

Le Président (M. Tremblay): L'annexe B est remplacée par l'annexe suivante.

M. Côté (Pierre-F.): C'est cela.

Le Président (M. Tremblay): Alors, c'est adopté. Il va y avoir deux feuilles par amendement, si je comprends bien. L'annexe C est remplacée par la suivante. L'annexe C

est adoptée aussi.

M. Côté (Pierre-F.): C'est la même chose. Ce sont deux feuilles différentes aussi.

Le Président (M. Tremblay): L'annexe F est adoptée. L'annexe G est adoptée. L'article 546, qui vise à modifier différents articles des dispositions de l'appendice 2, "Dispositions applicables à la tenue d'un référendum", est adopté. L'article 547?

Les dispositions diverses et finales (suite)

M. Côté (Charlesbourg): C'est de concordance, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): L'article 547 est adopté. L'article 548 est adopté. L'article 549 est adopté. L'article 550 est adopté. L'article 551 est adopté. L'article 552 est adopté. L'article 553 est adopté. L'article 554 est adopté. L'article 555 est adopté. L'article 556 est adopté. L'article 557 est adopté. L'article 558 est adopté. L'article 559?

M. Côté (Pierre-F.): Après l'article 559, il y a 559.1.

Le Président (M. Tremblay): Alors, l'article 559 est adopté. Il y a un ajout: une proposition qui s'appellerait 559.1, qui dit ceci: Insérer, après l'article 559, le suivant: "559.1 L'expression "Director General of Elections" est remplacée, partout où elle apparaît dans une loi, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou autre texte, par l'expression "Chief Electoral Officer". Alors, l'article 559.1 est adopté.

M. Côté (Pierre-F.): M. le Président, il manque seulement, dans le texte, quand on dit "dans un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou autre texte, le mot "un". Au lieu de "autre texte", c'est "un autre texte". Il faut ajouter le mot "un".

M. Rochefort: Le mot "un" avant le mot "autre".

Le Président (M. Tremblay): Je l'inscris moi-même avec mes initiales. Alors, l'article 559.1 est adopté. L'article 560?

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 560 est adopté. L'article 561? L'article 561 est adopté.

Alors, il s'agit de remplacer l'annexe A par le tableau ci-joint. Est-ce que cet amendement est adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement est adopté. L'annexe A est-elle adoptée?
(17 h 45)

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'annexe A est adoptée.

Il y a un papillon pour remplacer l'annexe B par le tableau qui suit. Cette motion d'amendement est-elle adoptée?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Le calendrier électoral est-il adopté?

M. Rochefort: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Le calendrier électoral est adopté.

L'annexe C est-elle adoptée?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'annexe C est adoptée.

Est-ce que l'annexe D est adoptée? L'annexe D est adoptée. L'annexe E est-elle adoptée? L'annexe E est adoptée. L'annexe F...

M. Rochefort: C'est inscrit au Journal les débats.

Le Président (M. Tremblay): ...est-elle adoptée? L'annexe F est adoptée.

L'annexe G est-elle adoptée? L'annexe G est adoptée.

L'annexe H: Remplacer, dans la huitième ligne, le mot "arrêté" par le mot "décret". Il s'agit de faire un amendement à l'annexe H afin de modifier le mot "arrêté" par le mot "décret".

Une voix: Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'annexe H est adopté. L'annexe H est adoptée.

M. Côté (Pierre-F.): Ces annexes qui précèdent, c'est une nouvelle façon de les désigner pour être en concordance avec toutes les corrections qu'on a apportées.

Le Président (M. Tremblay): Il s'agit d'une renumérotation des annexes. L'annexe A devient l'annexe B; l'annexe B devient l'annexe C; l'annexe C devient l'annexe D; l'annexe D devient l'annexe E; l'annexe E devient l'annexe F; l'annexe F devient l'annexe G; l'annexe G devient l'annexe H et l'annexe H devient l'annexe A.

M. Côté (Pierre-F.): C'est cela.

Le Président (M. Tremblay): C'est typique, les derniers seront les premiers. Est-ce que cette annexe est adoptée?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'annexe est adoptée.

Est-ce que la table des matières est adoptée?

M. Côté (Pierre-F.): Avant la table des matières...

M. Côté (Charlesbourg): Il y aurait peut-être les quatre qu'on venait de suspendre.

M. Côté (Pierre-F.): ...il y aurait une petite chose.

Le Président (M. Tremblay): Oui, on a l'article 317 et l'article 498, selon moi.

M. Côté (Pierre-F.): Il y a aussi ce qui se rapporte à la version anglaise. On a cela dans le texte de ce matin, les quatre.

Le Président (M. Tremblay): Ah oui!

M. Côté (Pierre-F.): Il y a quatre... je peux vous les passer, si vous voulez.

Une voix: Elles sont différentes.

Le Président (M. Tremblay): Je les avais déjà...

M. Côté (Pierre-F.): Il faut les avoir à la fin de la version française, ces quatre...

Le Président (M. Tremblay): Avant d'adopter la table. Alors, on revient à l'article 317.

M. Côté (Charlesbourg): Oui.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que c'est le voeu des membres de la commission?

M. Côté (Pierre-F.): Le texte vient...

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que vous êtes prêts à adopter l'article 498?

M. Côté (Charlesbourg): C'est la même chose.

Une voix: C'est la même chose.

M. Côté (Charlesbourg): Adoptons l'anglais, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui, bon! Passons aux choses anglaises.

Version anglaise: Remplacer dans la

version anglaise de la présente loi partout où elle se retrouve l'expression "Director General of Elections" par l'expression "Chief Electoral Officer".

M. Côté (Pierre-F.): Là, on a vu ce qui arrive.

M. Côté (Charlesbourg): On l'a fait en français et, là, on le fait en anglais.

M. Côté (Pierre-F.): Oui, en anglais.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que cette motion générale, visant à changer partout dans la version anglaise de la présente loi l'expression "Director General of Elections" par l'expression "Chief Electoral Officer", est adoptée? Mais, là, il y a un problème, il n'y a pas de numérotation. Il faudrait immédiatement... il y a aussi un papillon qui vise à modifier l'article 74 de la version anglaise. Il se lit comme suit: Remplacer, dans la troisième ligne du premier alinéa, les chiffres et lettres "7.00 a.m." par les chiffres et lettres "7.00 p.m.". Est-ce que cet amendement est adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Le "p" remplace le "a".

Le Président (M. Tremblay): L'amendement est adopté.

Il y a un autre amendement à l'article 80 de la version anglaise qui vise à remplacer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot "inoccupied" par le mot "unoccupied". Cela a de l'allure. C'est simplement une faute de frappe qu'on corrige.

M. Côté (Charlesbourg): Cela vous frappe à ce point-là?

Le Président (M. Tremblay): Oui. Est-ce que cette proposition est adoptée? La proposition est adoptée.

Il y a un autre amendement au texte anglais, à la version anglaise, à l'article 99, qui vise à remplacer, à la première ligne du deuxième alinéa, le mot "may" par le mot "way". "May" est remplacé par le mot "way". Est-ce que c'est adopté? Adopté.

M. Côté (Pierre-F.): Si vous me le permettez, M. le Président. Dans la table des matières, on a apporté une correction tantôt à un titre. 11 faudrait ajouter, en regard de l'article 334, dans la table des matières - ce n'est pas paginé - le mot "Les". Quand on a changé le type de dispositions diverses...

Le Président (M. Tremblay): Oui. C'est-à-dire que...

M. Côté (Pierre-F.): Cela correspond à l'article 334. Cela se fait automatiquement.

Le Président (M. Tremblay): Je pense qu'on a, j'imagine bien... C'est mieux de le corriger quand même pour être bien certain...

M. Côté (Pierre-F.): Je le croirais, oui.

Le Président (M. Tremblay): ...et d'en faire une proposition. C'est à l'article 8, section...

Une voix: Titre VIII, section 6.

Le Président (M. Tremblay): Section 6?

Une voix: C'est cela.

M. Casgrain: Chapitre II, section I, sous-section 6.

Le Président (M. Tremblay): Dans la table des matières, j'ai juste le chapitre II.

M. Côté (Pierre-F.): Le chapitre II; ensuite, vous tournez la page...

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Côté (Pierre-F.): En regard de l'article 334 qui est à droite, vous avez le titre "Dispositions diverses". Il faut mettre "Les dispositions diverses".

M. Côté (Charlesbourg): "Les". On l'a amendé dans la loi. Vous vous souvenez, M. le Président?

Le Président (M. Tremblay): Oui, je m'en souviens très bien, même que cela avait fait partie des embûches que j'ai eues cet après-midi. J'écris, directement ici... Est-ce que c'est suffisant, M. le secrétaire? Ce serait mieux d'en faire une proposition, de faire un amendement pour ajouter, au chapitre II, section I, 6e, - article 6, je crois, qu'on dit - article 6...

Une voix: Sous-section 6.

Le Président (M. Tremblay): Sous-section 6...

M. Côté (Pierre-F.): On va vous le rédiger, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Ajouter "Les" à "Dispositions diverses".

Une voix: C'est cela.

M. Côté (Pierre-F.): On va le rédiger. On va vous donner... Il va être rédigé à l'encre noire.

Le Président (M. Tremblay): Très bien. Il n'y aura pas de problème.

M. Côté (Pierre-F.): On attend juste...

Le Président (M. Tremblay): Y a-t-il autre chose qu'on peut faire, parce qu'on ne peut pas rester inoccupés, nous autres?

M. Côté (Pierre-F.): Le reste du cahier, M. le Président, ne se rapporte pas à la loi. Ce sont des notes explicatives.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que les titres sont adoptés?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Les titres de la loi sont adoptés.

M. Côté (Charlesbourg): Tous les titres.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que le titre du projet de loi, Loi électorale, est adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Est-ce que les titres, les sous-titres, les sections et les sous-sections - est-ce qu'il y en a d'autres?

Le Secrétaire: Non.

Le Président (M. Tremblay): C'est tout. Est-ce qu'ils sont adoptés?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Tout cela est adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Il reste deux articles.

Le Président (M. Tremblay): La loi, on ne peut pas l'adopter. Pas tout de suite, il en reste deux.

M. Côté (Charlesbourg): Il reste l'article 317 et l'article 498.

Le Président (M. Tremblay): Nous suspendons à loisir,

(Suspension de la séance à 17 h 55)

(Reprise à 18 h 2)

Le Président (M. Tremblay): À l'ordre, s'il vous plaît! La sous-commission de la commission des institutions reprend ses travaux. Je porte à votre considération l'article 317.

M. Rochefort: L'article 317, avez-vous dit, M. le Président?

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Rochefort: Il s'agit de remplacer les paragraphes 6° et 7° du 2° alinéa par le suivant: "6° au choix du représentant officiel de l'entité autorisée, le prix d'admission à une activité ou manifestation à caractère politique, lorsque ce prix n'excède pas 50 \$".

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 317 est adopté et l'article 317 tel qu'amendé est adopté. Maintenant, on me dit qu'il faut rappeler...

M. Rochefort: Par concordance.

Le Président (M. Tremblay): Oui, qu'il faut rappeler l'article 391 par concordance. Donc, l'article 391?

M. Rochefort: Vous avez le texte, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Oui.

M. Rochefort: C'est de la concordance.

Le Président (M. Tremblay): Nous allons voir. C'est qu'il y avait déjà un amendement. Il faudrait être bien clair.

M. Côté (Pierre-F.): Si vous me permettez une explication, M. le Président, c'est que le troisième alinéa de l'amendement disparaît. Alors, on l'a redactylographié et renuméroté.

M. Rochefort: Ah! C'est ça. Il y avait le 6° aussi.

M. Côté (Pierre-F.) Il y avait 3° et 6°.

M. Rochefort: C'est de la concordance.

M. Côté (Pierre-F.) C'est une concordance.

Le Président (M. Tremblay): Il y avait aussi 6°.

M. Côté (Pierre-F.) Non. Quand on lit le 3° du dernier texte que j'ai lu, "le total en vertu du paragraphe 6°".

Le Président (M. Tremblay): Essentiellement, l'amendement qu'on apporte maintenant à l'amendement à l'article 391 vise à éliminer le troisième alinéa ou 3° et de le renuméroter.

M. Côté (Pierre-F.) Essentiellement, c'est ça. C'est de la concordance.

Le Président (M. Tremblay): Cette motion est-elle adoptée?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Elle est adoptée et l'article 391 tel qu'amendé est adopté. Maintenant, l'article 498? Voulez-vous le lire, M. le ministre, s'il vous plaît?

M. Rochefort: Oui, il faut remplacer les paragraphes 1° et 2° du troisième alinéa par les suivants: "1° à un agent officiel qui, à titre de dépenses électorales, fournit des aliments tels que des sandwichs, gâteaux, galettes et des breuvages tels que du thé, café, lait ou boissons non alcoolisées, à une assemblée d'électeurs réunis ou à toute autre personne exécutant du travail en vue de favoriser l'élection d'un candidat durant une élection;

"2° à toute personne autre qu'un agent officiel qui, à même ses propres biens, fournit des aliments tels que des sandwichs, gâteaux, galettes et des breuvages tels que du thé, café, lait ou boissons non alcoolisées, à une assemblée privée d'électeurs réunis en vue de favoriser l'élection d'un candidat durant une élection; ou..."

Cela correspond à la discussion que nous avons eue à l'occasion d'une suspension de nos travaux, tantôt, et qui faisait suite à la découverte d'un trou dans la loi quant à la possibilité pour un électeur de transgresser la Loi sur le financement des partis politiques, quant à la fourniture d'aliments, etc.

Le Président (M. Tremblay): L'amendement à l'article 498 est-il adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): L'article 498 est adopté. Est-ce que le titre de la Loi électorale est adopté?

M. Côté (Charlesbourg): Adopté.

Le Président (M. Tremblay): Le titre de la loi est adopté. Le projet de loi 19 est-il adopté?

M. Rochefort: Adopté.

M. Côté (Charlesbourg): Adopté, M. le Président.

Le Président (M. Tremblay): Le projet de loi 19 est adopté.

M. Rochefort: Avant de mettre fin à nos travaux, M. le Président, le Directeur

général des élections, M. Côté, m'a demandé s'il était possible qu'il prenne la parole. Je crois qu'il serait de mise de lui accorder ce droit.

Le Président (M. Tremblay): Avec plaisir, si c'est là le vœu des membres de la commission.

M. Côté (Pierre-F.): Très brièvement, M. le Président, je voudrais profiter de la circonstance pour exprimer mes remerciements à différentes personnes: au premier chef, aux membres du conseil consultatif qui, depuis six mois en particulier, six à sept mois - M. Côté a mentionné que cela faisait deux ans - y ont travaillé, mais de façon très, très active et très suivie; non seulement les membres du conseil consultatif mais les sous-comités qui ont été formés. Cela a été un travail de collaboration, de consensus général et une atmosphère de travail qui était tout à fait exceptionnelle. Je veux le souligner.

M. le député de Charlesbourg, lors du dépôt du projet de loi, a souligné le travail fait par les employés de la DGE. Pour ma part, je voudrais d'abord remercier les membres du comité du conseil consultatif de leur collaboration à cet immense travail de la rédaction d'un code électoral qui n'aurait pu être menée à fin, n'eût été ce travail de collaboration qui s'est fait dans une atmosphère de franchise, d'échanges et je dirais même, à un certain moment, de camaraderie, ce qui a permis un travail très efficace.

Évidemment, je voudrais aussi terminer en ajoutant et en précisant toute mon appréciation et mes félicitations pour le personnel du Directeur général des élections. Je ne mentionnerai pas de noms mais je vais mentionner, par exemple, qu'il y a un employé, en particulier, qui a fait le calcul du nombre de jours consécutifs qu'il a travaillé sans arrêt sur ce code et cela monte à 47 jours d'affilée. Quand on a décidé - et cela a été une décision unanime qui a été prise par les membres du conseil consultatif - qu'on aurait un code plutôt que des amendements à trois lois, cela a été un travail de titan, un travail de géant que le contentieux, chez moi, a effectué en collaboration avec un tas de personnes, il va sans dire: les gens du financement, les secrétaires, le personnel affecté à la bureautique. Il y a beaucoup de monde. Je ne veux nommer personne parce que j'en oublierais, mais cela vaut certainement la peine de souligner jusqu'à quel point le travail a été fait dans l'esprit qui animait le travail du conseil consultatif. Je veux le souligner, les féliciter et les remercier. Je profite de cette circonstance tout à fait exceptionnelle pour le faire. Je vous remercie.

Le Président (M. Tremblay): M. le député de Charlesbourg.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, je pense que les propos de M. Côté reflètent très fidèlement le travail fait par le comité consultatif. Lui-même peut juger du travail qui a été fait à l'intérieur de la boîte. Je le disais au début, cela fait deux ans que ce travail a commencé et, effectivement, on en arrive à des consensus peut-être même imprévisibles au départ, lorsqu'on a commencé à s'asseoir à une table pour discuter, pour échanger, pour moderniser notre loi, pour unifier nos lois aussi. L'aboutissement sera demain, par l'appel du projet de loi 19 en troisième lecture.

Quant à moi, je n'ai pas honte de le dire, j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler à ce projet de loi. On ne sentait véritablement pas que c'étaient des intérêts de parti qui étaient en cause, mais bien l'intérêt des électeurs et l'intérêt d'une démocratie tenue dans les règles modernes de financement, de listes électorales et aussi de conditions de vote. Finalement, cela a amené les partis politiques à mettre de l'eau dans leur vin quant à des idées qu'ils avaient au départ pour en arriver à des consensus avec le parti ministériel. Quant à moi, je suis extrêmement fier d'avoir collaboré à cette réalisation. Je pense que cela ne se termine pas là; cela se poursuit à partir de la période de 1985 dans le but de continuer l'amélioration et de rechercher d'autres consensus sur d'autres sujets.

Encore une fois, au premier titre, à M. Côté et à tout son personnel qui ont travaillé d'arrache-pied pour arriver à cette fin, aux membres de la majorité ministérielle, cela a été un plaisir de travailler à un projet de loi comme celui-là. Si c'était le cas dans tous les projets de loi, que l'Assemblée nationale serait paisible!

M. Rochefort: Serait paisible.

Le Président (M. Tremblay): M. le ministre.

M. Rochefort: M. le Président, en guise de conclusion aux travaux que nous avons menés rondement cet après-midi, je voudrais joindre ma voix à celle du Directeur général des élections et à celle du député de Charlesbourg pour d'abord, effectivement, remercier très sincèrement le personnel du Directeur général des élections pour le travail extraordinaire qu'il a réalisé dans une période très courte et, finalement, très intense.

Oui, les membres du conseil consultatif, je pense qu'il faut le dire, ont fourni un travail important. Nous, quand le conseil consultatif ajournait ses travaux, il nous restait une demi-heure, une heure de

discussions avec nos collègues et cela s'arrêtait là, alors que, souvent, pour le personnel du Directeur général des élections, cela commençait là. Ils devaient partir et rédiger, rédiger et rédiger, de façon qu'on en arrive dans les délais qui étaient ceux que nous nous étions fixés... D'ailleurs, vers la fin, cela devenait, d'une certaine façon, presque une course contre la montre pour en arriver à l'adoption du projet de loi avant l'ajournement de Noël, de façon qu'on ait quelques mois pour vraiment préparer l'ensemble des instruments de travail qui seront nécessaires à ceux et celles qui participeront, d'une façon ou d'une autre, au prochain scrutin général.

Je veux les remercier et souhaiter à tout le monde, particulièrement à celui qui a travaillé 47 jours consécutifs, de prendre des bonnes vacances de Noël, pour qu'ils soient tous en forme pour justement nous préparer les instruments dont on aura besoin à partir de ces nouvelles dispositions de la Loi électorale.

Je veux aussi remercier très sincèrement les collègues du conseil consultatif, d'abord le député de Charlesbourg, mais aussi ceux qui ne sont pas députés et qui faisaient souvent la route Montréal-Québec pour venir participer à nos travaux, en plus de l'ensemble des autres responsabilités qu'ils ont professionnellement ou dans leur parti politique. Pour eux, c'était aussi un ajout de travail, une addition de responsabilités, de charges. Je pense qu'ils ont joué un rôle très important aux réunions du conseil consultatif et dans toutes les réunions de comités de travail qui avaient été constitués; ils ont permis de faire en sorte que même si on croit, avec raison, je pense, qu'on a mis beaucoup de temps au conseil consultatif, on en a mis beaucoup moins qu'on aurait dû en mettre si ces groupes de travail n'avaient pas fonctionné aussi efficacement qu'ils ne l'ont fait.

M. le Président, je veux aussi vous remercier pour la façon dont vous avez présidé nos travaux, aujourd'hui. Finalement, je veux tous nous féliciter pour, au fond, la conclusion de succès que nous tirons des lois électorales que nous avons adoptées depuis 1976. On a adopté un certain nombre de lois en matière électorale, de financement des partis politiques, depuis 1976. Le bilan - parce que, d'une certaine façon, c'était un bilan que nous faisons - était tellement positif que ce que nous souhaitions, c'était d'abord d'apporter les correctifs nécessaires à la suite de la pratique, de l'usage et du temps qu'elles avaient vécu, mais aussi de s'assurer que nous maintenions cette qualité, cette caractéristique de nos lois, qui fait du Québec sûrement une des terres les plus démocratiques qui existent en termes d'institution électorale, d'institution, politique, de façon que - justement comme le

soulignait le député de Charlesbourg - le vote d'un électeur, ce soit possible pour chaque Québécois et Québécoise, que ce soit facile et significatif.

Je pense qu'il faut tous se féliciter du fait que non seulement nos lois adoptées depuis 1976 en matière électorale soient considérées comme un succès, mais d'avoir maintenu ce succès en perfectionnant et en maintenant ces lois, en en faisant des lois modernes et qui correspondent à l'actualité, à la conjoncture actuelle.

M. le Président, sur ce, je répète que je souhaite au personnel du Directeur général des élections mes meilleurs voeux de la saison et qu'ils en profitent pour se reposer, je pense qu'ils l'ont bien mérité, ainsi que le Directeur général, mon Dieu, qui a présidé l'ensemble de cette opération, qui a nécessité beaucoup de travail de sa part et aussi beaucoup de médiation de façon qu'on en arrive à passer à côté des petites embûches qui nous séparaient à l'occasion, les intervenants qui étaient autour de la table. Alors, félicitations à tout le monde et merci.

Le Président (M. Tremblay): Sur ce, je dirais que j'ai été très heureux de participer à ce qui va devenir bientôt, à tous, notre livre de chevet. J'ajourne les travaux de la sous-commission des institutions sine die.

(Fin de la séance à 18 h 15)